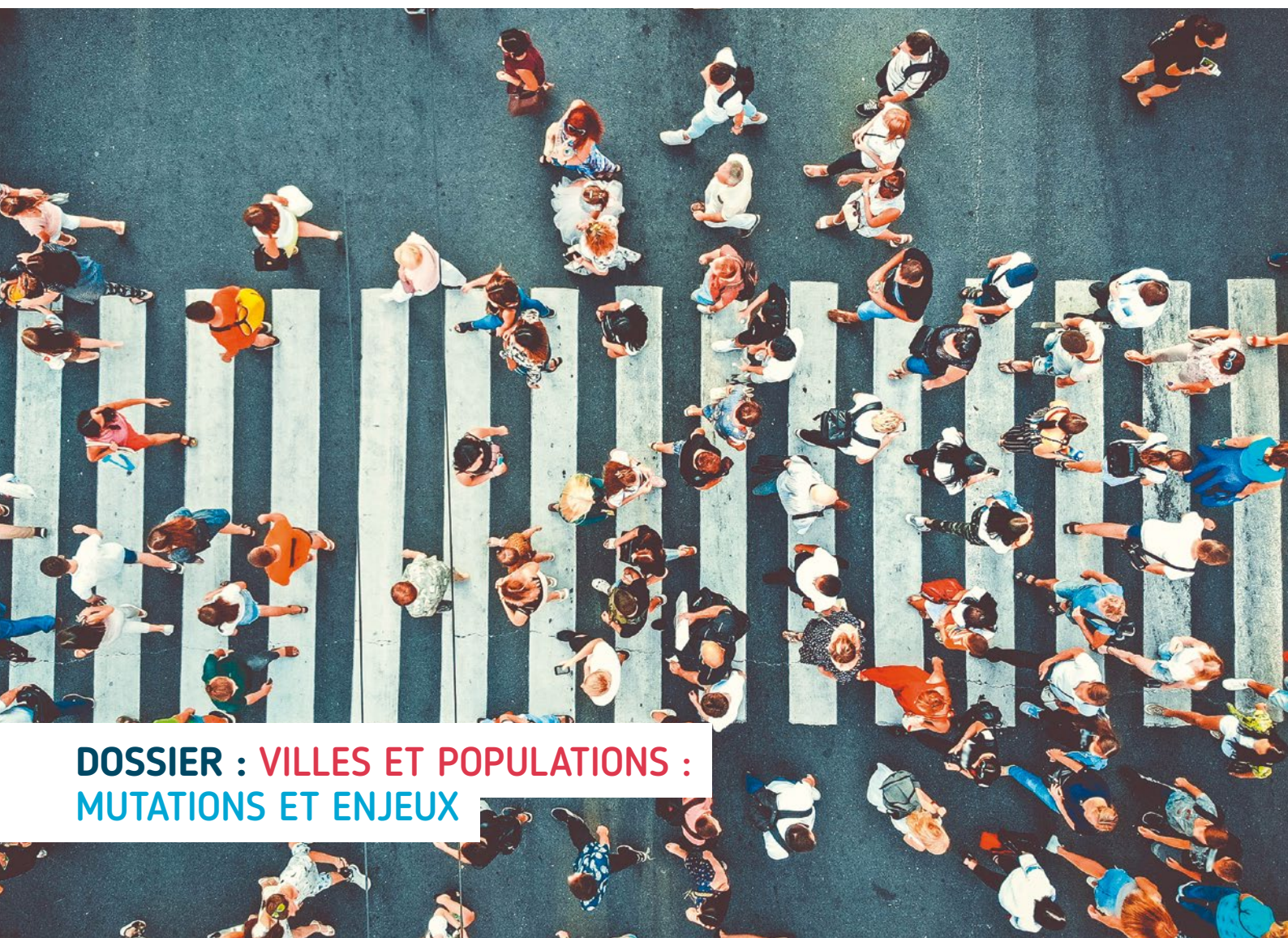


CAHIER DES

UMIFRE

LE MAGAZINE DES UNITÉS MIXTES / INSTITUTS FRANÇAIS
DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER (UMIFRE) / 2023-2024 / N°10



DOSSIER : VILLES ET POPULATIONS : MUTATIONS ET ENJEUX

GENRE ET ÉTUDES FÉMINISTES
DANS LES UMIFRE

PROJET NOTCOM :
REMONTER AUX ORIGINES
DE LA SCIENCE COLLECTIVE


MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*


cnrs

 fondation
maison des
sciences
de l'homme

SOMMAIRE

3 ÉDITORIAL

4 ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

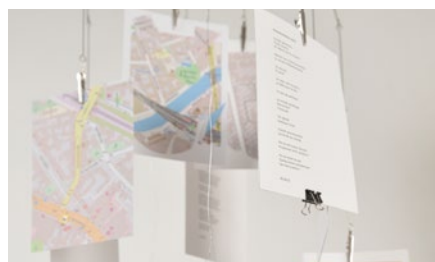
- De nouveaux partenariats clés pour les UMIFRE 4
- Focus : Genre et études féministes dans les UMIFRE 5
- Remonter aux origines de la science collective. Savoir et consensus au XVII^e siècle 7



- Face à la violence au cœur de l'Europe : accueil non-résidentiel des chercheurs ukrainiens au CEFRES 10
- Formation au service de la préservation des patrimoines au Proche Orient 13

17 L'EXPOSITION

Les Voi.es.x de la carte / Tonkörper Berlin



21 L'ENTRETIEN

Stéphane ENCEL (Chercheur CNRS, CRFJ) et Clément Dussart (Doctorant Université de Poitiers, CESCUM et CRFJ)

24 DOSSIER : «VILLES ET POPULATIONS : MUTATIONS ET ENJEUX »

- La ville historique de Yazd en Iran..... 25
- La mobilité durable dans les périphéries des métropoles latino-américaines vue à travers les pratiques de leurs habitants. Le cas de Lima et Bogotá..... 29
- Mumbai : un paysage urbain contrasté et entrelacé, illustration de mutations rapides dans un environnement contraint..... 33



- Villes et processus d'urbanisation en Asie du Sud-Est contemporaine 37
- Un monde d'entrepôts..... 40
- La promesse d'une vi « II » e meilleure : le cas sud-africain 42
- Le centenaire d'une capitale : que reste-il de l'héritage moderniste et républicain de l'urbanisation d'Ankara ?..... 46

- Tokyo, paradigme de l'étalement vertical. Reconcentration urbaine et redimensionnement des centralités ferroviaires tokyôites 50



- Les stratégies de développement des villes en Tunisie : de nouvelles modalités de faire la ville ? 54

58 UN PEU DE LITTÉRATURE

60 ARRIVÉES ET DÉPARTS

- Bienvenue à 60
- Bonne continuation à 61

63 ÉVÉNEMENTS



66 LES UMIFRE DANS LE MONDE

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, **Centre national de la recherche scientifique** Institut des sciences humaines et sociales, **Fondation Maison des sciences de l'homme** Valorisation des UMIFRE **Comité éditorial** Alexandra Duperray (FMSH), Armelle Leclerc (CNRS), Saman Musacchio (CNRS), Matthieu Ravaud (CNRS), Dramane Coester (MEAE), Solène Marié (CNRS), William Berthomière (CNRS), Guillaume Robert (MEAE), Laure Cailloce (CNRS) et Marta Craveri (FMSH) **Crédits photos** Photos et illustrations fournies par les auteurs ou en licence CC **Conception graphique** Maquette et mise en page : Marion Raffaitin **Cahier des UMIFRE** ISSN 2742-0094 © FMSH-UMIFRE-MEAE-CNRS, 2023-2024 Impression : Direction de l'information légale et administrative 26, rue Desaix 75727 Paris Cedex 15 N°10 - décembre 2023 **Le réseau des UMIFRE** Les UMIFRE sont des unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger placées sous la cotutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) et du Centre national de recherche scientifique (CNRS). Un réseau de 27 centres de recherche français, répartis sur tous les continents, abordant toutes les sciences humaines et sociales, en contact avec les institutions de recherche locales et françaises. **Rejoignez-vous sur** www.umifre.fr Facebook [@umifre.shs](https://www.facebook.com/umifre.shs) Twitter [@Umifre_shs](https://twitter.com/Umifre_shs)

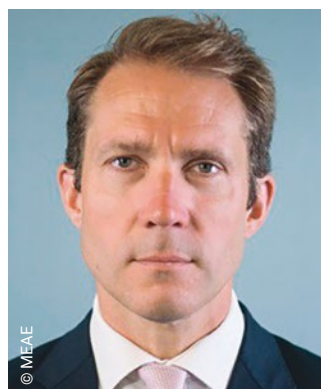
“ Fruit d’un partenariat entre le Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères, le CNRS et la Fondation Maison des Sciences de l’Homme, le *Cahier des UMIFRE* offre un panorama du travail scientifique mené dans les Unités mixtes des instituts français de recherche à l’étranger. Il vise à mieux faire connaître les 27* centres de recherche en sciences humaines et sociales qui contribuent au déploiement de la recherche française dans le monde, au plus près des terrains d’étude, des sources et des archives, et des communautés scientifiques travaillant dans les pays où ils sont implantés.

La journée inter-UMIFRE qui s’est tenue au Campus Condorcet le 30 mai 2023 a mis en valeur de belle manière les atouts des UMIFRE : leur fonctionnement en réseau permettant de construire des synergies entre eux, ainsi qu’entre les communautés scientifiques françaises et locales ; leur rôle dans la formation de la jeune recherche en sciences humaines et sociales ; les réponses qu’elles apportent aux défis de la recherche empêchée, sur des terrains sensibles ou en proie à des crises sécuritaires. L’initiative du CEFRES de Prague en direction des chercheurs en Ukraine présentée dans ce numéro en est une bonne illustration.

Dans ce 10^e numéro du *Cahier*, nos chercheuses et chercheurs questionnent la ville comme phénomène central des sociétés contemporaines. Lieu de vie, lieu de production de richesse – les villes génèrent aujourd’hui 80% du PIB mondial, d’échanges et d’administration, lieu d’installation, de socialisation et de confrontations, lieu de création et de transmission culturelle, la ville d’hier comme de demain est en perpétuel changement au gré des évolutions des sociétés et des enjeux que celles-ci ont à affronter. Ce *Cahier des UMIFRE* fait ainsi dialoguer les disciplines pour aborder les mutations de l’urbain dans le temps long, sous l’angle de l’archéologie, du patrimoine ou de l’histoire.

L’habitat, le paysage urbain, les transports et l’équipement, les rythmes de la ville, les pratiques sociales et culturelles de ses habitants, leurs imaginaires marquent profondément les territoires et invitent à étudier les mécanismes et les conséquences de cette anthropisation. Ce faisant, les contributions interrogent les diffusions des modes de vie à l’échelle mondiale, engendrant la nécessité de se poser la question des limites de l’urbain, notamment sous l’angle de l’habitabilité de la planète.

Le *Cahier* s’attache également à des problématiques contemporaines ayant trait à la sociologie, à l’économie ou aux sciences politiques, liées au sort des 4,4 milliards d’humains qui peuplent les villes moyennes aussi bien que les mégapoles : inégalités économiques et spatiales, nouveaux espaces



économiques structurants, aménagement et politiques publiques, environnement et mobilité durable.

Depuis le poste d’observation privilégié qu’elles occupent, les UMIFRE éclairent le phénomène urbain au moyen d’un regard décentré et comparatif. Ce réseau unique de centres de recherche propose ainsi des clés d’analyse précieuses des évolutions sociales et des enjeux auxquels sont confrontés les décideurs politiques.

Enfin, les UMIFRE constituent autant de plateformes d’accueil de chercheuses et chercheurs en mobilité, porteurs de recherches de grande envergure, telles que le projet NOTCOM sur la formation du consensus scientifique co-porté par la Maison française d’Oxford et financé par Horizon Europe, ou de projets participant à la diplomatie d’influence du MEAE, à l’image du programme AGIR sur la préservation des patrimoines au Proche-Orient à l’Institut français du Proche-Orient.

C’est l’ensemble de ces actualités que présente ce 10^e numéro du *Cahier des UMIFRE*, illustrant la qualité du travail scientifique mené dans ces centres de recherche et leur apport à la compréhension des changements du monde contemporain.

Les points de vue exprimés dans les articles sont ceux de leurs auteures et auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères ainsi que du CNRS.

Bonne lecture !

➤ **Matthieu PEYRAUD**

Directeur de la Diplomatie d’influence
Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères

➤ **Marie GAILLE**

Directrice de CNRS Sciences humaines
& sociales, Centre national de la recherche scientifique

* Dont 25 UMIFRE pilotées conjointement par le Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et le CNRS, et 2 IFRE pilotées par le MEAE

Partenariats clés pour les UMIFRE

Le réseau des UMIFRE porte chaque année de nouvelles collaborations avec des institutions locales, françaises et étrangères qui permettent à la recherche en SHS d'émaner du terrain et de s'internationaliser pour une meilleure expertise. Retour sur deux partenariats.



LANCEMENT D'UNE CHAIRE DE RECHERCHE SUR LES ENVIRONNEMENTS URBAINS IFPO-AFD

L'Institut français du Proche-Orient (IFPO) et l'Agence Française pour le Développement (AFD) collaborent au lancement d'une chaire itinérante sur les milieux urbains afin d'élaborer des recherches originales et de les diffuser auprès de divers publics.

À travers ce partenariat, la chaire pourra développer des thématiques fortes (défis écologiques, énergétiques, sociaux et migratoires qui affectent les environnements urbains) et couvrant diverses disciplines (sociologie, sciences-politiques, géographie, anthropologie, économie) sur les pays de la région : Liban, Jordanie, Irak et territoires palestiniens.

Par son expertise, la Chaire a pour objectif de soutenir les opérations de l'AFD en mobilisant les réseaux de recherche et en s'inscrivant dans les débats régionaux et européens.

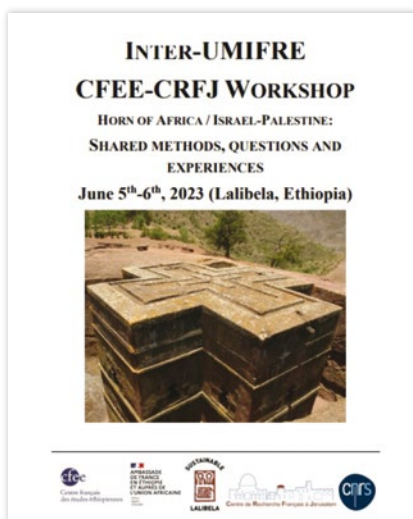
RENCONTRE INTER-UMIFRE AU PROCHE-ORIENT ET EN ETHIOPIE

Les équipes du CRFJ (Centre de recherches français de Jérusalem) et du CFEE (Centre français d'études éthiopiennes) ont initié une rencontre scientifique courant 2023. La première a eu lieu à Lalibela les 5 et 6 juin derniers, sous forme de tables rondes réparties selon quatre axes (archéologie, Histoire, Mondes contemporains, et expériences et gestion de la recherche) et consacrées aux relations entre le Levant-Sud (Israël, Palestine,

Jérusalem) et la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Djibouti, Somaliland, Somalie, Érythrée). Cette première session a permis de faire dialoguer les chercheurs sur leurs terrains, de partager les expériences et les parcours, ainsi que d'échanger sur les enjeux de leurs recherches, leurs méthodes et leurs résultats. Une seconde rencontre aura lieu début 2024 et sera consacrée aux pistes de valorisation de ces tables-rondes via notamment des publications en OpenEdition.

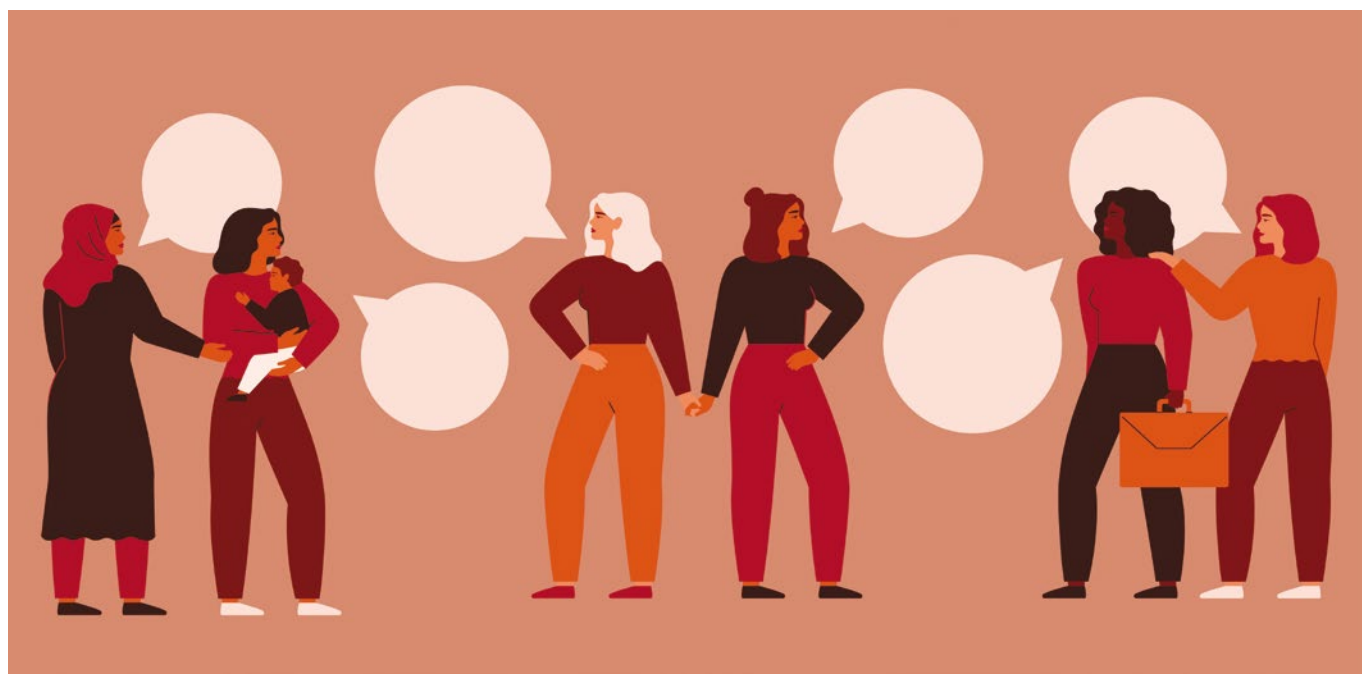
RENOUVELLEMENT DE LA COLLABORATION ENTRE L'IFEA ANDES ET L'INSTITUT COLOMBIEN D'ANTHROPOLOGIE ET D'HISTOIRE.

En février 2023, l'accord de coopération entre l'Institut français d'études andines et l'Institut colombien d'anthropologie et d'histoire (ICANH) a été renouvelé pour les 5 prochaines années. Dans ce cadre, les deux institutions prévoient des événements scientifiques communs, tels que des séminaires internationaux d'histoire et des journées d'études avec la participation d'autres institutions de Colombie, d'Équateur, de France et du Pérou.



Genre et études féministes dans les UMIFRE

Au cours de l'année 2020, le groupement d'intérêt scientifique (GIS) Institut du Genre a proposé de mettre en place un réseau de correspondantes et correspondants, mettant en lien des chercheurs et chercheuses de tous statuts, engagés dans les études de genre et impliqués dans la vie scientifique des UMIFRE.



© Adobe stock

D'emblée, l'IFEA, le CEMCA, le CEFRES, l'IFRA Nigéria, le CFEE, le CEDEJ-Khartoum, l'IFPO, le CSH, l'IFEAC, le CRFJ, entre autres unités, ont répondu présentes. Leurs responsables ont relayé, auprès de doctorantes et doctorants notamment, cet appel à saisir ensemble la multitude d'enjeux que recouvre le genre comme catégorie savante et comme catégorie d'intervention sociale, comme support de conflits politiques toujours plus saillants aux échelles locales et internationales.

Les premiers échanges ont été animés par Delphine Lacombe, directrice adjointe de l'Institut (2020-2021), aux côtés d'Estelle Ferrarese directrice du GIS, et de Marième N'Diaye, membre du conseil scientifique de l'Institut. Ils ont rassemblé des spécialistes de l'histoire des femmes et du féminisme, des chercheuses analystes des enjeux associés

« Comment les atteintes aux libertés académiques sont-elles liées à la contestation des approches féministes du savoir, ainsi qu'à celle de l'institutionnalisation des études de genre ? »

aux politiques liées à la sexualité, aux « minorités sexuelles », aux inégalités structurées par les sociétés patriarcales.

Ces perspectives ont permis de renforcer la présence des UMIFRE dans les projets présentés auprès de l'Institut du genre, en particulier pour les bourses de mobilité, où les programmes d'enquête requièrent d'explicitier les lieux de soutien et d'insertion universitaire pour les séjours d'étude. C'est ainsi qu'en sus des mentions faites aux universités locales, les candidates à ces financements mettent au cœur de leur dispositif de recherche les UMIFRE, en tant que lieux d'accueils et d'échanges scientifiques privilégiés.

Restait à susciter ou à renforcer les études sur le genre tant au sein des UMIFRE qu'entre les unités elles-mêmes. Un séminaire de recherche a été

ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

lancé en 2021. Les séances en direct ou en différé ont rassemblé un public très large.

Comment les atteintes aux libertés académiques sont-elles liées à la contestation des approches féministes du savoir, ainsi qu'à celle de l'institutionnalisation des études de genre ? Tel est le thème qui a structuré la séance inaugurale, organisée avec le CEFRES à Prague. Les exposés et les discussions ont permis de croiser les regards entre l'Europe centrale, le Mexique et le Cameroun. Bien que traversés par des débats distincts, les témoignages depuis ces pays ont permis de dresser une conclusion commune selon laquelle les études de genre et les études féministes sont l'un des indicateurs éloquentes des degrés de libertés académiques concédées par les États. Moyens d'analyse des mœurs privées et publiques, du caractère androcentré du pouvoir, des libertés individuelles et des articulations de systèmes d'oppression, de l'impunité des violences, ces études sont en effet les premières cibles des stagnations ou des rétrécissements démocratiques et, de ce fait, un excellent support de leur compréhension. Les gouvernements « illibéraux » en Europe centrale ont conduit à fermer des programmes d'études de genre. Au Mexique, les collectifs féministes ont peiné à faire reconnaître les violences sexistes systémiques comme une entrave à la liberté d'étudier et d'enseigner. Au Cameroun, liberté et mobilité académiques à propos de ces études

« Une séance inter-UMIFRE thématique a réuni six chercheuses et chercheurs pour commémorer la journée internationale pour le droit à l'avortement, le 28 septembre. »

En savoir plus

Pour retrouver les séances du séminaire inter-UMIFRE : <https://institut-du-genre.fr/international/seminaire-international/>

vont de pair, ce qui soulève différents débats sur leur contenu même et leur « souveraineté ».

Les perspectives comparatives entre régions ou États n'étant pas la seule vertu de ce séminaire international, nous nous sommes aussi appuyées sur certaines UMIFRE pour analyser les conditions nationales d'existence et parfois de survie des études de genre. Ce fut le cas grâce à la séance conduite depuis l'IFRA-Nigéria en partenariat avec plusieurs chercheurs et chercheuses de l'université d'Ibadan, intitulée *Reflections on Gender Studies in Nigeria. Issues, perspectives and debates*. Dans cette même perspective, nos collègues du CFEF mèneront prochainement une analyse comparatiste des productions des savoirs féministes et sur le genre en Éthiopie, au Burkina Faso et à Madagascar.

La séance coordonnée en partenariat avec l'IFEAC, a exposé la vertu des approches post ou décoloniales articulées à l'épistémologie féministe, pour penser à nouveaux frais les constructions nationales des États issus de l'ex-bloc soviétique en Asie centrale. Intitulée *Why and how use post/decolonial and feminist theories on/in Central Asia ?*, cette session en direct a été suivie par une centaine de personnes, la majorité d'entre elles centre-asiatiques.

Une séance inter-UMIFRE thématique a réuni six chercheurs et chercheuses pour commémorer la journée internationale pour le droit à l'avortement, le 28 septembre. Le CEMCA et l'IFEAC ont été mobilisés, à l'invitation desquels ont aussi participé une spécialiste de la Tunisie, et un spécialiste du Burkina Faso. Nous avons conjointement exposé les effets de la pénalisation totale de l'avortement au Salvador et au Nicaragua sur la vie des femmes les plus pauvres, et les conséquences des stérilisations forcées contre les populations féminines autochtones au Pérou, politiques bafouant le droit à l'auto-détermination des femmes et à la maternité choisie. L'histoire de la santé reproductive et sexuelle dans ses rapports à la régulation pénale de l'interruption de grossesse a été abordée également pour le cas du Sénégal.

➤ Delphine LACOMBE (CEMCA)

The French Gender Institute & IFRA-Nigeria invite you to an Online Research Seminar.

Reflections on Gender Studies in Nigeria.
Issues, perspectives and debates

10 FEBRUARY 2022
3pm-5:30pm
(WAT Lagos, GMT+1 Paris)

ONLINE (zoom)
RSVP
<https://ifra-nigeria.org/>

IFRA-Nigeria Institut du Genre

Remonter aux origines de la science collective : savoir et consensus au XVII^e siècle

En janvier 2023 a commencé le projet ERC Advanced Grant *The Common Notion: Science and Consensus in the Seventeenth Century* (NOTCOM), porté conjointement par l'Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités (IHRIM, CNRS / ENS de Lyon) et la Maison Française d'Oxford (MFO, UMIFRE 11).



© Royal Society, Crane Court, off Fleet Street, London: a meeting in progress, with Isaac Newton in the chair. Wood engraving by J. Quantley after [J.M.L.R.], 1883. Wikipedia Commons

NOTCOM a pour objet l'épistémologie de groupe, la science collective et la communication publique des sciences au XVII^e siècle. En proposant une archéologie de ce que l'on désigne aujourd'hui comme le « consensus scientifique », le projet remonte aux origines de la science moderne pour comprendre comment s'est installée l'idée que le caractère collectif d'un savoir sert à le consolider. Comment se construit le consensus ? En quoi est-il indicateur de vérité ? Qui participe à sa construction ? Par le biais d'une étude historique

« **Le projet remonte aux origines de la science moderne pour comprendre comment s'est installée l'idée que le caractère collectif d'un savoir sert à le consolider.** »

des premières communautés scientifiques modernes, NOTCOM aborde ces questions de façon transversale en étudiant à la fois des modèles épistémologiques, des méthodes d'investigation collective, et des stratégies de communication et de dissémination publique.

Une enquête de 2013 dans les *Environmental Research Letters* examinant 11 944 articles scientifiques à comité de lecture rédigés par quelque 29 000 scientifiques spécialistes du climat entre 1991 et 2021 arrivait à la conclusion

ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

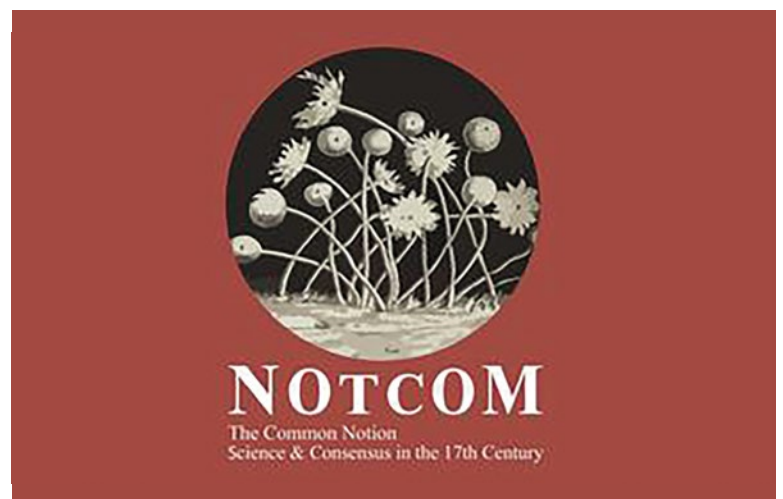
qu'ils s'accordaient à 97 % sur la réalité du changement climatique anthropogénique. Peu après sa publication, l'un des auteurs de l'étude en proposait le résumé dans le quotidien anglais *The Guardian*. Et peu avant la Conférence sur le Climat à Bonn en 2017 (COP23), 15 364 scientifiques signaient un avertissement commun sur l'état dégradé de la planète. Celui-ci allait être publié simultanément dans une revue scientifique de grande renommée (*Bioscience*) et dans un quotidien majeur (*Le Monde*). Dans le débat public d'aujourd'hui sur les sciences, l'appel au « consensus scientifique » fait partie des principaux arguments déployés par la communauté scientifique pour convaincre le grand public, orienter les décisions politiques et combattre un scepticisme scientifique de plus en plus répandu. Beaucoup de disciplines ont cherché à expliquer la nature particulière de ce type d'argument : les rhétoriciens se sont demandé comment communiquer au mieux le consensus ; les sociologues ont proposé des enquêtes quantifiant le consensus entre les scientifiques ou l'adhésion du public ; les psychologues ont étudié la nature et l'impact du consensus par des facteurs d'identification de groupe ; les épistémologues sociaux ont exploré les conditions communes de vérité du consensus. Toutefois, ces différentes approches du consensus scientifique n'ont pas produit d'études approfondies de son histoire. Afin de combler cette lacune, NOTCOM propose une reconstruction ambitieuse des controverses sur la pratique et la théorisation de la science collective parmi des philosophes naturels du XVII^e siècle.

La science collective à l'âge classique

Le XVII^e siècle est le moment où les sciences naturelles se constituent comme activité collaborative, avec la création des premières académies consacrées à la philosophie expérimentale, comme la Royal Society à Londres ou l'Académie Royale des Sciences à Paris. Ces communautés se fondaient sur des normes scientifiques partagées et des accords – pour la plupart tacites – sur les modalités de collaboration. Afin d'explicitier ces normes, les approches sociologiques dominantes en histoire des sciences ont mis l'accent notam-

ment sur des facteurs culturels, y compris des valeurs, des attitudes et des traits de caractère tels que l'honnêteté, la fiabilité, la confiance, la candeur, l'humilité ou la modération. NOTCOM s'interroge plutôt sur les liens qui existent entre les pratiques épistémologiques et les méthodes d'investigation collective adoptées par les scientifiques, afin de comprendre les fondements proprement philosophiques de la pratique commune de la science. Pour mener à bien cette enquête, NOTCOM prend pour point de départ les controverses autour de ce que l'on appelait, en reprenant une catégorie provenant de la philosophie stoïcienne et épicurienne, des « notions communes », c'est-à-dire des axiomes ou des principes premiers communément partagés.

En même temps, le projet NOTCOM a pour objectif de cerner l'usage de ces épistémologies de l'accord comme stratégie de communication publique. Au XVII^e siècle, l'utilité publique de la science naturelle était loin d'être acquise et sa place dans la société civile constamment remise en question. Les spectacles scientifiques proliféraient ; l'expérimentation scientifique se pratiquait dans les universités comme à la cour, dans l'espace public comme dans l'espace privé des maisons. Ces démonstrations oscillaient entre, d'un côté, le merveilleux et l'extraordinaire capables de saisir l'imagination du



public et, de l'autre, le commun et l'ordinaire plus susceptibles d'être compris et acceptés. La virtuosité et l'adresse, combinées avec des éléments de surprise, contribuaient de façon décisive au succès des démonstrations publiques. Toutefois, la distinction entre expérimentation en sciences naturelles de l'expérience ordinaire et savoir-faire populaire rendait leurs résultats potentiellement suspects. C'est pourquoi l'appel au savoir commun et aux notions communes forme aussi, et paradoxalement, un deuxième composant essentiel pour la communication publique, la dissémination et l'acceptation de la valeur des sciences naturelles.

L'étude de l'histoire au service des défis actuels

NOTCOM comprend un volet contemporain qui cherche à mettre à profit cette histoire dans les discussions actuelles sur les usages et les fondements du consensus scientifique en philosophie, en sociologie, et en communication des sciences. Depuis une cinquantaine d'années, les orientations constructivistes en sociologie et histoire des sciences ont offert un contexte riche pour explorer les mécanismes sociaux qui gouvernent la formation du consensus parmi les scientifiques. Aujourd'hui, toutefois, ces mêmes orientations sont reprises pour dénigrer la valeur du consensus, pour donner à des hypothèses marginales l'image d'innovations pionnières contre l'oppression des institutions scientifiques, pour postuler des formations de consensus alternatives, et pour retarder les décisions politiques au nom du doute raisonnable et de la critique légitime.

Les réponses académiques à ce type d'appropriation abusive vont du rétropédalage théorique du côté des *science studies* aux tentatives de refonder l'autorité scientifique sur de nouvelles bases ontologiques, comme dans les théories du « nouveau matérialisme ». Pourtant le problème est au fond plus d'ordre rhétorique qu'ontologique. Le scepticisme scientifique se nourrit de sentiments d'exclusion qui s'accroissent selon l'impénétrabilité du savoir scientifique. Les enquêtes que proposent les sociologues de la science sur le consensus scientifique et la façon dont elles sont présentées au public en forment l'exemple privilégié : conçues justement pour

convaincre, ces enquêtes sont susceptibles de produire à l'inverse des effets de rejet, justement parce qu'elles cherchent à passer en force.

NOTCOM cherche dans l'histoire des stratégies pour contrer ce genre de paradoxe. Les philosophes naturels de la première modernité faisaient la promotion de la « science nouvelle » dans un contexte dans lequel ils ne jouissaient pas d'une autorité particulière et étaient même fréquemment considérés comme suspects, notamment par l'Église. C'est pourquoi, contrairement à ceux des siècles suivants qui ont été témoins de l'ascension de la science, les scientifiques du XVII^e siècle ont beaucoup à nous apprendre alors que notre époque voit l'autorité des sciences s'éroder progressivement.

Un environnement de recherche d'exception

Une des innovations de NOTCOM est son montage institutionnel. Le projet et l'équipe sont hébergés conjointement par deux laboratoires ayant le CNRS comme cotutelle : l'Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités (IHRIM) à l'ENS de Lyon et la Maison française d'Oxford. Ce montage original permet de proposer aux membres de l'équipe des conditions de travail exceptionnelles et de consolider des liens bilatéraux déjà existants entre le CNRS et l'université d'Oxford. NOTCOM va accueillir cinq post-doctorants et un doctorant, basés à Lyon ou à Oxford. L'équipe compte en outre un gestionnaire de projet, une responsable de la communication, et un ingénieur de recherche spécialisé en humanités numériques et chargé de bâtir la base de données associée au projet. Pendant les cinq années du projet, l'équipe va circuler entre les deux sites. Pour accueillir un projet de cette taille, une rénovation complète du sous-sol de la MFO a été entreprise, avec la mise en place de nouveaux bureaux en espace ouvert et d'une salle de réunion. Ces améliorations structurelles mettront la MFO en situation d'accueillir d'autres futurs projets européens.

➤ **Mogens Lærke** (Maison française d'Oxford) avec le soutien du projet de recherche « *The Common Notion. Science and Consensus in the Seventeenth Century* » (NOTCOM), ERC Advanced Grant no. 101052433

« *L'appel au savoir commun et aux notions communes forme (...) un deuxième composant essentiel pour la communication publique, la dissémination et l'acceptation de la valeur des sciences naturelles.* »

Face à la violence au cœur de l'Europe : accueil non-résidentiel des collègues ukrainiens au CEFRES

Face à la violence qui déchire le cœur de l'Europe depuis le 24 février 2022, le Centre français de recherche en sciences sociales (UMIFRE 13, Prague) a lancé un programme de bourses non-résidentielles pour les chercheuses et chercheurs ukrainiens en SHS. Après plusieurs vagues d'accueil rendues possibles par des dispositifs tels que le programme PAUSE, il s'agit de soutenir celles et ceux qui ont dû, ou choisi, de rester dans leur pays en guerre.

En continuité avec les initiatives du Centre depuis le début de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, ce dispositif innovant dans le réseau scientifique français offre à seize chercheuses et chercheurs ukrainiennes une bourse ponctuelle, ainsi que la possibilité de profiter de toutes les activités et ressources documentaires du CEFRES de manière hybride. Il s'accompagne d'une journée d'étude invitant les boursiers in situ à Prague, en septembre 2023, et d'aides à la publication. Tout le long du programme, le séminaire de recherche « *Penser l'après : objets, modèles et méthodes en SHS depuis l'invasion de l'Ukraine* » réunit une fois par mois les collègues à Prague, en Ukraine et en ligne pour penser l'après-invasion, mais aussi imaginer l'après-guerre.

Nous proposons ici un bilan à mi-parcours de ce dispositif innovant quant à sa structuration et aux partenariats qu'il noue et renforce, ainsi que les premières conclusions des projets soutenus et de la journée d'étude « *Engagements et empêchements : les sciences humaines et sociales depuis l'invasion russe de l'Ukraine* ».

Seize chercheurs soutenus, issus de l'ensemble du territoire ukrainien

Conçu avec l'appui du MEAE, du CNRS, du CEFR, de l'Institut Français d'Ukraine et des institutions partenaires de la plateforme CEFRES à Prague, Bratislava et Varsovie,

Nuage de mots représentant les principales thématiques abordées par les projets proposés.





Les seize lauréates et lauréats du programme d'accueil non-résidentiel au CEFRES, voir <https://cefres.cz/fr/21499>.

Zaporijia, Odessa, Donetsk ou Marioupol ont été présentés. Les projets proposés s'inscrivent dans plus d'une dizaine de disciplines, le plus souvent l'histoire (20%), l'économie (15%) et le droit (14%). Une résonance toute particulière de l'actualité peut être mise en relief : près de la moitié des projets (43%) traitent de la guerre en Ukraine, la question de la migration interne et/ou externe est interrogée dans plus de cinquante projets.

Réalisée en un mois seulement, l'évaluation des projets n'était pas le moindre des défis et s'est déroulée avec succès grâce à la mobilisation des partenaires du CEFRES, notamment dans les UMIFRE et autres laboratoires français (CERCEC, Eur'ORBEM, CCFEF...), ainsi que l'appui fort des partenaires régionaux du Centre (Académie tchèque et slovaque des sciences, Universités Charles et d'économie à Prague, Université de Varsovie). Chemin faisant, les

« Les séminaires du programme offrent aux collègues ukrainiens la possibilité de présenter leurs travaux afin de construire des collaborations sur le long terme avec les collègues français, tchèques et centre-européens. »

apports de plusieurs financeurs français et tchèques pour un montant total de 45 000 € ont permis au Comité de la Plateforme CEFRES de sélectionner *in fine* 16 lauréat(e)s. Une parité stricte femmes/hommes et juniors/seniors a été préservée, les collègues en situation de déplacement interne ont été également privilégiés en cas de dossiers de qualité égale.

De Marioupol à Boutcha et de Kharkiv à Lviv, les lauréats du programme proviennent ainsi de douze municipalités différentes. Toutes et tous travaillent aujourd'hui sur des sujets en lien avec l'Ukraine, aussi bien en recherche appliquée que fondamentale. Il n'est pas surprenant non plus que parmi les disciplines représentées, l'histoire se démarque fortement avec sept projets, interrogeant notamment les enjeux post-coloniaux et mémoriels.

ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

Penser l'après : construire des collaborations européennes sur le long terme

Initiés dès le mois de mai, les séminaires du programme offrent aux collègues ukrainiens la possibilité de présenter leurs travaux afin de construire des collaborations sur le long terme avec les collègues français, tchèques et centre-européens. Il s'agit de profiter des bonnes pratiques des dispositifs analogues existant notamment à Vienne (IWM-HURI) ou au Royaume-Uni (BASEES), parfois mieux dotés financièrement mais offrant cependant une collaboration bien plus brève.

Avec la présentation de Yevhen Horb (chercheur indépendant, précédemment à l'Université de Marioupol), la première séance du séminaire a ouvert le débat sur les effets de l'invasion russe sur les disciplines, objets et méthodes de recherche en SHS. Les sessions consécutives portent sur la situation des savoirs empêchés (du rôle de l'éducation face au trafic des êtres humains au développement d'outils interactifs pour connecter la diaspora scientifique ukrainienne), les catégories épistémologiques brutalement (re)définies par le conflit (quant aux objets tels que la mémoire, l'identité, l'héritage...), ainsi que les méthodes et modèles de recherche face à la guerre (désinformation, droits des minorités, propriété culturelle).

Les sciences humaines et sociales en Ukraine aujourd'hui : entre empêchement et engagement des chercheurs

Une journée d'étude internationale, ouverte par une allocution de M. l'Ambassadeur Dutertre et clôturée par celle de la Vice-Présidente Europe et International de l'Université Charles, Eva Voldřichová-Beránková, constitue le point fort du programme. Elle a permis en effet de réunir autour des lauréats et lauréates du programme les membres du CEFRES, les collègues de l'Université Charles et de l'Académie tchèque des sciences ainsi que des chercheuses et chercheurs des différentes institutions partenaires, dont l'UMR Eur'ORBEM (CNRS-Sorbonne Université) et le Centre de recherche « *Ukraine in a Changing Europe* » (IMS FSV UK).

L'événement a été l'occasion de réfléchir collectivement aux situations d'empêchement auxquelles sont confrontées les SHS dans le contexte de la guerre en Ukraine. Si elles touchent les chercheuses et chercheurs de façon variable selon leur lieu de vie, leurs intérêts académiques et leur degré d'intégration à la communauté scientifique internationale, des constats partagés ont cependant émergé lors des débats : la difficulté d'accès aux sources historiques impériales et soviétiques et aux enquêtes déplacées (terrains empêchés), le manque de soutien de l'État ukrainien à la recherche avec la suppression de programmes publics dédiés, ainsi que la situation matérielle et psychologique précaire des chercheuses et chercheurs.

« Nombreux sont les défis qui attendent la recherche ukrainienne et celle dédiée à l'Ukraine, à l'espace est-européen et post-soviétique à l'avenir. »

Or, pour contourner ces empêchements, différentes formes d'engagement ont pu être présentées et débattues : il s'agit tout d'abord d'innovations thématiques, comme l'engagement dans la lutte contre les contrefaçons historiques russes et la mise en valeur des récits historiques ukrainiens tentant d'éviter le risque nationaliste, d'une part, et celui d'adaptation à l'agenda de recherche occidental, de l'autre. Du point de vue méthodologique, l'attention accordée aux terrains localisés, l'accumulation progressive de données empiriques sur plusieurs années, ou encore l'interdisciplinarité permettent de prendre en compte les questions humanitaires dans toute leur étendue et appartiennent à l'éventail des solutions mises en œuvre dans le contexte de guerre. En filigrane fut également posée la question de la conception même des missions et de la pertinence sociale de la recherche.

S'il est impossible d'y répondre aujourd'hui, nombreux sont les défis qui attendent la recherche ukrainienne et celle dédiée à l'Ukraine, à l'espace est-européen et post-soviétique à l'avenir. Or, il est certain qu'un des prérequis sera l'intégration internationale de la recherche ukrainienne et l'institutionnalisation de sa diaspora scientifique.

➤ **Mateusz Chmurski, Elodie Leszczak, Franciszek Mlynikowski**

Formation au service de la préservation des patrimoines au Proche Orient

Les 13 et 14 février 2023 se clôturait à Erbil (Irak) un cycle de formation sans équivalent, organisé dans le cadre du projet FSPI Agir (Appui à la génération d'initiatives régionales). Initié en 2020, ce programme mené à l'échelle du Proche-Orient visait à renforcer et harmoniser les mécanismes de professionnalisation des différents acteurs de la préservation et de la valorisation de biens culturels menacés de trafic ou destruction.



Porté principalement par deux partenaires, l'Institut de France / GID et l'Institut national du Patrimoine, il articulait trois chantiers parallèles : l'appui institutionnel (axe Rafaqa), la formation de professionnels

Remise des diplômes FSPI Agir, fév. 2023, Erbil.

(*Tadrid*) et la création de nouveaux cursus de formation de formateurs (axe *Hifaz*).

C'est dans le cadre de ce troisième volet consacré aux métiers de la conservation que

ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, UMIFRE 6) a été chargé par l'INP de mettre en œuvre la formation d'enseignants dans les universités irakiennes de Salahaddin-Erbil (SU-Erbil) et Mossoul (UoM). En Irak en effet, le patrimoine bâti a subi des décennies de conflits politiques et d'abandon qui ont culminé avec les destructions pratiquées par l'État islamique en particulier dans le nord du pays dans la décennie 2010. De nombreux programmes locaux et internationaux de réhabilitation et reconstruction post-conflit y ont vu le jour, mais sont restés ponctuels. Or, du fait d'années de conflits, le pays a connu un exode de masse, touchant plusieurs générations de professionnels et créant un vide opérationnel à ce jour non comblé. Dans le domaine du patrimoine bâti, le manque de spécialistes irakiens de la conservation s'est accru alors même que les besoins eux-mêmes se sont fait plus évidents : les besoins et opportunités de préservation, restauration et valorisation se multiplient.

« Ce cycle de formation visait l'enrichissement des capacités pédagogiques universitaires et le développement d'une culture du diagnostic patrimonial. »

Remise des diplômes Agir Erbil, février 2023.

Alors que le pays se trouve encore aujourd'hui particulièrement dépendant de l'expertise internationale, il s'agissait de contribuer à la création d'un corps irakien de cadres spécialisés, tout en participant au renforcement de l'enseignement supérieur dans le domaine.

En s'appuyant sur les partenariats noués depuis 2018 avec ces deux plus importantes universités publiques du pays, l'Ifpo a ainsi organisé un cycle de formation entre mai 2022 et février 2023. Adressé à une trentaine de leurs enseignants, à qui des diplômes ont été remis officiellement le 13 février 2023 [voir photo en page 13], il visait l'enrichissement des capacités pédagogiques universitaires et le développement d'une culture du diagnostic patrimonial.

Piloté par Caecilia Pieri, dans le cadre du Département d'Archéologie et d'histoire de l'Antiquité de l'Ifpo, avec le soutien de l'équipe de l'Ifpo en Irak, le programme bénéficiait d'un coordinateur dans chacune des universités :





**Remise des
diplômes Agir Erbil,
février 2023.**

Mohamed Zuhair Zaidan, professeur associé et chef *Carré francophone* pour UoM, et Salahaddin Yasin Baper, directeur du département d'architecture à SU-Erbil.

La formation s'est déroulée en quatre séquences alternées, en ligne et sur le terrain à Erbil. Dans une ambition de polyvalence, elle équilibrait les sessions théoriques (histoire de l'art, principes de conservation), l'exposé de cas d'études, le renforcement en documentation et enfin l'initiation aux techniques numériques avec des exercices pratiques réalisés en partie avec un matériel pédagogique acheté, acheminé et remis en main propre par l'Ifpo à chaque université. Le cursus fournissait ainsi une approche multi-échelle, depuis l'analyse des pathologies et enduits intérieurs jusqu'à celui de bâtiments ou sites urbains, en Irak ou ailleurs. Les sessions pratiques dans la citadelle d'Erbil ont permis à Xavier Casanovas, architecte président de REHABIMED, de mener des exercices sur l'analyse urbaine de ce centre-ville historique et dans une zone tampon, où subsistent les vestiges de quartiers remontant à l'époque ottomane. Quant à Jean Brunet, tailleur de pierre spécialisé dans la restauration de la pierre, mais aussi des enduits, il a pu travailler avec les

**« Les échos
fortement positifs
que nous avons
eus sur le terrain
laissent espérer
que le programme
puisse jouer comme
déclencheur d'une
montée en puissance
des dispositifs de
professionnalisation
de la conservation
du patrimoine bâti. »**

apprenants sur l'inventaire et l'étude des pathologies de divers bâtiments à l'intérieur de la même citadelle.

L'équipe enseignante était plus largement composée de formateurs spécialisés d'Europe et du Liban, reconnus internationalement, sélectionnés sur la base de leurs compétences professionnelles (architectes, archéologues, artisans, historiens) et de leurs expériences en Irak ou au Proche-Orient.

Que retenir du déroulé et des impacts de ce programme, fortement mobilisateur à l'Ifpo ? La formation, qui ne connaît pas d'équivalent en Irak, a bénéficié d'une triple complémentarité : le soutien et la collaboration de l'Ifpo et l'INP, le partenariat avec deux universités et la collaboration avec les Directions générales des antiquités et du Patrimoine en Irak, dont les représentants étaient réunis à l'occasion de la session de clôture de la formation en février 2023 à Erbil. Loin d'un projet élaboré ailleurs et de façon générique, la partie *Hifaz* Irak du FSPI Agir a pu bénéficier d'une confiance mutuelle fondée sur une histoire commune : plusieurs étapes successives ont permis depuis 2017 d'identifier avec précision les besoins spécifiques de formation, les institutions

ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

de recherche et d'enseignement les plus enclines à s'engager sur ce projet et une équipe de formateurs complémentaires. Elles ont aussi favorisé le calibrage des ambitions du projet (par exemple, en renonçant à mettre en place un cursus de master).

Les échos fortement positifs que nous avons eus sur le terrain laissent espérer que le programme puisse jouer comme déclencheur d'une montée en puissance des dispositifs de professionnalisation de la conservation du patrimoine bâti. Le vice-président de l'Université de Mossoul a d'ailleurs annoncé, lors du colloque final, la création d'une structure dédiée à l'étude et la conservation du patrimoine bâti qui s'appuiera sur l'équipe des stagiaires du programme et du matériel offert par l'Ifpo.

À court et moyen termes, l'Ifpo peut espérer être impliqué dans le suivi de la mise en place

de cette nouvelle structure. De même, une mission d'expertise visant à la préservation et à la valorisation de la ville d'Amedi, au Kurdistan d'Irak, récemment mise en place en partenariat avec Expertise-France, gagnera à se faire en lien avec les responsables locaux des Antiquités présents au colloque ainsi qu'avec ceux des stagiaires d'Erbil les plus motivés.

Dans un domaine où les initiatives françaises côtoient d'autres programmes, notamment britanniques dotés de moyens importants, cette formation a démontré la capacité du partenariat Ifpo / INP à construire et surtout réaliser des projets impactants en soutien à des universités irakiennes en plein développement.

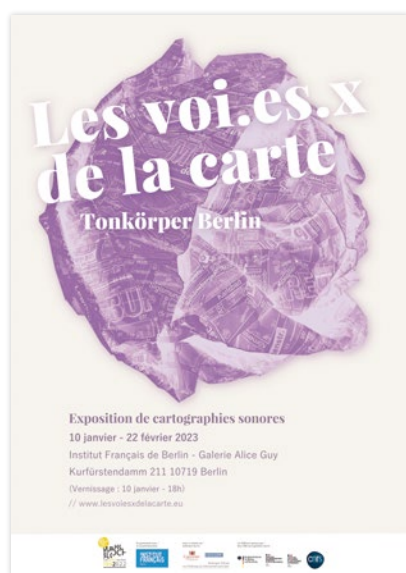
**Citadelle d'Erbil,
visite Agir,
février 2023.**

➔ **Myriam Catusse**
(Institut français du Proche-Orient)



Les voi.es.x de la carte / Tonkörper Berlin

L'exposition Les voi.es.x de la carte. Tonkörper Berlin a eu lieu du 10 janvier 2023 au 22 février 2023 à la Galerie Alice Guy de l'Institut français de Berlin. Quatorze projets de recherches en sciences humaines et sociales en lien avec la ville de Berlin y ont été présentés à travers des travaux cartographiques et des enregistrements d'entretiens, de réflexions, de poèmes et de bruits urbains. Grâce à la sculpture sonore créée à partir de ces enregistrements, les projets composent une œuvre-installation : un ensemble sensible.



© Nicolas Panmetier, Atelier Limo



© Petra Beck

L'affiche de l'exposition qui met en vedette le « globe » de Berlin.

L'installation *Ce que les morts entendent* de Petra Beck.



© Camilla Caux, Eric Macedo et Moritz Gansen

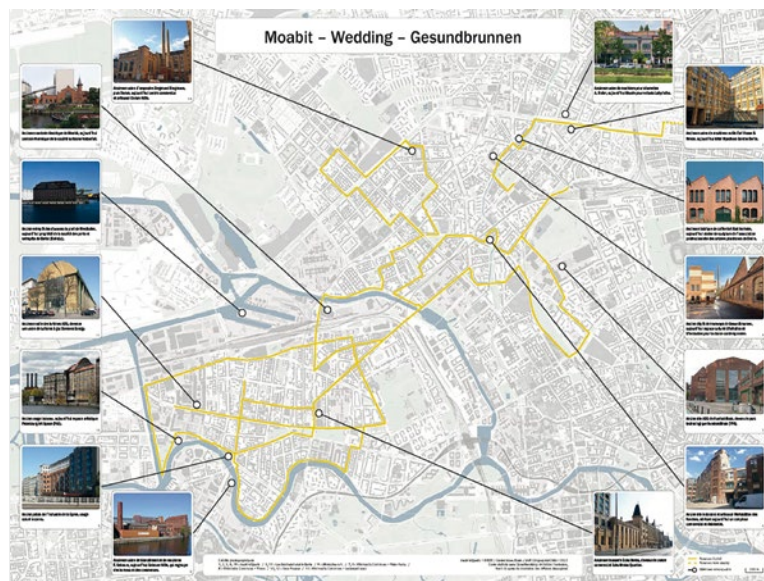
Un facsimile du plan officiel de la grande exposition industrielle de Berlin de 1896, avec des annotations par Camilla Caux, Eric Macedo et Moritz Gansen. Ce palimpseste fait partie de leur installation *An Ash (10/271) / Eine Esche (10/271) / Un Frêne (10/271)*.

ACTUALITÉS DE L'ANNÉE



© Marion Picker

Une carte mentale faisant partie du projet AL.Map : Fragments de terrain de recherche parmi les artistes arabes* d'Ophélie Mercier.



© Anati Méjanès

Le plan central du triptyque cartographique Les quartiers « péricentraux » à Berlin, le devenir-métropole d'Anati Méjanès.



© Lisa Oriane Crosland, CSCM Poitiers

Une partie de la cartographie poétique Un ensemble berlinois par Denis Thouard et Marion Picker.



© Marion Picker

L'œuvre de Sébastien Vannier, « Berlin Laboratoire d'Innovations » : les avènements du passé.

En savoir plus

Les voi.es.x de la carte. Tonkörper Berlin
Catalogue en ligne de l'exposition : [https://lesvoiesxdelacarte.eu/fr/projets/Commissaires d'exposition](https://lesvoiesxdelacarte.eu/fr/projets/Commissaires_d'exposition) : Marion Picker et Julio Velasco
Contact pour le groupe « Art et recherche » : marion.picker@univ-poitiers.fr et velasco@cmb.hu-berlin.de.

LES PROJETS EXPOSÉS

Petra Beck, Was die Toten hören. Ce que les morts entendent
Sanja Beronja, Les start-up à Berlin
Raluca Enescu, avec Antonis Anissegos et Andreas Karaoulanis, L'Ombre d'un Doute : Sciences forensiques et erreurs judiciaires
Moritz Gansen, avec Camila Caux et Eric Macedo, An Ash (10/271) / Eine Esche (10/271) / Un Frêne (10/271)
Nazan Maksudyan, Des orphelins ottomans à Berlin, 1917
Anati Méjanès, Les quartiers « péricentraux » à Berlin, le devenir-métropole
Telmo Menezes et Camille Roth, Les frontières selon Instagram
Ophélie Mercier, AL.Map : Fragments de terrain de recherche parmi les artistes arabes*
Frank Müller, Walter Benjamin et la gare d'Anhalt
Coline Rousteau, Le Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, antenne de Berlin
Pascal Charles Schneider, Récits d'une topographie fantôme
Denis Thouard et Marion Picker, Un ensemble berlinois
Nikola Tietze, Des citoyennes européennes berlinoises dans les jeux d'échelles de l'Union européenne
Sébastien Vannier, « Berlin Laboratoire d'Innovations » : les avens du passé

Art et Sciences humaines et sociales

L'exposition les voi.es.x de la carte s'intègre dans la recherche développée depuis quelques années, au sein du Centre Marc Bloch de Berlin, sur les rapports entre art et SHS. Cette réflexion, élaborée dans le cadre d'un groupe de travail autour d'un séminaire bimensuel, se nourrit de différents projets des chercheuses et chercheurs du Centre Marc Bloch en rapport direct ou indirect avec l'art. L'activité du groupe inclut la participation d'invités venant de tous les horizons, et couvre à la fois des questions théoriques et pratiques.

L'une des bases de ce travail vient de la volonté des artistes et des chercheuses et chercheurs de contester les limites et caractéristiques que la tradition assigne à leurs domaines respectifs, telles que l'individualité et la subjectivité pour l'art, et l'objectivité et la rationalité pour les sciences. En effet, beaucoup d'artistes s'opposent à la notion d'art comme simple expression de leur individualité, cherchant à la fois à parler des problématiques collectives et à leur apporter des solutions objectives et tangibles, comme c'est le cas pour l'Art documentaire ou les travaux du groupe *Forensic Architecture* ; tandis que des chercheuses et chercheurs en SHS revendiquent l'affectivité et les impressions individuelles comme source et forme de travail et incluent ces aspects dans leurs recherches. Bien que parfaitement légitimes, ces propositions posent, néanmoins, des

« L'une des bases de ce travail vient de la volonté des artistes et des chercheuses et chercheurs de contester les limites et caractéristiques que la tradition assigne à leurs domaines respectifs, telles que l'individualité et la subjectivité pour l'art, et l'objectivité et la rationalité pour les sciences. »

questions méthodologiques fondamentales. Comment, par exemple, respecter dans ce contexte le principe scientifique de vérifiabilité, pour une enquête reposant sur les expériences individuelles d'une chercheuse ou d'un chercheur ? Comment une œuvre d'art peut-elle à la fois contribuer à résoudre des problèmes concrets et rester ouverte à des interprétations diverses, voire même contradictoires, qualité sans laquelle elle sort du domaine artistique pour ne devenir qu'un moyen d'illustration et de persuasion ?

Par ailleurs, si ces rapprochements transdisciplinaires peuvent, parfois et paradoxalement, aboutir à un renforcement des idées reçues – en ne faisant, par exemple, de l'art qu'un instrument de diffusion et de vulgarisation du « savoir » produit par la science –, notre travail de groupe, en séminaire et en préparant l'exposition, indique plutôt que les principales controverses et résistances surgissent surtout de l'intérieur même des deux domaines, l'art et la science. Ainsi, parmi bien d'autres problématiques, les interrogations concernant les problèmes de la qualité ou de la reconnaissance sont très présentes : est-il possible de mesurer et intégrer la variante qualitative des œuvres d'art dans un travail en SHS ? Jusqu'à quel point et dans quelles circonstances peut-on ignorer la question du « jugement esthétique » quand on travaille sur l'art ? Quelles sont les conditions qui permettent de faire reconnaître comme

ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

scientifique la participation à une création artistique ou, inversement, comme artistique celle à une enquête scientifique ? Et comment échapper à la critique d'amateurisme, qui apparaît si facilement quand nous avons recours à des éléments d'un domaine qui n'est pas reconnu comme le nôtre ?

Cartographies sonores de Berlin : rencontres entre Art et Recherche

Bien que ces questions, que nous sommes loin de trancher, soient semblables aux interrogations qui animent le courant de la recherche artistique, notre groupe n'ambitionne pas d'établir l'art comme une forme reconnue d'enquête scientifique, mais il cherche plutôt à rendre sensible les effets de la rencontre de deux domaines généralement perçus comme bien distincts et préétablis. Le projet de notre exposition est donc parti du caractère situé des recherches qui le composent et cherche à souligner leurs aspects sensibles et tangibles. La ville de Berlin y figure comme sujet, objet, contexte et conjecture – concrètement, comme cadre spécifique d'un jeu d'échelles entre vécu individuel et processus administratifs (N. Tietze), réseau de points de rencontre pour diasporas spécifiques (O. Mercier, S. Beronja), espace poétique de mémoire et d'histoire (D. Thouard), objet d'ambitions urbaines (S. Vannier), microcosme du colonialisme allemand (C. Caux, E. Macedo, M. Gansen), interface d'un mouvement migratoire (N. Maksudyan), lieu de l'oubli judiciaire (R. Enescu, A. Anissegos et A. Karaoulanis), pour ne citer que quelques exemples. Dans les travaux cartographiques, des plans historiques de la ville de Berlin côtoient des cartes géométriques, des cartes subjectives et mentales, des plans architecturaux, des plans du bâti du type Nollis, des collages cartographiques sur papier ou intégrés dans une œuvre vidéo.

Cette diversité des approches cartographiques rend évidente une tendance bien présente dans les sciences humaines et sociales, à savoir faire de la place à l'expérimentation et ainsi à l'incommensurable et au subjectif. Des formes expérimentales et engagées de concevoir la recherche ont émergé justement en cartographie où l'on peut constater un réel rapprochement avec des pratiques artistiques.

« Quelles sont les conditions qui permettent de faire reconnaître comme scientifique la participation à une création artistique ou, inversement, comme artistique celle à une enquête scientifique ? »

La cartographie critique, la cartographie participative, la contre-cartographie et la cartographie radicale sont fortement inspirées par des courants artistiques. Dans cette perspective, l'*Installation Art*, avec son interrogation sur la spécificité du lieu, la multitude des supports et la participation, serait à reconsidérer par rapport aux efforts en sciences humaines et sociales pour mener des recherches situées, participatives (la recherche-action, par exemple), et pour multiplier ses moyens et supports. L'évolution récente de la cartographie, qui s'articule désormais à travers une multitude de médias dans ses différents emplois – en ethnologie, histoire, sciences politiques, sociologie... et bien sûr en géographie – témoigne de ces tendances en sciences sociales.

Nous tenons compte de cette connivence entre art et recherche en constituant, au niveau de l'exposition dans son ensemble, une œuvre-installation. Grâce à un système sonore multidirectionnel, créé en collaboration avec Telmo Menezes à partir des enregistrements qui font partie de chaque projet, l'installation acquiert une dimension dynamique reliant l'ensemble des travaux à travers l'espace de la galerie, tout en leur permettant de garder leur individualité. Ce paysage sonore a été l'occasion d'une journée d'études qui a eu lieu pendant l'exposition. Elle a ouvert la voie à une recherche plus approfondie au sein de notre groupe, qui continue ses rencontres bimensuelles à partir d'octobre 2023, mais prépare également un colloque international pour janvier 2024.

➤ **Julio Velasco** (Artiste et docteur en sciences de l'art, chercheur associé au Centre Marc Bloch Berlin).

➤ **Marion Picker** (Maîtresse de conférences en études germaniques à l'Université de Poitiers, UR15072 MIMMOC, chercheuse associée au Centre Marc Bloch Berlin).

Une découverte fortuite au sein du Monastère des Bénédictines (Mont des Oliviers, Jérusalem)

Entretien avec Stéphane Ancel (Chercheur CNRS, CRFJ) et Clément Dussart (Doctorant Université de Poitiers, CESCO et CRFJ)



© Libre de droits

nsoupçonnées... un ensemble d'archives de recherche produites par Sœur Abraham (née Kirsten Pedersen), l'une des plus grandes connaisseuses des Chrétiens d'Éthiopie, vient d'être découvert au sein du Monastère des Bénédictines (Mont des Oliviers, Jérusalem). Clément Dussart, qui, à l'occasion d'un séjour de recherche dans le cadre de l'ERC GraphEast, est à l'origine de la mise au jour de ces archives et Stéphane Ancel, chercheur du CRFJ, spécialiste de cette communauté religieuse, soulignent ici tout l'intérêt scientifique de cette découverte.

Photo de Kirsten Pedersen (Sœur Abraham) à une conférence en 1992.

1 À l'occasion d'un séjour de recherche dans le cadre de l'ERC GraphEast, vous avez fait une découverte inattendue ; Clément pourriez-vous nous retracer le contexte de celle-ci et nous faire partager vos premières réactions ?

Clément Dussart : Mon séjour à Jérusalem dans le cadre de l'ERC GraphEast touchait à sa fin, j'avais eu l'occasion de discuter à plusieurs reprises avec les religieuses bénédictines qui nous logeaient sur le Mont des Oliviers ; le nom de « sœur Abraham » avait été mentionné à plusieurs reprises, ce qui a éveillé ma curiosité. Voyant mon désir de connaître un peu mieux cette personnalité dont la réputation et l'œuvre confinaient parfois au merveilleux dans la tradition orale du monastère, les Bénédictines me prêtèrent quelques coupures de presse la concernant. Je découvris alors que la réputation de cette fascinante danoise n'était décidément pas surfaite. Voyant mon intérêt, sœur Marie, prieure du monastère, et sœur Marie-Bénédicte, m'apprirent qu'elles conservaient sa bibliothèque et ses archives personnelles ; il n'en fallait pas davantage pour exciter ma curiosité. Quelques jours après, elles m'ouvraient les portes d'une petite salle dans laquelle s'entassaient par dizaines des caisses et des cartons débordant de documents et de livres et me demandaient de leur donner un avis sur l'intérêt de ce fonds. Ignorant absolument tout de l'œuvre de sœur Abraham (Kirsten Pedersen) et des disciplines dans lesquelles elle avait publié, je pressentais seulement qu'un tel ensemble ne pouvait rester ignoré et qu'il méritait au moins d'être vu par un spécialiste, inventorié et conservé dans une institution adaptée. Connaissant l'intérêt des Bénédictines pour ces archives et leur désir de les rendre visibles et accessibles, je pris contact avec

L'ENTRETIEN

Stéphane Ancel et Vincent Lemire qui tous deux firent part de leur intérêt avec une très grande réactivité.

2 Stéphane Ancel, de votre côté, comment avez-vous reçu l'annonce de cette découverte ?

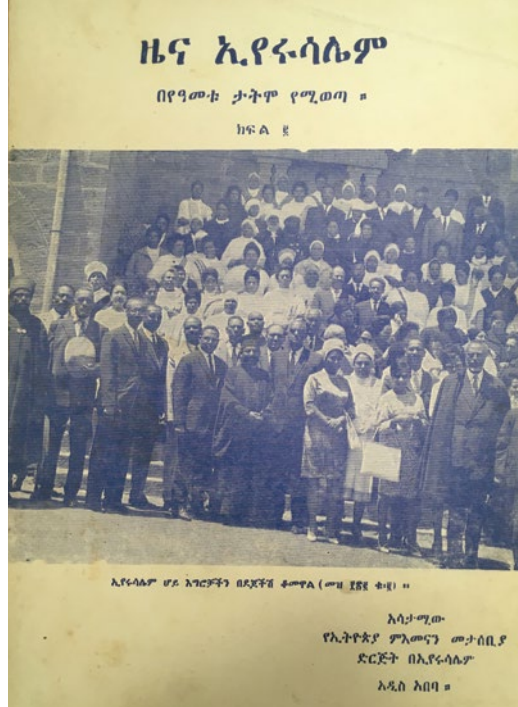
Stéphane Ancel : Lorsque j'ai reçu le message de Clément Dussart, je fus évidemment surpris. En tant qu'historien spécialiste de l'Église orthodoxe d'Éthiopie, je connaissais bien les travaux de Kirsten Pedersen, je l'avais même rencontré, à Jérusalem, quelques années avant son décès survenu en 2017. Religieuse danoise, elle s'était installée à Jérusalem dans les années 1960 pour étudier l'histoire. Elle se spécialisa sur l'histoire de l'Éthiopie, et plus particulièrement sur celle de la petite communauté éthiopienne chrétienne de Jérusalem. Elle devint, à partir des années 1980, et jusqu'à son décès, une spécialiste reconnue de cette communauté et de son histoire, mais également, du christianisme orthodoxe éthiopien en général. Ses travaux tant sur la liturgie que sur l'exégèse éthiopienne font encore autorité. Or, personne dans le monde académique ne savait qu'elle avait laissé des archives, encore moins que celles-ci étaient chez les Bénédictines. Leur redécouverte m'a immédiatement enthousiasmé. J'étais alors en plein déménagement. Je préparais ma prise de poste au CRFJ et peaufinais donc le calendrier de mon travail dans les archives des institutions de Jérusalem. Et voilà qu'une nouvelle bouleversait tout mon planning ! J'ai tout de suite vu l'intérêt de ces archives bien sûr et mon expérience disait qu'il fallait agir assez vite, tant les accès aux archives à Jérusalem peuvent être aléatoires. La question de leur étude et leur préservation est devenue immédiatement prioritaire.

3 Lors de votre premier examen de ce fonds, quel a été votre sentiment ?

Stéphane Ancel : La surprise encore. Alors que nous pouvions nous attendre à quelques cartons de documents, comme lorsqu'on vide un bureau de travail, nous voilà en face d'un amas d'une cinquantaine de cartons, dépareillés et en mauvais états, regroupant toute la bibliothèque de Kirsten Pedersen ainsi que l'ensemble des documents (personnels, administratifs ou de travail) qu'elle

Couverture du deuxième numéro (1965) du périodique rarissime intitulé *Nouvelles de Jérusalem*, édité à Addis Abeba par l'association des pèlerins chrétiens éthiopiens à Jérusalem.

« *Un chercheur, c'est d'abord une bibliothèque. Celle-ci est d'une richesse incroyable. Nous avons récupéré plus de 290 ouvrages et une centaine de périodiques. La plupart étaient jusqu'alors introuvables ou très rares, notamment les publications éthiopiennes, très difficiles d'accès, même en Éthiopie.* »



© Libre de droits

conservait depuis les années soixante. L'humilité ensuite. Me voilà en face d'une vie en partie menée à la recherche sur les Éthiopiens à Jérusalem, un sujet que je me suis proposé de continuer. Il ne faut donc pas de jugement de valeur ni de remise en cause a posteriori, il faut prendre en compte le contexte de rédaction de son travail. Un sentiment de responsabilité enfin. J'avais devant moi toute une vie, de recherche certes, mais également une vie de famille, d'engagement, de sentiments. J'entrais dans l'intimité, au sens fort, d'une chercheuse que je respectais beaucoup. Chercheur moi-même, cela questionna immédiatement mon rôle. Qu'allais-je trouver ? Et qu'en faire ?

4 Pourriez-vous nous décrire les éléments qui composent ce fonds ?

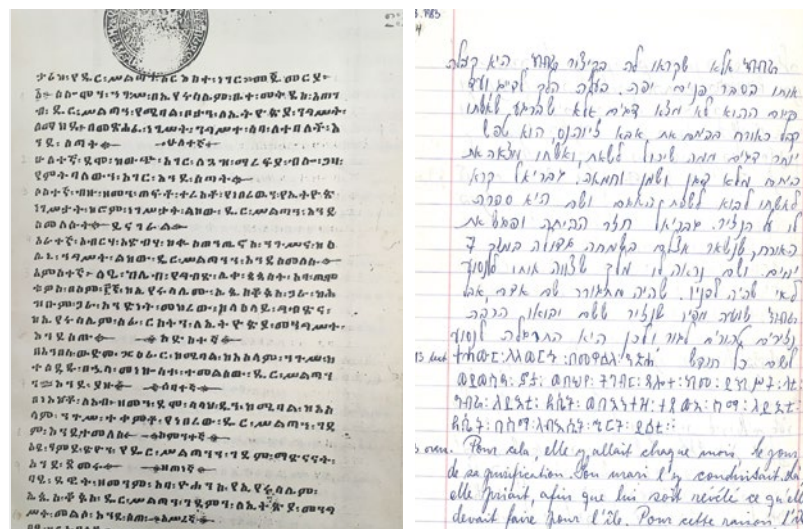
Stéphane Ancel : Un chercheur, c'est d'abord une bibliothèque. Celle-ci est d'une richesse incroyable. Nous avons récupéré plus de 290 ouvrages et une centaine de périodiques. La plupart étaient jusqu'alors introuvables ou très rares, notamment les publications éthiopiennes, très difficiles d'accès, même en Éthiopie. Ensuite, il y a ce que l'on appelle les archives scientifiques. Elles comprennent d'abord les documents, originaux ou reproduits, qui ont servi de sources à ses travaux. Nous avons là, entre autres, des copies de manuscrits éthiopiens, des documents d'archives concernant la communauté de Jérusalem, des plans, des photos, etc. Il y a également les écrits et travaux originaux, à différents stades d'élaboration et d'écriture, de Kirsten Pedersen, dont certains sont restés totalement inédits. Il y a également l'ensemble de sa très riche correspondance scientifique avec ses collègues, ainsi que de nombreux documents associés aux différents organismes (associations, institutions religieuses telles que l'Église orthodoxe

d'Éthiopie elle-même) avec lesquels elle a travaillé. Et il y a près de 200 carnets de recherche, dans lesquels elle notait les avancées de ses recherches, mais également sur lesquelles elle préparait ses interventions ou ses publications. Ils sont d'une grande richesse et démontrent une érudition incroyable : elle y utilise près de 10 langues, alternant d'un passage à l'autre, l'hébreu et le danois, le français, l'amharique, l'arabe, l'allemand, etc.

5 Vos échanges avec les autorités du monastère des Bénédictines du Mont des Oliviers ont abouti au transfert de l'intégralité du fonds au sein du CRFJ. Quels sont les travaux qui ont été engagés pour analyser les informations que recèle ce fonds ? Quelles sont les perspectives de recherche offertes par la découverte de ce fonds ?

Stéphane Ancel : Comme vous le savez, une UMIFRE n'a pas vocation à conserver des archives autres que les siennes. Il fallait absolument éviter la simple analyse de ma part, puis la remise en vrac à une institution, quelle qu'elle soit, sans qu'un inventaire précis soit effectué, au risque de voir les cartons s'éterniser dans le coin d'une bibliothèque. L'idée fut donc d'apporter l'expertise de l'UMIFRE et ainsi de proposer des archives « clés en main », avec un inventaire précis et un conditionnement viable, à une potentielle institution qui, elle, aurait la charge de préserver et valoriser ce fonds. La question peut paraître évidente, mais il faut le rappeler : le but est de faire en sorte que ce fonds soit utile à la recherche sur Jérusalem et ainsi permettre l'accès aux chercheurs à des ouvrages et publications très rares. La mise à disposition également des travaux de Kirsten Pedersen permet certes de mettre en lumière sa contribution importante à la recherche,

À gauche : copie d'un manuscrit (JE692E) du début du 20^e siècle conservé à Jérusalem par les Ethiopiens chrétiens contenant un texte racontant leur histoire dans la ville sainte. À droite : page d'un carnet de recherche de Kirsten Pedersen dont les notes sont écrites en hébreu, en guèze (éthiopien classique) et en français.



mais également aux chercheurs d'aujourd'hui de « rebondir » sur ses analyses et d'aller plus loin. Enfin, nous avons là le matériau d'une vie de recherche qui témoigne de la vie savante de Jérusalem pour la période allant de 1970 à 2000 environ. Sœur Abraham correspondit avec l'ensemble des figures intellectuelles et scientifiques de son domaine présentes à Jérusalem et à l'international. Elle faisait partie des réseaux scientifiques de la ville, elle faisait également partie d'une institution religieuse, et elle s'engageait dans des structures associatives culturelles sur place. Ces archives offrent ainsi une photographie précise de la façon de mener des recherches à cette époque et de l'insertion des savants dans la société à Jérusalem, mais aussi du lien, parfois problématique, entre une démarche religieuse et la recherche en sciences humaines dans la ville sainte.

6 Votre volonté est de pouvoir permettre aux chercheurs d'accéder prochainement à ce fonds. Le projet devrait se concrétiser en partenariat avec l'EBAF ?

Stéphane Ancel : L'accessibilité à ce fond était effectivement une question cruciale. Heureusement, l'École biblique et archéologique française de Jérusalem (EBAF) a tout de suite répondu à notre sollicitation. Cette institution a l'avantage d'être à la fois une bibliothèque et un centre de consultation pour des archives privées. Facilement accessible, elle est totalement ouverte aux étudiants et aux chercheurs de passage dans la ville. C'était notre premier choix et sa direction a été tout de suite enthousiaste. Le transfert du fonds devrait se faire en fin d'année pour une accessibilité, je l'espère, dans le courant de l'année 2024.

7 En conclusion, pourriez-vous revenir sur l'idée de découverte, voire la place du hasard dans la recherche ? Dans votre champ de recherche, avez-vous en tête des découvertes similaires qui ont conduit à éclairer sous un nouveau jour une thématique de recherche ?

Stéphane Ancel : Le hasard, le fortuit, la chance, ont une place depuis toujours dans la recherche. Mais elle se provoque. Une institution comme le réseau des UMIFRE offre un cadre idéal pour cela. Déjà, lorsque je travaillais avec le CFEF à Addis Abeba, il n'était pas rare qu'un chercheur reçoive une information d'un collègue, venant pourtant d'une autre discipline.

Clément Dussart : Une belle histoire qui illustre les horizons qu'ouvrent la dimension collective et le lien humain dans la recherche.



LE DOSSIER

VILLES ET POPULATIONS

mutations et enjeux

La ville historique de Yazd en Iran

L'Iran possède de nombreux sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, mais la ville historique de Yazd est la première et seule ville du pays inscrite sur cette liste. Malgré l'existence d'un savoir-faire confirmé en termes de conservation et de gestion du patrimoine en Iran, il existe des défis liés à la nature urbaine de ces quartiers historiques d'une des plus grandes villes d'Iran.

NOTE DU DIRECTEUR

L'Institut français de recherche en Iran, créé en 1983 et issu de la fusion entre la Délégation archéologique française en Iran (1897) et l'Institut français d'Iranologie de Téhéran (1947) a été fermé, sur décision des autorités iraniennes, le 15 janvier 2023, et ne conduit en conséquence plus aucune activité. La coopération entre l'équipe CRAterre de l'Unité de recherche AE&CC-ENSAG-UGA (titulaire de la chaire UNESCO

« Architectures de terre, cultures constructives et développement durable ») et l'Université de Yazd, sur le sujet de l'architecture de terre, s'est développée il y a plus de vingt ans. La ville iranienne de Yazd est un symbole reconnu de cette architecture, et avait d'ailleurs accueilli le premier congrès mondial de l'architecture de terre en 1972. La présente contribution, qui prolonge une table ronde virtuelle menée en 2022 à l'occasion de la Nuit des Idées et qui avait réuni plus d'une centaine de participants, figure parmi les dernières actions scientifiques soutenues par l'Institut français de recherche en Iran. Elle s'inscrit pleinement dans la démarche constructive d'accompagnement sur le long terme de coopérations entre chercheurs français et iraniens. Elle a par ailleurs donné lieu à une publication, fruit de cette coopération historique, soutenue par l'institut, en persan et en anglais, destinée au grand public, et portant sur les bonnes pratiques de préservation et de restauration du bâti en terre à Yazd.

Une ville historique exceptionnelle

Depuis 2017, la ville historique de Yazd en Iran fait partie des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Elle est l'une des plus grandes villes en briques d'adobe au monde, avec



© CRAterre, Gandreau, David, 2019

Les tours à vents dans la ville historique de Yazd.

plus de 30 000 lots historiques sur une superficie de plus de 1 000 hectares. Elle possède le plus grand tissu urbain continu et connecté d'Iran. Elle a conservé ses quartiers traditionnels, le système d'adduction d'eau des qanâts, les maisons traditionnelles, les bazars, les hammams, les mosquées, les synagogues, les temples zoroastriens et le jardin historique de Dolat-abad¹.

Elle a été reconnue par la communauté internationale comme un exemple exceptionnel de ville témoignant d'un système de construction élaboré en architecture de terre et de l'adaptation des modes de vie à un environnement désertique hostile pendant plusieurs millénaires. En effet, Yazd est située entre le désert du Dacht-e Kavir au nord et celui du Dacht-e Lout au sud. Les températures varient pendant l'année entre 3°C et 40°C. Les études menées par de nombreux chercheurs iraniens mettent en lumière une

1. <https://whc.unesco.org/fr/list/1544>

LE DOSSIER

architecture remarquable et un urbanisme bioclimatique exceptionnel qui s'y sont développés. Plusieurs éléments contribuent à cette architecture bioclimatique de qualité. Les maisons sont en adobe. Elles sont enceintes de hauts murs massifs construits pour la sécurité, l'intimité et la protection contre le soleil et les vents chauds. Elles comprennent souvent une cour, un plan d'eau et des jardins, ainsi que des caves, espaces agréables pendant les étés chauds de la ville. L'une des pièces maîtresses de cette architecture bioclimatique sont les tours à vent (*bâdgirs*). Elles captent l'air frais grâce à la différence de pression entre l'air chaud vers le sommet et l'air frais à la base.

Les défis de la conservation

Suite à son inscription sur la Liste du patrimoine mondial, il y a eu dans la ville historique une vague d'efforts de conservation, principalement par des investisseurs du secteur privé. En quatre ans, près de 1 000 bâtiments historiques ont fait l'objet de travaux.

La pratique de la conservation traditionnelle en terre est toujours vivante à Yazd et de nombreux bâtiments sont en bon état. Malheureusement, certaines interventions inappropriées ont encore été observées récemment. Il s'agit notamment de l'utilisation du ciment, de décorations excessives, de divisions spatiales incorrectes, etc. À l'observation de ces erreurs de conservation, il ressort que la plupart d'entre elles peuvent être évitées à travers un minimum d'éducation et d'accompagnement.

L'enthousiasme de la communauté locale pour la conservation des bâtiments historiques et le déficit d'experts dans le domaine de la conservation du patrimoine en terre au regard de l'échelle de la ville historique, sont les principaux facteurs qui ont conduit les agences responsables de la gestion de la ville historique à penser que le meilleur moyen de conserver la ville historique de Yazd est la sensibilisation, l'éducation et la participation de la population.

Une gestion participative nécessaire

La conservation des villes historiques vivantes implique un large éventail de parties intéressées

© CRAterre-Jeffroy, Thierry, 2019



Travaux de conservation dans la ville historique de Yazd.

et influentes. Seulement, la communauté locale, les investisseurs et même les touristes peuvent avoir des attentes diverses et divergentes de la ville historique. Aujourd'hui, l'expérience internationale en termes de conservation des villes historiques, notamment la Recommandation de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique², affirme que la conservation ne peut être réalisée qu'avec la participation de la population.

Les propriétaires privés représentent la majorité des détenteurs de la ville historique. Le partage de l'information et la gestion participative peuvent les conduire à adhérer à une vision patrimoniale sur la ville historique, et ainsi les engager dans des actions de conservation variées : du simple entretien à la réhabilitation.

Efforts récents de conservation et de gestion

De 2019 à 2023, dans le cadre d'un projet soutenu par l'Union européenne, CRAterre, le Centre international pour la construction en terre, et l'université de Yazd ont mis en œuvre un projet

2. Paysage urbain historique - International Council on Monuments and Sites (icomos.org)

visant à établir de meilleures conditions pour la conservation et la valorisation du centre historique de Yazd dans le respect de son nouveau statut de patrimoine mondial.

L'idée principale était de soutenir des approches de conservation intégrées et participatives entre les nombreuses parties prenantes. Le projet comprenait des activités facilitant le diagnostic et le suivi participatifs, l'approfondissement des recherches sur l'architecture de terre, la valorisation des artisans, la mise en œuvre de projets pilotes de conservation et de construction, le renforcement des capacités locales et la sensibilisation des parties prenantes.

Plusieurs initiatives s'inscrivant dans la lignée de ce projet ont également été soutenues par le Service culturel de l'Ambassade de France et l'Institut français de recherche en Iran (IFRI). En 2022, ont été organisées une table ronde sur l'architecture de terre dans le cadre de la Nuit des Idées et une conférence en ligne à laquelle ont assisté plus d'une centaine de participants³. La même année, ce soutien a facilité des visites d'études d'Iraniens en France. Enfin, en 2023, l'appui apporté a permis l'impression d'un manuel axé sur la ville historique de Yazd intitulé : *Adobe architecture Conservation guidelines*.

Un manuel pour faciliter la conservation et la gestion de la ville historique de Yazd

En se basant sur les normes nationales et internationales et les principes d'authenticité



Extrait du manuel Adobe architecture Conservation guidelines.

et d'intégrité, le manuel Adobe architecture Conservation guidelines renseigne la communauté locale et les investisseurs sur les principes d'intervention appropriés dans une ville classée Patrimoine Mondial.

Conçu pour être accessible à tous, il présente des images de bonnes interventions, d'interventions acceptables et d'interventions inappropriées avec de courtes explications dans un langage simple. Il permet aux investisseurs de faire le bon choix lorsqu'ils souhaitent intervenir dans la ville historique de Yazd, dans le but d'obtenir la participation maximale des parties prenantes et d'accomplir plus efficacement une gestion intégrée de la protection de la ville historique de Yazd.

Une collaboration fructueuse pour préparer le manuel

Ce manuel a été préparé avec le soutien et la contribution de la structure en charge de la gestion de la ville historique de Yazd, du Bureau général du patrimoine culturel, du tourisme et de l'artisanat de la province de Yazd, du Centre de recherche sur l'architecture vernaculaire de l'université de Yazd et de CRATERRE. Il a été imprimé avec le soutien de l'Union européenne et du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères. Pour préparer ce manuel, les gestionnaires du centre historique, les universitaires et les techniciens chargés du suivi quotidien des chantiers ont été mobilisés pour s'exprimer au sujet des valeurs et des aménagements appropriés ou non. Des débats animés ont

Affiche annonçant la table ronde sur les architectures de terre.



3. <https://ir.ambafrance.org/Nuit-des-Idees-webinaire-Architecture-de-Terre-Architecture-du-futur-27-janvier>

LE DOSSIER

été nécessaires pour décider, sur la base de normes nationales et internationales, quelles interventions sur le patrimoine étaient parfaitement acceptables, lesquelles étaient totalement inacceptables et lesquelles pouvaient être tolérées sous certaines conditions. Cette ouverture à la négociation montre la difficulté qu'un tel exercice impose et que les restaurateurs du monde entier connaissent bien : le consensus nécessite de longs débats. Le travail sur les illustrations a donc permis de dégager un consensus, car les images sont plus parlantes que les mots.

L'élaboration de cet ouvrage a également permis une collaboration sur les questions de patrimoine entre la municipalité de Yazd, les gestionnaires du site Yazd-Base-ICHHTO [représentants locaux du ministère de la Culture] et l'université de Yazd. Cette mise en réseau a été essentielle pour la diffusion des bonnes pratiques de conservation.

Conclusion

La ville historique de Yazd partage des préoccupations communes avec plus de 300

Séance de travail collaboratif dans la ville historique de Yazd entre les diverses parties prenantes.

autres villes inscrites sur la Liste du patrimoine mondial et les 203 biens en terre figurant sur cette même liste. Nous espérons que ce manuel et que les autres activités mises en œuvre dans le cadre du projet pourront inspirer d'autres villes en terre confrontées à des défis similaires.

La ville historique de Yazd, immense sculpture savante entièrement faite d'adobe, est l'œuvre d'artisans et d'habitants ingénieux qui ont conjugué leurs talents au fil des siècles afin de nous léguer cette extraordinaire ville adaptée au climat. Cette intelligence collaborative peut être une source d'inspiration pour les générations futures.

➤ **Bakonirina Rakotomamonjy**
(CRAterre / AE&CC / ENSAG / UGA) ;

➤ **Romain Otal** (directeur de l'Institut français de recherche en Iran, Conseiller de coopération et d'action culturelle, ambassade de France en Iran)



© CRAterre, Moriset, Sébastien, 2021

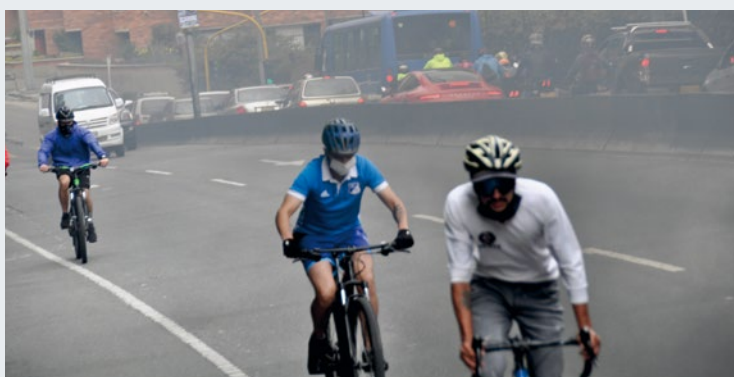
La mobilité durable dans les périphéries des métropoles latino-américaines vue à travers les pratiques de leurs habitants. Le cas de Lima et Bogotá

Qu'entend-t-on par « mobilité durable » dans les métropoles latino-américaines ? Alors que la majorité des travaux s'intéresse à l'efficacité environnementale des modes de transport, la recherche développée dans le cadre du projet Modural part des pratiques des habitants en interrogeant le paradigme de la mobilité durable à l'aune des enjeux d'inclusion sociale.

Le projet étudie plus précisément la mobilité quotidienne des habitants des périphéries populaires, dont les conditions de déplacement (coûts, temps, commodité ou insécurité), sont parmi les plus difficiles au sein de ces métropoles. Cette approche a pour objectif de mettre en évidence les inégalités de mobilité dans une perspective multidimensionnelle et d'identifier les facteurs qui peuvent freiner ou à l'inverse favoriser l'adoption de pratiques de mobilité plus durables. Après une brève présentation des contextes et des enjeux de la mobilité quotidienne dans les deux villes d'étude, l'article montre l'intérêt d'une approche par les pratiques habitantes (comportement, fréquentation, usage des lieux). Bien appréhender la diversité de ces pratiques représente un défi méthodologique, et s'avère essentiel pour la mise en place de politiques publiques cohérentes et socialement inclusives.

Introduction

La mobilité durable constitue aujourd'hui un enjeu majeur de la lutte contre le réchauffement climatique et du développement urbain durable. Selon le dernier rapport du GIEC (2022), le secteur des transports est responsable de 15% des émissions de gaz à effet de serre au plan mondial, et la principale source de la pollution atmosphérique en particulier dans les villes. Le paradigme de la mobilité durable, apparu dès les années 1990 et qui figure aujourd'hui au cœur des agendas internationaux (Objectifs du Développement Durable, Nouvel Agenda Urbain, Accords de Paris), s'inscrit dans la volonté de réduire ces externalités (effets néfastes pour l'environnement), et d'améliorer les conditions de vie des citoyens.



© Carlos Felipe Pardo, 2020

Vélo, congestion et pollution à Bogota.

Les métropoles d'Amérique latine sont particulièrement exposées à la pollution atmosphérique. Le secteur du transport génère plus du tiers des émissions de gaz à effet de serre en Colombie et plus de la moitié au Pérou, en particulier dans les villes. À Lima et à Bogotá, c'est le secteur le plus émetteur, avec respectivement 40 et 48% du total des émissions. La pollution atmosphérique est aussi responsable d'une perte d'espérance de vie de 2 ans à Bogotá et de 4,5 ans à Lima¹. Les spécificités du processus d'urbanisation de la région exacerbent les problèmes : étalement urbain mal contrôlé qui augmente les besoins de déplacements sur de longues distances ; fragmentation sociale qui contraint les populations les plus défavorisées à résider dans les périphéries ; offre déficiente de transport public de masse qui favorise aussi bien les opérateurs informels qu'une augmentation des transports individuels motorisés (voiture pour les plus aisés, mais aussi moto et services de taxi accessibles par applications).

Les métropoles latino-américaines se retrouvent donc face à un double enjeu : réduire les impacts négatifs des transports urbains sur l'environnement, tout en

1. Thomas, Hugo (2022). *Movilidad sostenible en Bogotá y Lima. Políticas públicas, externalidades ambientales*. UMR 6590 ESO. Proyecto ANR Modural. <https://bit.ly/3ISEPvV>

LE DOSSIER

faisant face à de profondes inégalités socio-spatiales. Alors que les débats à l'international se focalisent sur l'efficacité environnementale des transports, notre recherche positionne la mobilité comme une dimension essentielle de l'inclusion sociale et déconstruit le paradigme de mobilité durable à partir de ce qu'on observe dans les périphéries populaires des métropoles latino-américaines.

Le projet Modural et les enjeux de la mobilité quotidienne à Lima et Bogotá

C'est donc l'objectif du projet Modural² que d'analyser les pratiques individuelles de mobilité et leur durabilité dans les périphéries populaires des métropoles latino-américaines. Ce projet analyse de façon comparée Lima et Bogotá, deux métropoles d'environ 10 millions d'habitants, très étalées et fortement ségréguées. Les conditions de transport y sont très difficiles³, avec des problèmes de congestion, de pollution et de nombreux accidents. La mobilité quotidienne est ainsi le deuxième motif d'insatisfaction dans les enquêtes d'opinion dans les deux villes, après l'insécurité⁴.

Les temps de trajets sont particulièrement longs, avec une moyenne de 64 min à Bogota et de 59 min à Lima pour les trajets en transport public⁵. Plus de 65 % des usagers passent plus de 2h dans les transports tous les jours à Bogota, et 60 % à Lima.



© Jérémie Robert, 2020

Mototaxi et quartiers populaires pentus à Lima.

Ces difficultés sont exacerbées en périphérie par les correspondances qui augmentent les coûts.

Avec un taux de motorisation des ménages qui demeure faible à Lima et moyen à Bogotá⁶, ces métropoles se caractérisent par une très grande pression sur les transports collectifs qui sont en permanence au centre du débat public, et critiqués pour leur manque d'efficacité, leur saturation ou encore leur insécurité. À l'inverse – et en réponse à cette pression – les deux métropoles sont aussi connues pour leurs innovations avec des infrastructures de transport public de masse, notamment le Transmilenio à Bogotá (2001) ou le Metro à Lima (2012). Néanmoins des différences entre les deux aires métropolitaines sont notables. La capitale colombienne se distingue par la mise en place d'un Système Intégré de bus (le SITP) initiée en 2012 et conclue en 2022, alors que la réforme d'un système similaire initiée à Lima la même année (2012) est encore très largement inachevée, laissant beaucoup de place à l'informalité. De même, Bogotá s'affiche comme capitale mondiale du vélo - titre justifié par une pratique répandue - contraste avec Lima où l'usage du vélo est beaucoup plus restreint.

Dans ce contexte, la comparaison a pour objectif de cerner à la fois les difficultés communes qu'endurent les habitants des périphéries populaires dans leurs déplacements quotidiens, ainsi que les différences liées au contexte, à l'offre et aux politiques publiques.

Une approche par les pratiques de mobilité

Pour saisir les obstacles à la mise en œuvre d'une mobilité plus durable et à l'opposé les leviers qui pourraient la favoriser, le projet Modural a choisi de placer la focale sur les pratiques habitantes. Ce positionnement, à rebours d'une approche centrée sur l'offre de transport, s'inscrit dans le paradigme du « tournant de la mobilité »⁷, qui s'intéresse aux pratiques, aux expériences et aux besoins des citoyens, en particulier des plus vulnérables, tout en interrogeant la question de l'accès à la ville. L'originalité

2. Projet financé par l'Agence Nationale de la Recherche, porté par l'Université Rennes 2 et l'IFEA en partenariat avec des universités andines (2020-2024 - <https://modural.hypotheses.org/le-projet>).

3. Robert J., Gouéset V., Demoraes F. (coords.) et al., (2022). Estructura urbana y condiciones de movilidad en las periferias populares de Lima y Bogotá: desafíos y método de análisis, Revista Territorios, 46, 1-26. <https://bit.ly/3lXXxIV>

4. Voir les enquêtes de perceptions de Lima Como Vamos <https://www.limacomovamos.org/informesurbanos> et Bogota Como Vamos <https://bogotacomovamos.org/encuesta-percepcion-ciudadana-2022/>

5. Selon les données de Moovit : https://moovitapp.com/insights/es-419/Moovit_Insights_%C3%8Dndice_de_Transporte_P%C3%ABlico-commute-time

6. 52 voitures pour 1000 habitants à Lima en 2012 (JICA) et 144 à Bogotá en 2019 (EMU 2019).

7. Sheller M., Urry J. (2006). The new mobilities paradigm. *Environment and Planning*, 38(2), 207-226; Jirón, P., Imilan W., (2018). Moviendo los estudios urbanos. La movilidad como objeto de estudio o como enfoque para comprender la ciudad contemporánea. *Quid* 16, 10, 17-36.



© Jérémy Robert, 2020

té du projet consiste à mobiliser cette approche pour comprendre les liens entre les inégalités et les enjeux de la mobilité durable.

Il s'agit d'aborder frontalement les contradictions de ce concept, qui met en tension enjeux environnementaux et enjeux sociaux. Les habitants des périphéries populaires sont ceux qui utilisent le plus les modes de transports qualifiés de « durables », au regard de leur efficacité environnementale (les transports collectifs et la marche, ainsi que le vélo à Bogotá). Leurs déplacements sont cependant les plus longs, les plus coûteux et les plus harassants. Doit-on se résigner à cette situation ? Que veut dire une mobilité plus durable pour ces habitants ? Cette contradiction est d'autant plus prégnante que l'aspiration à l'usage d'une voiture, d'une moto, d'un mototaxi ou encore de taxis par applications, afin de gagner du temps, de la sécurité et du confort, semble inévitable face aux déficiences de l'offre de transports en commun et au manque criant d'infrastructures adaptées aux modes actifs (marche et vélo).

L'enjeu d'une approche par les pratiques est justement de se départir des injonctions internationales, qui apparaissent souvent déconnectées des réalités et des nécessités locales. Il s'agit alors de comprendre les modes d'habiter⁸ et les conditions d'accès aux ressources urbaines des citoyens des périphéries populaires, et ce, afin de penser ce que peut être une mobilité durable tant du point de vue de l'environnement que de la justice sociale. L'analyse cherche ainsi à montrer la complexité des mobilités qu'expérimentent les habitants dans l'espace urbain, en étudiant l'ensemble des trajets qu'ils réalisent, la combinaison des modes, les logiques de décision en fonction des alternatives, des besoins et des capacités des individus, et aussi des arbitrages constamment réalisés au sein des ménages. Dans le projet Modural, l'accent est mis sur l'analyse des navettes quotidiennes entre le domicile et le lieu de travail ou d'études, qui représentent la majorité des déplacements et qui s'imposent à la quasi-totalité des jeunes

Marche dans le quartier de Lucero, périphérie sud de Bogota.

scolarisés et des adultes actifs. Ces trajets ne sont par nature ni reportables ni déléguables, et sont un marqueur quotidien de « l'insoutenabilité » des mobilités urbaines dans ces métropoles. L'observation des pratiques habitantes a pour objectif de nourrir un regard critique sur la pertinence et sur la relativité du concept de mobilité durable : ce qui est bon pour la ville (moins de voitures et de motos, plus de métros et de bus propres, davantage de vélos et de marche à pied) est-il bon aussi pour les individus et leur famille ? Dans des villes où les inégalités de mobilité sont déjà très fortes, et où les citoyens n'ont pas tous la même capacité à se mouvoir, c'est-à-dire la même "motilité" selon Kaufmann⁹, il s'agit de mettre en évidence les décalages entre les injonctions internationales en faveur de la mobilité « durable » et les difficultés quotidiennes que connaissent les habitants de ces périphéries.

Pour décrypter ces pratiques, un dispositif méthodologique mixte innovant, s'appuyant sur des méthodes quantitatives et qualitatives, a été mis en œuvre. Après avoir sélectionné les zones d'enquêtes dans les périphéries populaires de chaque ville (4 zones par ville), la démarche comprend deux volets complémentaires : l'application d'une enquête par questionnaire (800 ménages par ville) et la réalisation d'entretiens approfondis (80 par ville) et de parcours commentés (20 par ville), parmi les membres des ménages enquêtés. L'enquête par questionnaire permet de quantifier et de caractériser les trajets quotidiens des individus (les types et les chaînes de déplacements) ainsi que leurs changements. Les entretiens approfondis permettent de comprendre les contextes (familiaux, de travail, géographiques, etc.) ainsi que les facteurs explicatifs et les stratégies individuelles et collectives, en particulier au sein des ménages. Enfin, les parcours commentés permettent d'explorer les perceptions, les décisions et les comportements de mobilité en situation.

Vers une mobilité durable plus inclusive ?

Les résultats des différentes enquêtes sont en cours d'exploitation, mais déjà, trois axes de réflexions ressortent.

Le premier concerne la diversité des pratiques de mobilité quotidienne, avec des profils de déplacements très variés : des durées hétérogènes et des espaces de circulation multiples. Selon le niveau socio-économique, le lieu de résidence, l'activité professionnelle, etc., les temps, les distances et les fréquences de déplacements fluctuent fortement. La mobilité pendulaire (résidence – lieu d'emploi ou lieu d'études), entre la périphérie et le centre, semble ne pas être la norme. Au contraire, on observe plutôt une

8. Giglia A. (2012). *El habitar y la cultura*. Barcelona: Siglo XXI.

9. Kaufmann V., Ravalet E., Dupuit E. (dir.) (2015). "Motilité et mobilité : mode d'emploi". Neuchatel, Alphil-PUS, 256 p.

multiplicité de situations, que l'on peut associer à l'informalité généralisée des emplois dans les périphéries populaires. L'enjeu réside ici dans la caractérisation de la diversité sociale des personnes mobiles, pour mieux comprendre les besoins et les difficultés vécues par les habitants. Cette mobilité apparaît par ailleurs comme le résultat de décisions collectives, souvent déterminées par des attributions sociales différentes pour les hommes et les femmes. Les arrangements intrafamiliaux jouent un rôle clé dans les pratiques de mobilité, tout comme les activités du soin. La compréhension des mobilités nécessite donc d'aller au-delà d'une analyse par flux (d'individus) et par modes de transports, afin d'appréhender les interrelations entre mobilité, économies des ménages et logiques de solidarités et de soins, qui structurent les dynamiques quotidiennes de la vie en périphérie.

Le deuxième axe de réflexion concerne le choix des modes de transports. Comment décide-t-on d'utiliser tel ou tel mode, ou d'en changer ? Sous quelles contraintes ces choix sont-ils opérés ? Le transport qualifié « d'informel » occupe une place centrale, présenté à la fois comme solution aux défaillances de l'offre de transport public formel, et comme problème, en raison de l'insécurité, du désordre, de la pollution et de la délinquance qui lui sont associés¹⁰. L'usage des modes actifs (faisant appel à la force musculaire de l'utilisateur) apparaît aussi de façon ambivalente. Ils sont parfois imposés ou contraints, le plus souvent éprouvants, lorsqu'il s'agit de marcher ou d'utiliser le vélo dans des secteurs pentus, accidentés, sans infrastructures et/ou exposés au trafic. Ils sont dans d'autres cas valorisés, parfois même synonyme de plaisir, quand ils permettent par exemple d'éviter les embouteillages, la perte de temps dans les transports et les files d'attente, ou de profiter de l'espace urbain en toute liberté¹¹. Au-delà des choix opérés par les individus, les mauvaises conditions de mobilité rencontrées dans les périphéries de Lima et de Bogotá laissent entrevoir un défi majeur lié au délaissement des transports publics au profit des modes individuels motorisés, que sont la voiture et la moto. Le choix du mode de transport dépend alors des alternatives à disposition ; de temporalités



© Milton Mauricio 2023

Mototaxi à Pachacutec, périphérie nord de Lima.

multiples (heure du trajet), et aussi du budget des ménages et de l'organisation du travail. Les arbitrages individuels et collectifs évoqués plus haut sont ici déterminants, selon la disponibilité de véhicules, les ressources et les obligations de chacun au sein du ménage, comme le fait d'accompagner les enfants à l'école.

Le troisième axe de réflexion découle des éléments précédents et invite à une réflexion située et critique sur le concept de la mobilité durable. Celui-ci doit s'attacher à saisir les contradictions inhérentes aux défis environnementaux et aux inégalités sociales. Cette réflexion doit repositionner les enjeux d'inclusion sociale dans la recherche d'une mobilité plus durable. Elle nous invite à être attentifs aux contextes périphériques qui souffrent des plus mauvaises conditions de mobilité et d'accès aux ressources de la ville, et à repenser la mobilité durable au prisme de l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. Ce changement de paradigme apparaît judicieux pour relever les grands défis des mobilités quotidiennes des grandes capitales latino-américaines et pour l'aide à la décision. Les dimensions sociales évoquées ici et l'amélioration des conditions de la mobilité constituent deux axes majeurs à intégrer aux politiques locales, pour qu'elles s'accompagnent d'une diminution des inégalités d'accès à la mobilité et à la ville.

« Il s'agit alors de comprendre les modes d'habiter et les conditions d'accès aux ressources urbaines des citoyens des périphéries populaires, et ce, afin de penser ce que peut être une mobilité durable tant du point de vue de l'environnement que de la justice sociale. »

- **Jérémy Robert**^{1,2}
- **Vincent Goueset**¹
- **Florent Demoraes**^{1,2}
- **Pascal Sebille**^{1,3}

- 1. Université Rennes 2 - UMR 6590 Espaces et Sociétés (ESO)**
- 2. Institut Français d'Études Andines (IFEA) - UMIFRE CNRS**
- 3. Institut d'Études Démographiques (Ined)**

10. Hein Tun, T. et al. (2020). Informal and Semiformal Services in Latin America : An Overview of Public Transportation Reforms. BID. Monograph No 839. <http://dx.doi.org/10.18235/0002831>

11. Sur le vélo ; voir Lucas M., (2023). Cycling as a necessity or as a choice? Evolution of the cyclists' profiles and the mobility's social imaginaries in Bogotá. T2M Annual Conference - Mobilities in Transition, Nov 2021, Lisbon, Portugal. (hal-03417788); sur la marche, voir Ducasse A., Goueset V. (2023). Portfolio : entre oubli et négligence, la marche comme angle mort des politiques publiques dans les métropoles andines (Bogotá, Lima). revue Urbanités, L'erreur est urbaine, 17, pp.25. (halshs-03941898)

Mumbai : un paysage urbain contrasté et entrelacé, illustration de mutations rapides dans un environnement contraint

Les transformations socio-économiques et urbaines qui animent les villes des pays émergents s'illustrent à Mumbai. L'étroitesse de sa situation géographique sur le littoral indien accroît la visibilité des changements urbains. Les travaux s'enchaînent pour améliorer l'attractivité de la ville. À cela s'ajoute la verticalisation de l'habitat et des activités qui quadrillent le paysage. Cet article expose la restructuration incessante de la ville et les pratiques des citoyens dans cet environnement urbain en entrelacs et en superpositions.

UNE SITUATION GÉOGRAPHIQUE ÉTRANGÈRE, TERREAU D'UNE VILLE GLOBALE

Une gigantesque agglomération dans un environnement tropical complexe

La situation géographique de Mumbai est singulière : une île montagneuse, Salsette Island, entourée de deux criques (Vasai et Thane Creek) qui abritent des mangroves, un milieu riche en biodiversité. L'agglomération s'étend au-delà, sur les contreforts des montagnes des Western Ghats et le long de la Mer d'Arabie. Le tout est influencé par la saison des Moussons qui provoque de fortes précipitations sur la région durant les mois de juin à septembre. Une accumulation de facteurs environnementaux déterminants sur le développement de la ville.

Un avant-poste britannique du commerce mondialisé

Si la région était déjà habitée par des populations indigènes et a connu la juridiction musulmane, la ville se développe surtout avec l'arrivée des Portugais au XVI^e siècle. Cédée en 1660 aux Britanniques, Bombay devient l'un des grands ports de la Compagnie des Indes orientales à partir du XVIII^e siècle grâce à une localisation favorable aux échanges économiques globalisés. La ville qui prendra le nom de Mumbai se spécialise dans l'industrie textile et attire de nombreux travailleurs venus de toute l'Inde. La ville passe de quelques dizaines de milliers d'habitants en 1780 à 800 000 au début du XX^e siècle. Aujourd'hui, l'agglomération de Mumbai compte plus de 20 millions d'habitants.

Une concentration de population et d'activité parmi les plus importantes au monde

Mumbai est un terminus : toutes les voies de communication convergent vers la pointe de l'île où se sont développées les activités industrielles et commerciales. Autour des usines se sont implantés les quartiers de travailleurs, des chawls (logements ouvriers) ou des slums (bidonvilles). Ainsi, le centre de Mumbai a connu et connaît encore des densités de l'ordre de 100 000 habitants/km². Désormais, plusieurs processus comme la désindustrialisation des années 1980, la congestion du centre, etc., expliquent la forte croissance démographique des

Un paysage urbain incarné par les travaux, Mumbai.



© Noé Parot

LE DOSSIER

espaces périphériques de Mumbai. Cela concourt à l'étalement urbain sur la côte et vers les montagnes. Le centre fait l'expérience d'une modification de sa morphologie avec une importante verticalisation.

UNE MÉTROPOLE QUI VEUT RESTER INCONTOURNABLE AU NIVEAU INDIEN ET MONDIAL

Un objectif de « mise au propre » de la ville et de modernité sur les modèles de Singapour et Shanghai

Avec la mondialisation, la concurrence entre les grandes villes d'Inde se renforce. Soutenue par des politiques nationales, Delhi attire davantage, tandis que Hyderabad et Bengaluru concentrent une grande partie des investissements étrangers. Toutefois, la municipalité de Mumbai a entrepris de nombreux travaux durant les dernières décennies pour préserver son rayonnement international. Les modèles de Singapour et Shanghai qui renvoient une image de propreté, d'accessibilité et de gouvernance efficace séduisent les autorités urbaines. Mumbai est critiquée pour ses problèmes de gouvernance, de transport et son marché immobilier saturé. La « mise au propre de la ville » (Cadène, 1991), une normalisation urbaine et sociale, qui passe par le déplacement des activités et des populations indésirables (pollution, pauvreté, clandestinité...), est considérée trop lente, au détriment de l'image de la ville. Des programmes de restructuration urbaine ont lieu avec à la clé, une compétitivité renouvelée.

Des infrastructures pour améliorer la connectivité

Les mobilités à Mumbai sont contraintes par une situation en entonnoir où tous les flux convergent sans débouché. Les comportements évoluent (croissance des déplacements, des mobilités nocturnes, etc.) et les infrastructures ne répondent plus aux besoins. Le réseau de train urbain, l'un des plus fréquentés au monde et véritable colonne vertébrale de la ville, provoque mécontentements et moqueries sur les réseaux sociaux. Son développement est entravé par la densité du bâti qui enserre les voies ferrées. Pourtant, les projets ne manquent pas. Pour permettre la « traversée de la ville », des autoroutes sont en construction : la Trans harbour link pour franchir la baie, la Mumbai Coastal



© Noé Parot

Mumbai.

« Mumbai est critiquée pour ses problèmes de gouvernance, de transport et son marché immobilier saturé. »

road sur la côte ouest afin de faciliter les déplacements nord-sud. Côté transports en commun, pour soulager le trafic ferroviaire, un réseau de métro est en construction. En 2023, seules trois lignes sont en fonction mais cinq sont en construction et six en projet. Ce réseau vise à élargir l'offre de transport et à faciliter les déplacements transversaux (entre périphéries). Pour les opérateurs (MMRDA : organe du Gouvernement du Maharashtra, MMRC : joint-venture entre le Maharashtra, le gouvernement de l'Inde et des promoteurs immobiliers), c'est un moyen de valoriser un mode de transport moderne aligné sur les canons internationaux (sécurité, climatisation, accessibilité...).

Une verticalisation fulgurante : en quête d'horizon

Ces grands chantiers publics accompagnent l'abondance de constructions privées : résidences fermées, immeubles de bureaux, centre de congrès et sièges sociaux, etc. Le paysage urbain évolue rapidement. La question du foncier est centrale dans les problématiques urbaines et explique la tendance à la verticalisation dans ce contexte de pénurie d'espace. La loi UCLA¹ de 1976 a limité les propriétés privées à 500m² afin de garder de la place pour des constructions de logement et d'équipement public. Cette loi (abrogée en 2007) s'est révélée inefficace pour lutter contre la spéculation toujours d'actualité. Cette réglementation a plutôt favorisé la concentration de bâtiments de grande hauteur, plus rentables pour les promoteurs, l'étalement au sol étant proscrit. La verticalisation du bâti va de pair

1. Urban Land Ceiling Act

avec l'élévation des infrastructures : autoroutes et métro aérien condamnent progressivement l'horizon de la rue. Le sol semble disparaître sous un mikado d'infrastructures et de réseaux tandis que les résidences s'élèvent et monétisent l'horizon et le paysage de la baie.

UN PAYSAGE URBAIN INCARNÉ PAR LES TRAVAUX

Une déstructuration du paysage due aux travaux incessants

La concentration de chantiers à Mumbai a d'importantes conséquences sur le quotidien des habitants. Le paysage est jalonné de chantiers, de grues, de barricades bleues... Le centre de Mumbai est tellement dense qu'une construction signifie automatiquement une destruction. Certes, on constate une verticalisation mais les chantiers au niveau du sol ne manquent pas : construction du métro souterrain, entretien des réseaux. Le regard du spectateur est autant attiré par les hauteurs en recomposition que par les profondeurs de la ville. L'enchevêtrement des infrastructures de transports, des bâtiments, etc., provoque un déséquilibre des sens. Ce vertige visuel s'accompagne d'un assourdissement tant les nuisances sonores provoquées par les chantiers sont importantes. Le manque de place dans la ville oblige les chantiers à s'étendre sur la rue et dévie la circulation. Si certains véhicules sont condamnés à les contourner, d'autres, comme les deux-roues, parviennent à les franchir malgré l'accumulation d'obstacles. En résulte un contexte

Mumbai.



© Noé Parot

de complète réorganisation, tellement systématique qu'elle devient la norme.

Un moment transitionnel sans fin

Les chantiers sont animés par la volonté des acteurs politiques de préserver le rang de Mumbai dans la hiérarchie des villes globales. Toutefois, des considérations démographiques en sont aussi la cause. Même si la croissance démographique annuelle a diminué ces dernières décennies pour s'établir à 1,2 %, elle représente une hausse de l'ordre de 250 000 habitants par an sur l'agglomération (solde naturel et migratoire). S'ajoutent de nouvelles tendances, telle l'aspiration chez les citadins, en matière de logement, à favoriser dès qu'ils le peuvent les nouvelles constructions en périphérie. Les mobilités résidentielles sont très dynamiques mais le marché est accaparé par les promoteurs immobiliers qui proposent des logements standardisés souvent inabordables. En revanche, du côté du logement social, les efforts sont plus lents et la résorption des bidonvilles stagne alors qu'ils représentaient 52 % des logements de la municipalité de Mumbai en 2011. Les projets sont menés de manière très cloisonnée et ne favorisent pas une cohérence des espaces publics, couramment utilisés comme dépôt pour les débris de chantiers. Les catégories populaires sont moins concernées par la finalité des projets que par leur mise en place.

Une nécessaire réappropriation de l'espace au quotidien

Il est plus juste de parler de réorganisation que de désordre car les Mumbaikars savent composer avec ces travaux incessants. Mumbai n'est pas une exception parmi les villes des pays émergents. Cependant, tout l'enjeu ici est le manque de place. Les citadins doivent renégocier leurs pratiques et s'approprier ces espaces en mutation. Le voisinage des chantiers est un espace de vie. Le long des palissades, entre les piles des métros aériens, les habitants s'organisent : les commerçants déploient leurs marchandises, les sans-abris se relogent, etc. La palissade devient un espace de pratiques sociales, un élément de mobilier urbain comme un autre malgré une situation temporaire. Ces pratiques demeurent informelles car à la limite des normes de sécurité, mais sont le témoignage du peu d'espace accessible en tant que piéton. Il ne s'agit pas là d'une typologie des adaptations des Mumbaikars devant l'étendue des travaux, car cela constitue des désagréments pour eux. Nous avons parlé de ces travaux qui occupaient tout l'espace de manière verticale. Le manque d'espace oblige de nombreuses populations précaires à vivre le long de ces chantiers, à la fois parce que ce sont les seuls espaces disponibles et parce

LE DOSSIER



Mumbai.

que des ouvriers des chantiers y habitent. Dans ces interstices s'établit une partie non négligeable des citadins. En 2011, 54 % de la population vivait sur 7 % du territoire. Une situation qui évolue lentement et qui illustre bien la concentration extrême des citadins et des activités à Mumbai.

CONCLUSION

Mumbai ne résume pas les grandes villes indiennes ou celles des autres pays émergents. Ce bref panorama permet de poser un regard sur la concentration extrême, la quasi-saturation de Mumbai. La rapidité des transformations urbaines contribue à édifier un paysage fluctuant, temporaire. L'enchevêtrement matériel de la ville fait écho à celui des acteurs de la fabrique urbaine : du commerçant informel qui s'établit le long des barricades au promoteur qui construit derrière celles-ci une résidence aux dimensions monumentales.

Cependant, cette ville en pleine mutation nous amène à questionner les limites du modèle Mumbai. En effet, la ville est vulnérable à la montée des eaux et aux inondations. La mousson provoque déjà d'importants dégâts chaque année. Qu'en sera-t-il en 2050 ? La ville pourrait être submergée par l'océan Indien. Dès lors, comment aménager une ville pour répondre aux problématiques actuelles (mal-logement, pollution, etc.) et ménager une ville qui pourrait bien arriver à saturation voire même se noyer ?

« En 2011, 54 % de la population vivait sur 7 % du territoire. Une situation qui évolue lentement et qui illustre bien la concentration extrême des citadins et des activités à Mumbai. »

Mumbai.



Bibliographie

- BAUTES, N., SAGLIO-YATZIMIRSKY, M.-C. & BOISSINOT, É., (2011), Ressources foncières et pression immobilière à Mumbai (Inde): Quelles stratégies possibles pour les habitants des bidonvilles ?, *Revue Tiers Monde*, vol. 206, n°2, p. 55.
- BHAGAT, R. B. & JONES, G. W., (2015), Changement démographique et migration dans la métropole de Mumbai en Inde, *Migrations internationales: un enjeu Nord-Sud*, p. 127-140.
- CADENE, P., (1991), La mise au propre des villes indiennes : De la dégradation à la différenciation ?, *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 53, n°1, p. 13-22.
- DELACROIX, G., (2019, novembre 8), Montée des eaux : « Je me demande si Bombay existera encore en 2050 », *Le Monde.fr*.
- DENIS, E., MUKHOPADHYAY, P. & ZERAH, M.-H., (2012), *Subaltern Urbanization in India*.
- DOSSAL, M., (2010), *Theatre of conflict, city of hope: Mumbai, 1660 to present times*, Oxford University Press, New Delhi, 252 p.
- HEUZE, D. G., (2007), 2 : Mumbai, première ville de quoi ?, In : *Villes internationales*, La Découverte, Paris, p. 63-81.
- KRISHNAN, S., (2005), Les espaces de Mumbai à l'ère post-industrielle, *Mouvements*, vol. 39-40, n°3, p. 31.
- MONGIN, O., (2012), Mumbai et le Caire: La ville privée, « la » bidonville et la ville éclatée, *Esprit*, vol. Décembre, n°12, p. 121.
- SANYAL, T., (2018), The Chawls and Slums of Mumbai; *Agora Journal of Urban Planning and Design*, p. 22-34.
- SERRA, L., (2017), Images de villes, images de chantiers.
- SHAH, V., JOSHI, P. & ASIATIC SOCIETY OF MUMBAI (ÉD.), (2010), *Revisioning Mumbai: conceiving a manifesto for sustainable development*, Published for The Asiatic Society of Mumbai by Promilla & Co., Publishers, Mumbai, 257 p.
- SHASHANK, R., (2017, avril 11), Despite metro and monorail, Mumbai local trains getting more overcrowded, *Mid-day*. <https://www.mid-day.com/news/india-news/article/mumbai-news-metro-monorail-local-trains-overcrowded-commuters-increasing-18155192> (page consultée le 04/08/23)
- SIKARWAR, A. & CHATTOPADHYAY, A., (2017), Spatial-temporal Analysis of Population, Land use-Land cover and Environment: A study of seven most populated city-regions of India.
- SWERTS, E. & PUMAIN, D., (2013), Approche statistique de la cohésion territoriale: le système de villes en Inde, *L'Espace géographique*, vol. 42, n°1, p. 77-92.
- UNITED NATIONS, (2016), *The World's Cities in 2016*, UN.

➔ Noé Parot Doctorant contractuel, UMR 5600 Environnement, Ville, Société (CRGA) - CNRS Université Jean Moulin Lyon 3

Pour la co-production d'une recherche urbaine comparative sur et à partir de l'Asie du Sud-Est

Depuis 2020, l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC) a accueilli et fédéré des programmes de recherche et d'enseignement qui examinent les processus d'urbanisation et de transformation urbaine en Asie du Sud-Est contemporaine.

Dans ce cadre ont été financés deux programmes de recherche par l'Agence nationale de la Recherche (ANR) « Les villes des nouvelles routes de la soie en Asie du Sud-Est » (VinoRosa, coordonné par Adèle Esposito Andujar) et « Urbanisations subalternes dans les montagnes touristiques du Sud et du Sud-Est asiatiques » (URBALTOUR, coordonné par Emmanuelle Peyvel) ; le réseau international de recherche (*International Research Network, IRN*) *Creating and Mapping the Heritage of the Ordinary City* (CREMA) financé par l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS, coordonné par Adèle Esposito Andujar et Nathalie Lancret ; et, enfin, la formation à la recherche urbaine *Urban Theories Across Borders* (UTAB). À travers ces projets se construit une stratégie pour la co-production d'une connaissance urbaine « à partir des Suds », en association étroite avec des partenaires académiques et non académiques basés et originaires d'Asie du Sud-Est. Se dessine également l'ambition de lier recherche et formation à la recherche urbaine en sciences sociales.

Quand les héritages de la ville ordinaire deviennent patrimoine

L'IRN CREMA pose la question de la patrimonialisation des héritages ordinaires de la ville en Asie du Sud-Est. Ces héritages se composent des denses quartiers résidentiels et commerçants qui constituent le cœur des villes historiques de la région. CREMA examine les processus par lesquels des acteurs associatifs et professionnels, en synergie avec des communautés d'habitants, leur attribuent des valeurs patrimoniales. La conservation de la ville ordinaire est l'un des leviers de la réduction des inégalités socio-spatiales, puisqu'elle augmente le pouvoir décisionnel des communautés tout en préservant leur sécurité émotionnelle, foncière et économique. CREMA enquête

sur les mécanismes de l'action coopérative et associative qui mobilisent ces communautés autour de la cause patrimoniale, y compris sur le registre de la contestation de politiques ou programmes institutionnels. Les porteurs du projet y analysent le rôle primordial de ces mécanismes dans le développement de la capacité des sociétés urbaines à accueillir la différence, à prendre en compte non seulement la pluralité des visions urbanistiques et patrimoniales, mais aussi l'élaboration de stratégies pour la défense des droits d'occupation et du pouvoir aménageur des habitants, en cohérence avec des conceptions spatiales et sacrées d'une part, et des logiques pragmatiques d'autre part.

« La conservation de la ville ordinaire est l'un des leviers de la réduction des inégalités socio-spatiales, puisqu'elle augmente le pouvoir décisionnel des communautés tout en préservant leur sécurité émotionnelle, foncière et économique. »

CREMA fédère aujourd'hui quatre unités de recherche du CNRS — l'IRASEC, le Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG), le laboratoire Architecture Urbanisme Société - Savoir Enseignement Recherche (AUSser) et le laboratoire Géographie-Cités —, trois universités sud-est asiatiques — l'université de Chiang Mai, l'université Chulalongkorn et l'université Trisakti —, un bureau d'expertise — PRX-Vietnam — ainsi que des associations actives dans le domaine du patrimoine — *Badan Warisan, Penang Heritage Trust et Badan Pelestarian Pusaka Indonesia*. Trois axes de la réflexion sont particulièrement étudiés : l'entrée en jeu de la ville ordinaire dans le champ du patrimoine urbain en Asie du Sud-Est ; le rôle des acteurs non-institutionnels dans les processus décisionnels en matière de patrimoine urbain ; l'interprétation et le traitement des héritages urbains d'origine chinoise (en relation avec l'ANR VinoRosa). Ces travaux s'articulent autour d'un dispositif appelé « patrimoine en action » qui vise la production d'une variété d'outils de communication de la connaissance (y compris représentations visuelles, carnets de terrain, cartographie participative...) sur sept cas

LE DOSSIER

d'étude : deux capitales nationales (Bangkok en Thaïlande et Hanoi au Vietnam) ; deux villes secondaires (Chiang Mai en Thaïlande et Yogyakarta en Indonésie) et trois petites villes (Lasem en Indonésie ; Kampar et Teluk Intan en Malaisie). La démarche adoptée de coproduction de connaissances soumet à l'examen critique le cloisonnement traditionnel entre production académique, savoirs vernaculaires et techniques. Elle pose la question de la positionnalité des chercheurs et chercheuses en sciences sociales à l'heure où d'autres sources de l'information et formes de connaissances, notamment celles produites par les communautés et les activistes, sont susceptibles de « faire autorité ».

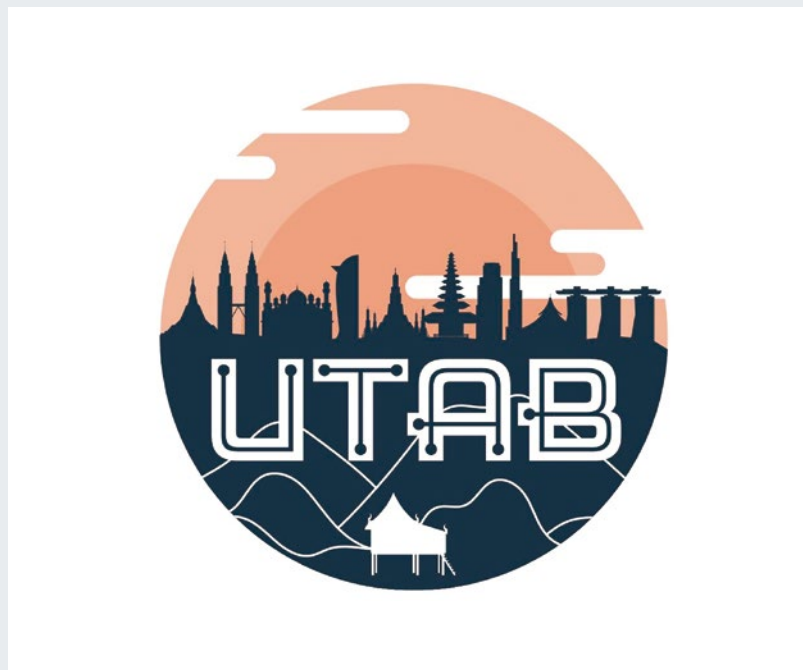
Terrains sud-est asiatiques pour des études urbaines sans frontières

Les partenariats noués au sein de l'IRN CREMA ont permis d'articuler ce réseau à une formation intensive et récurrente à la recherche urbaine en sciences sociales, intitulée Urban Theories Across Borders (UTAB). Cette formation s'adresse à des étudiants et étudiantes de niveau master

« La première édition de UTAB (...) a posé la question de la comparaison urbaine, à travers les cas d'étude des quartiers marchands de Chiang Mai (Thaïlande) et Yogyakarta (Indonésie). »

et doctorat. Elle encourage tout particulièrement la participation de ceux et celles qui sont originaires des pays d'Asie du Sud-Est et/ou qui étudient dans des universités de la région, afin de contribuer à la formation d'un vivier de jeunes chercheurs et chercheuses capables de produire une connaissance urbaine « à partir de » l'Asie du Sud-Est. Elle offre un accompagnement académique à la préparation d'un projet de thèse et à l'élaboration d'une thèse doctorale, encourageant ainsi les étudiants et étudiantes étrangers à postuler pour des bourses et contrats doctoraux en France et en Europe.

La première édition de UTAB, intitulée *Comparing Cities from Southeast Asia and Beyond* (UTAB 2022)¹, a posé la question de la comparaison urbaine, à travers les cas d'étude des quartiers marchands de Chiang Mai (Thaïlande) et Yogyakarta (Indonésie). Elle a combiné trois types d'activités : des cours théoriques visant à améliorer la connaissance que les étudiants et étudiantes ont de la littérature et des débats les plus récents dans le domaine des études urbaines ; des ateliers méthodologiques portant sur l'analyse critique d'articles académiques, la rédaction d'un projet de thèse, les méthodes d'enquête qualitatives et quantitatives ; et enfin, une initiation au travail de terrain et à la comparaison, à Chiang Mai (Thaïlande) et Yogyakarta (Indonésie). En équipe, les étudiants et étudiantes ont expérimenté des méthodes d'enquêtes qualitatives (entretiens, méthodes visuelles, observation participante, production de documents graphiques et photographiques) autour de trois thèmes d'analyse : la mémoire collective dans les espaces marchands ; l'analyse des rythmes et des occupations spatiales ; l'articulation entre « formel » et « informel ». Les résultats des recherches de terrain seront publiés dans un ouvrage collectif, encadré par les membres du comité scientifique. UTAB devient ainsi un dispositif pour la formation continue autour des enjeux de la publication scientifique, ainsi qu'un réseau d'alumni pouvant donner lieu à de nouvelles initiatives et collaborations.



1. UTAB 2022 a impliqué plusieurs partenaires de l'IRN CREMA, à savoir l'université de Chiang Mai, l'université Trisakti, l'association BPPI, l'IRASEC, les laboratoires AUSser et Géographie-Cités, ainsi que l'École doctorale « Ville, Transports, Territoires » de l'université Gustave Eiffel.

Urban Theories Across Borders (UTAB) Comparing Cities from Southeast Asia and Beyond



IRASEC Doctoral Workshops in Social Sciences and Humanities



© A. Esposito, 2015 et 2022

De la pluridisciplinarité au comparatisme

Les centres de recherche aéraux ont montré depuis plusieurs décennies l'intérêt d'une recherche ancrée dans l'espace sud-est asiatique et adossée à des exigences disciplinaires strictes, ouverte à la pluridisciplinarité des sciences humaines et sociales. UTAB se propose de porter cette vision et de fournir aux doctorants et doctorantes les outils nécessaires pour s'émanciper de logiques disciplinaires cloisonnées, spécifiques au champ des études architecturales et urbaines. Cela impose de familiariser les participants avec une approche encore rare en Asie du Sud-Est, où les chercheurs et chercheuses de ce domaine tendent à cantonner leurs travaux aux questions techniques et appliquées et où le regard des sciences sociales est souvent laissé à une autre forme de recherche à la fois appliquée et engagée, par le biais de structures associatives ou communautaires. Mais les logiques pluridisciplinaires ne sont

Flyer de l'école d'hiver UTAB. 1^{ère} photo - Kotagede, Yogyakarta. 2^{ème} photo - Thanon Prapokloa, Chiang Mai.

« **UTAB devient ainsi un dispositif pour la formation continue autour des enjeux de la publication scientifique, ainsi qu'un réseau d'alumni pouvant donner lieu à de nouvelles initiatives et collaborations.** »

pas seules à l'œuvre et il faut y ajouter les vertus essentielles du comparatisme. Partant d'une question fédératrice — pourquoi est-il utile de comparer, en études urbaines ? — l'école d'hiver UTAB tente d'ouvrir à une série plus vaste de questionnements auxquels les jeunes chercheurs et chercheuses sont confrontés : quels sont les critères qui justifient la comparaison ? Quelles sont les valeurs ajoutées d'une comparaison ? Peut-on développer une démarche comparative dans le cadre d'une étude monographique ?

La dimension régionale, consubstantielle à une UMIFRE couvrant les onze pays d'Asie du Sud-Est, était donc au cœur de l'entreprise, y compris sur le plan de la coopération régionale. En effet, malgré l'existence de structures et de programmes communs inscrits dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), lorsque les chercheurs sud-est asiatiques développent des coopérations, ils le font le plus souvent au sein de partenariats bilatéraux, avec des interlocuteurs extérieurs à l'Asie du Sud-Est. L'expérience montre aussi que, même associés à des programmes multilatéraux impliquant plusieurs pays sud-est asiatiques, les partenaires régionaux se connaissent mal entre eux. Or, par-delà un cadre certes unique mais qui manque de chair en matière de recherche, les pays d'Asie du Sud-Est partagent indéniablement des fondements culturels proches et une communauté de destin. Tout cela rend nécessaire le partage des savoirs, des terrains, des expériences, que seuls permettent des réseaux de recherches transnationaux.

En guise de conclusion

On conclura par une remarque sur les modalités particulières du fonctionnement d'une UMIFRE comme celle de Bangkok, où la question urbaine ne s'est invitée que récemment au cœur de son programme de recherches. Soumise à de fortes contraintes de fonctionnement (en particulier le *turn-over* des chercheurs), l'unité a dû faire preuve d'opportunisme pour stimuler des convergences dans les différents domaines d'activité qui sont les siens (recherche, diffusion de la recherche, formation). Les programmes comme VinoRosa, Urbaltour, CREMA et UTAB en ont été les piliers, dont la formation doctorale a permis de parachever — temporairement — la vocation structurante, au bénéfice de l'équipe et de ses partenaires.

- Adèle Esposito Andujar (chargée de recherche CNRS-Géographie-Cités)
- Jérôme Samuel (directeur de l'IRASEC)

Un monde d'entrepôts

Maillons essentiels du système économique mondial, les entrepôts voient leur nombre et leur taille exploser partout sur la planète, créant autour d'eux toute une activité économique formelle, mais aussi informelle, dans les villes en marge desquelles ils s'implantent. La sociologue Delphine Mercier nous explique pourquoi elle s'intéresse à cette « économie d'entrepôt ».

Vous êtes directrice de recherche CNRS au Laboratoire d'économie et de sociologie du travail, rattachée à la Maison Française d'Oxford, et vous êtes la coordinatrice scientifique du projet de recherche « Le Grand Entrepôt ». Qu'est-ce que l'« économie d'entrepôts » sur laquelle vous travaillez ?

Delphine Mercier : La question du stockage est aussi ancienne que la production de biens, mais elle prend une importance inédite aujourd'hui : les entrepôts sont en croissance dans le monde entier, en nombre comme en taille, et jouent plus que jamais un rôle majeur dans l'économie mondiale. Si on analyse l'ensemble d'une filière de production, on constate que ce que l'on pourrait appeler « la vie sociale des marchandises » passe systématiquement par ce type de lieu : qu'il s'agisse de l'assemblage, de la gestion d'achat, du conditionnement ou encore du recyclage... C'est la raison pour laquelle on parle désormais d'une « économie d'entrepôt ». Les entrepôts sont devenus des espaces de référence et de centralité dans les systèmes productifs, et à ce titre, ils induisent toute

Base logistique dans le 15^e arrondissement de Marseille. Toute une économie formelle et informelle se développe autour des zones d'entrepôts.

une activité économique formelle, mais aussi informelle dans les villes en marge desquelles ils s'implantent. Dans le cadre de notre projet de recherche intitulé « Le Grand Entrepôt », nous souhaitons passer au crible toutes les strates et les implications de cette reconfiguration des systèmes productifs.

Pourquoi s'intéresser aux entrepôts en particulier, et pas aux industries par exemple ?

D. M. : Nous avons le sentiment d'un angle mort dans les recherches : d'un côté, les grandes firmes et acteurs industriels sont bien connus. Il existe beaucoup de travaux en économie, en sciences de gestion ou encore en histoire sur le sujet. D'un autre côté, la vie des agents dans les centres logistiques – ceux gérés par Amazon, typiquement – commence à être bien étudiée également. Les recherches sont plus récentes, mais permettent déjà de se faire une idée des conditions de travail, de recrutement, des parcours de carrière, etc. En revanche, le lien entre les deux reste peu exploré. Comment les grandes firmes utilisent-elles ces centres et comptent-elles le faire dans les années à venir ? Les activités qui se développent, à l'intérieur et autour des entrepôts, les encouragent-elles à imaginer de nouvelles stratégies ? Notre projet se veut plus global et souhaite étudier l'ensemble de la chaîne. L'idée est aussi de mieux comprendre la fonction des nombreux acteurs intermédiaires.

Comment la « fonction de stockage », comme vous la nommez, a-t-elle évolué ces dernières décennies ?

D. M. : L'un de nos enjeux est précisément de définir cette « fonction de stockage », puisqu'elle est relativement nouvelle. Dans les années 1980,



© Jean-Michel Mélat-Couhet, Delphine Mercier



© Jean-Michel Méliat-Couhet, Delphine Mercier

les systèmes productifs s'efforçaient de travailler « en flux tendu » : un client commandait quelque chose, une entreprise le lui faisait parvenir. Aujourd'hui plusieurs acteurs sont susceptibles d'intervenir entre ces deux étapes : pour assembler le produit, pour l'emballer, pour réduire les frais d'acheminement, etc. Tout ou partie d'un bien peut ainsi être stocké à de nombreuses reprises, au fil de la production et de la livraison. Cette évolution de la chaîne de production a notamment encouragé les pays dotés d'importantes capacités foncières à proposer des régimes fiscaux particulièrement avantageux : c'est le cas de l'Irlande, de Malte ou du Panama par exemple. Pour résumer, il y a eu une externalisation du stockage à partir des années 1990. Les grandes entreprises et industries ont progressivement cessé de stocker elles-mêmes leurs produits et ont délégué cette fonction à d'autres acteurs.

Quelles sont les conséquences pour les villes et les zones devenues espaces de stockage ?

D. M. : Ces espaces sont généralement à proximité des frontières et souvent dans des régions portuaires – le bateau étant un moyen de transport de marchandises particulièrement intéressant. Ils adoptent des régimes d'exception en matière de fiscalité et de droit du travail, permettant aux grandes entreprises de diminuer leurs charges et coûts de production. C'est ce que l'on appelle des « zones franches ». C'est le cas de pays comme Malte et le Panama, mais aussi de la ville de Tanger, au Maroc, ou encore du port de l'Estaque à Marseille, en France. C'est d'ailleurs un point à souligner : la mondialisation de l'économie ne se réduit pas à la délocalisation, elle se traduit aussi par la coexistence de différents régimes juridiques au sein d'un même territoire. De manière générale, tout est fait pour attirer les grandes industries et entreprises, qui en retour annoncent apporter de l'activité et de l'emploi. Dans les faits, toutefois, on constate que les dynamiques d'intégration et de contribution à l'économie locale restent extrêmement faibles. Dans la plupart des régions concernées, nous observons

La zone franche du port de l'Estaque, à Marseille, bénéficie d'un régime particulier en matière de fiscalité et de droit du travail.

« Les entrepôts sont devenus des espaces de référence et de centralité dans les systèmes productifs, et à ce titre, ils induisent toute une activité économique formelle, mais aussi informelle dans les villes en marge desquelles ils s'implantent. »

davantage le développement d'une économie parallèle et informelle autour des espaces de stockage. De la zone franche à la zone grise, il n'y a qu'un pas...

Pourriez-vous nous donner un exemple de ces économie informelles ?

D. M. : En Amérique du Sud, la Bolivie stocke énormément de marchandises textiles en provenance de Chine et à destination de l'Europe. Mais elle ne dispose pas d'accès à la mer et passe donc par le port d'Iquique, au Chili, qui est une zone franche. Entre ces deux étapes, une partie des marchandises est toujours susceptible d'être abîmée, dérobée, ou encore constituée en stocks d'inventés. Cette situation encourage le développement de toute une économie de la fripe et de la récupération, qui prend de plus en plus d'importance sur place. Des Boliviens recyclent des déchets textiles sous forme de ballots de vêtements d'occasion, ou de chiffons à destination des industries locales. Chaque année, à l'occasion d'une grande feria textile, des brocanteurs mettent aussi en vente des pièces qu'ils ont récupérées ou retravaillées. Par ailleurs, d'autres petits métiers émergent, comme celui de nettoyeur de conteneur, qui interviennent entre deux périodes de stockage. Bref, c'est toute une économie de la pauvreté et de la précarité qui se met en place, et permet au passage de gérer les déchets des productions occidentales.

Qu'espérez-vous plus généralement apprendre – sur l'évolution du travail, de l'économie... – à travers ces recherches ?

D. M. : L'économie mondiale a changé de paradigme. Nous quittons le sillage de la révolution industrielle pour entrer dans celui de la révolution logistique et de l'économie d'entrepôt. Cela crée notamment de nouvelles formes d'emploi, qui se substituent au travail ouvrier des 19^e et 20^e siècles. Aujourd'hui, dans les zones franches, les jeunes travailleurs obtiennent des petits boulots autour de la chaîne logistique comme par exemple : des tâches d'acheminement, de nettoyage, de garde... Par ailleurs, si l'on s'intéresse à la question écologique, l'essor du stockage et de la logistique pose d'importants problèmes : les transports en bateau et en camion sont extrêmement polluants, les conteneurs peuvent défigurer les paysages et les écosystèmes... Pour autant, nous ne voulons surtout pas culpabiliser les acteurs du stockage. Ce qui nous intéresse, c'est de comprendre comment toute cette nouvelle économie fait système et induit de nouvelles formes de travail.

➤ **Propos recueillis par Fabien Trécourt**
Journaliste

La promesse d'une vi«ll»e meilleure

Alors que la propriété occupante est devenue une norme sociale prédominante, c'est au cœur des périphéries que se jouent les plus grandes transformations urbaines des métropoles. Johannesburg ne déroge pas à la règle : en construisant massivement en marge des centres urbains des logements d'entrée de gamme, fermés et sécurisés, les promoteurs ont fait le pari de changer les pratiques urbaines.

Cause ou résultat, cette croissance urbaine met en exergue toute l'ambivalence de ce produit immobilier qui, entre ségrégation et mixité s'impose dans la ville contemporaine. Des pans entiers de la ville sont soumis à des règles et à une organisation sociale et spatiale spécifiques. Il s'agit dès lors de mettre en lumière les différents processus entremêlés qui s'y créent et s'y développent.

Le complexe fermé, clé de voûte d'un succès commercial

Les résidences fermées semblent avoir constitué la réponse des classes moyennes et supérieures (à majorité blanche au début des années 2000) à la violence qui frappe les grandes villes

Honeydew Ridge.



sud-africaines (Ballard 2004). Le développement de nouveaux produits immobiliers d'entrée de gamme accessibles à une population plus diverse a considérablement changé le contexte. Ce qui semblait un effet de mode est devenu un véritable standard de vie pour une fraction de la population de plus en plus large, leur développement ne cessant de s'accélérer pour des raisons plus économiques que pour le cadre de vie qu'elle propose. Le succès de ces résidences fermées dépasse la seule question de la sécurisation¹.

En Afrique du Sud, on peut voir dans leur développement un progrès social pour les populations noires ayant les moyens d'y vivre. Dans l'imaginaire collectif, l'accès à ces logements qui sortent du modèle des townships pour les non-Blancs illustre une autre facette de la mythologie urbaine sud-africaine *post-apartheid* : celle d'offrir à toutes les populations (tout du moins aux ménages qui en ont les moyens) un logement qui corresponde au meilleur de ce qu'ils n'ont jamais pu espérer jusqu'à présent. Pourtant, la nouvelle organisation de la ville sud-africaine, dopée par le dynamisme du développement rapide de ces nouvelles résidences, continue à présenter de forts clivages entre les populations résidentes, avec d'un côté des townships qui peinent à attirer activités commerciales et économiques et un centre africanisé et, de l'autre, des *suburbs* en pleine expansion. Seules les familles de couleur les plus aisées parviennent à suivre dans leurs mobilités résidentielles et sociales les ménages blancs de conditions équivalentes (Freund 2008; Kotze 1999).

1. Les résidences fermées se développent sur tous les continents dans des pays où la sécurité n'est pas un problème structurel.



© Mairie Thomas-Meilhan, Juin 2017

Au fur et à mesure qu'ils ont envahi le territoire périurbain, les complexes fermés sont devenus, au cours de la dernière décennie, un produit marketing régi par des logiques économiques et financières qui inventent de nouvelles manières de faire et pratiquer la ville. Ces modes de vie typiquement suburbains sont aujourd'hui largement plébiscités par ces nouveaux habitants, qui y voient un idéal de vie, promu par les médias et l'État comme symbole d'ascension sociale. Malgré l'hétérogénéité sociale des propriétaires à qui ils sont destinés, et des modes de vie pluriels, le déploiement d'une offre standardisée qui restreint les choix résidentiels rend compte d'un rapport complexe entre rationalité économique, contraintes budgétaires, attractivité et stratégies résidentielles des acquéreurs. Ce nouveau modèle va de pair avec un discours promotionnel bien rodé que les habitants se sont approprié : c'est le concept que les promoteurs ont développé sous l'appellation « *lock-up-and-go lifestyle* ». Cette expression anglaise se traduit difficilement en français. Il s'agit d'un concept immobilier adopté dans le langage courant, qui offre aux résidents la sérénité d'un quotidien facilité : de l'accès au crédit jusqu'à la sécurité, la maintenance et l'entretien délégués à d'autres, c'est tout un mode de vie qui est ainsi proposé. Vivre dans un complexe fermé permet donc de profiter de prérogatives dont les résidents se sont emparés. Les professionnels de l'immobilier ont fait de cette spécificité un véritable atout commercial, et des classes moyennes leur cible principale. Symbole d'un style de vie moderne et alternatif, il est aussi le signe le plus tangible d'un sentiment fort de progression sociale.

**L'urbanisation se fait
parcelle après parcelle,
sans vision globale, au
gré des opportunités,
autour de centres
commerciaux.
Honeydew Ridge.**

**« Si l'attractivité
des complexes
fermés semble être
largement plébiscitée
par l'ensemble de
la population, il
n'en reste pas
moins qu'il s'agit
surtout de la seule
offre disponible
sur le marché pour
un budget de moins
d'un million de
rands. »**

La déségrégation raciale au sein des complexes fermés : mythe ou réalité ?

Les complexes fermés, par leur nouveauté et leur caractère urbain, sont des lieux en mouvement où s'inscrit la nouvelle histoire de l'Afrique du Sud. De jeunes générations investissent ces logements et réinventent leur histoire. Le développement de lotissements d'entrée de gamme accroît de fait la diversité sociale autant que raciale du fait de l'accession à la propriété des classes moyennes hétérogènes (et notamment noires) (Benit et al. 2000). Cependant, il faut souligner la fragilité de cette déségrégation. Près de 25 ans après la transition vers la démocratie, la question de la ségrégation raciale reste omniprésente dans la vie quotidienne des Sud-Africains.

Construits dans les grandes périphéries, là où le prix des terrains est bas, les complexes fermés dessinent une nouvelle géographie de la ville. Les résidents sont ainsi contraints d'investir des territoires sans histoire auxquels ils ne sont attachés ni par la proximité avec leurs réseaux ni par une attirance particulière pour ces espaces.

On constate ainsi, même si le mouvement est lent, un phénomène de regroupements communautaires, à l'échelle des complexes, initié « en aval » de la production immobilière, lors de déménagements successifs, et non « en amont ». Les décisions rationnelles et individuelles des acquéreurs (notamment une appétence à partager la même appartenance ethnique, de langue et de couleur entre copropriétaires) fondent les bases d'une restructuration *bottom-up*

LE DOSSIER

de grande ampleur. Ces pratiques tendent à s'institutionnaliser, relayées par les professionnels de l'immobilier en réponse à ces attentes.

Le problème du « vivre ensemble » de la société sud-africaine, héritée de l'apartheid, a cependant trouvé dans ce type d'urbanisation un consensus qui semble satisfaisant. Régis par des syndicats professionnels, les règlements de copropriété (*body corporate*) imposent les standards de la vie en communauté qui sont appliqués strictement. Il ne s'agit pas seulement de faire respecter les règles de copropriété, mais bien d'imposer un contrôle moral des pratiques de chacun, censé garantir la pérennité de la valeur du bien commun et donc de chaque unité de logement. Si le *body corporate* est si fermement appliqué, c'est qu'il contribue notamment à rendre la mixité soutenable pour chacun. En premier lieu car il impose des règles de vie aux différents groupes cohabitant sur le même espace². En second lieu car il permet l'intégration de tout nouveau résident, en s'assurant qu'il s'adapte aux pratiques sociales locales.

Honeydew Ridge.



© Marie Thomas-Meilhan, 2017

Les mutations urbaines synonymes de trajectoires résidentielles fragiles

La propriété est vue comme un actif financier avec une valeur d'échange sur le marché. Ainsi conçue, elle facilite une ascension économique et sociale des ménages sur « l'échelle de la mobilité immobilière » (Escusa 2016).

Si l'attractivité des complexes fermés semble être largement plébiscitée par l'ensemble de la population, il n'en reste pas moins qu'il s'agit surtout de la seule offre disponible sur le marché pour un budget de moins d'un million de rands (67 425 €), ces derniers étant les seuls produits accessibles aux primo-accédants, grâce aux facilités de crédits notamment. Le premier achat de la plupart des ménages interviewés est donc souvent un choix par défaut qui représente plus un investissement qu'une volonté de s'installer à long terme et constitue une étape de leur parcours résidentiel.

Cette absence d'alternative économique est intéressante à mettre en parallèle avec une analyse plus anthropologique de l'image renvoyée par ces complexes fermés. L'adhésion à ce modèle est due à l'héritage de mythologies collectives ou privées (littéraires notamment) qui leur est attaché et qui est constamment évoqué, réveillé, réactivé par la rhétorique publicitaire.

Localisé majoritairement dans les *suburbs* éloignés des centres urbains, des signes avant-coureurs d'essoufflement de ce modèle émergent. Il y a d'abord le décalage entre le modèle périurbain et le vécu des habitants, confrontés aux transformations de leur cadre de vie qui s'écarte parfois de celui auquel ils aspiraient lors de l'achat. Il y a aussi le désarroi des acteurs institutionnels face à cette nouvelle territorialisation (éclatement des mobilités, coût des infrastructures...). Si la périurbanisation se poursuit dans les mêmes conditions, elle remet en cause inéluctablement l'efficacité de la ville et si en revanche elle est freinée, apparaît alors le risque pour le territoire de perdre son attractivité. Or, la grande mobilité des ménages entraîne une

2. Les règles régulent prioritairement le bruit après 22h, la possession d'animaux domestiques, ou imposent la taille maximale, mais elles vont jusqu'à interdire la consommation d'alcool dans les jardins privatifs, ou encore le séchage du linge sur les balcons. La délation entre voisins auprès du *body corporate*, en cas de comportements déviants, peut être encouragée.



Le complexe Elyon,
à Honeydew Ridge.

grande instabilité à court terme de la valeur d'un quartier. Le suivi minutieux de la valeur des territoires par les agents immobiliers, qui ont à leur service de nombreuses études statistiques mensuelles, assure une réactivité immédiate de ces professionnels. La répercussion auprès de leurs clients est rapide et les conséquences sur le territoire peuvent provoquer un effet boule de neige.

Malgré le peu de données chiffrées pour appuyer ces phénomènes, leur observation permet de nuancer le succès hégémonique des produits immobiliers et laisse percevoir des lignes de faille qui risquent de se creuser dans les années à venir. Bien que véhiculant l'image de confort et de qualité de vie, les résidences fermées incarnent surtout l'idée d'une modernité résidentielle devenue synonyme de fragmentation, de repli sur soi et d'urbanisme sécuritaire. Les mutations de la ville interrogent la soutenabilité du système à moyen et long terme.

➤ **Karen Levy**
allocataire IFAS Recherche

« **Localisé majoritairement dans les suburbs éloignés des centres urbains, des signes avant-coureurs d'essoufflement de ce modèle émergent.** »

Bibliographie

- Ballard, Richard. 2004. « Assimilation, Emigration, Semigration, and Integration: "White" People's Strategies for Finding a Comfort Zone in Post-Apartheid South Africa ». *Under Construction: 'Race' and Identity in South Africa*, Heinemann, 51-66.
- Benit, Claire, F. Dureau, V. Dupont, et E. Lelièvre. 2000. « Johannesburg : déségrégation raciale, ségrégation sociale ? La banalisation des mobilités résidentielles dans la ville d'apartheid ». In *Métropoles en mouvement*, 269-80. Paris: Anthropos.
- Escusa, Elodie. 2016. « L'accès à la propriété de l'Afrique du Sud du "milieu" : représentations, politiques et parcours résidentiels ». In *Afrique du Sud. 20 ans de démocratie contrastée*, 177-202. Études africaines. Paris : l'Harmattan.
- Freund, Bill. 2008. « La ville sud-africaine est-elle encore "post-apartheid" ? Éléments de réflexion à partir du cas de Durban ». *Revue Tiers Monde*, n° 196 : 741-58. <https://doi.org/10.3917/rtm.196.0741>.
- Kotze, NJ. 1999. « The Influence of Residential Desegregation on Property Prices in South Africa: The Peitersburg Case Study ». *Journal of Consumer Sciences* 27 (1).

Le centenaire d'une capitale : que reste-il de l'héritage moderniste et républicain de l'urbanisation d'Ankara ?

Ankara, après la résistance nationale pendant la guerre d'indépendance (1919-1922), a été proclamée capitale de la République turque le 13 octobre 1923.

Les dirigeants de l'époque, sous l'égide de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la république, voulaient créer une identité et une unité nationale à l'intérieur des frontières des territoires restants, et le meilleur moyen d'y parvenir était à leurs yeux de choisir une nouvelle capitale qui la symboliserait. De ce fait, Ankara est devenu le projet phare de la jeune république pour créer un modèle de ville moderne et sa conception a été confiée à un aménageur allemand, Hermann Jansen. Jusqu'aux années 1940, l'urbanisation de la ville est restée fidèle à la conception d'origine de Jansen mais devenue anarchique et spontanée jusqu'aux années 2000 avec la multiplication des *gecekondu* (habitats informels) un peu partout dans la ville.

Dans les années 1980, Ankara a commencé à ressembler à une zone métropolitaine présentant

Ankara à la fin des années 1920.

des caractéristiques socio-spatiales divergentes en raison de l'absence d'un véritable plan directeur. Après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, un vaste programme de transformation urbaine a été lancé avec le réaménagement de l'ensemble d'Ankara.

Dans le même temps, la production des espaces publics d'Ankara est restée un enjeu de lutte entre des idéologies politiques antagonistes, en particulier entre l'idéologie moderniste kémaliste-laïque et l'idéologie néolibérale islamique, chacune essayant de marquer symboliquement l'espace urbain et de laisser des traces dans la mémoire de la ville.

Ankara : Une œuvre spatiale influencée par le républicanisme kémaliste

Dans les années 1920, Ankara était une petite ville peuplée de 27 000 habitants, disposée autour de la citadelle et composée de petites maisons en bois et de rues étroites... en somme des constructions vulnérables à toute forme d'incendie et une organisation de l'espace peu favorable à l'érection de grands bâtiments administratifs.

La consécration d'Ankara comme capitale moderne n'a été possible, dans l'esprit des élites de l'époque, qu'avec la construction d'un environnement physique incarnant la « modernité » qui permettrait à la ville de se détacher de son image de « petit bourg » (Mutluay 2015, p. 43). Concevoir la ville dans le cadre d'un plan directeur constituera l'épine dorsale de la fabrique de la capitale. Il a été donc décidé de créer une ville à l'extérieur des fortifications, sur la plaine désertique. D'après Tankut (1993), le « projet de modernisation » dans la vieille ville était tout simplement irréalisable, d'où le choix d'une zone vide où les idéaux de la





Les usages spatiaux de la ville selon le plan Jansen. Source : Erdi (2022, p.141).

modernisation de la République pourraient facilement prendre corps. Il faut créer un espace public constituant une sphère discursive et spatiale où se rencontrent un style de vie imaginé (l'individu moderne) et un modèle politique construit (république laïque) dans lequel les expériences individuelles coïncident et évoluent vers une vie sociale commune. Par conséquent, c'est un choix significatif de repartir de zéro – créer une nouvelle ville – dans la conception spatiale d'un tel projet.

Les deux principes majeurs qui dominaient la vision politique des cadres de la république étaient la modernité et l'intégration à la civilisation occidentale. Cette vision était largement inspirée du jacobinisme français et ses partisans croyaient profondément à la sécularisation de la société, et par ricochet de l'espace public (Bilici 1989). L'idée était donc de créer un espace public débarrassé de tout signe religieux, dans la mesure du possible. Aucun lieu de culte ni aucun monument valorisant l'islam dans l'espace public n'est construit dans les premières décennies de la fabrication de la capitale. La première mosquée financée par l'État et marquant l'espace métropolitain n'a vu le jour que dans les années 90 à Kocatepe. En conséquence, *« la laïcité est apparue non seulement comme un principe régissant les affaires politiques formelles de l'État, mais aussi comme une norme remodelant la vie publique et privée des citoyens dans l'espace urbain et comme une question d'identité nationale qui devait être visible au regard des européens »* (Çınar 2015, p. 233).

L'aménagement de la ville dont les principes sont ainsi dessinés est confié à Hermann Jansen, aménageur allemand qui avait également conçu Berlin. Après l'entrée en vigueur du plan Jansen, Ankara prend rapidement le visage d'une capitale moderne avec l'aménagement de larges boulevards et avenues, la création de grands espaces publics ainsi que de lieux de divertissement et de promenade comme le Grand parc de la jeunesse situé entre l'hippodrome et l'opéra, qui traduisent tous les idéaux de modernisation et de civilisation de l'époque.

Ces espaces participaient également à la création et à la consolidation d'une identité nationale. Jansen

« Ces espaces participaient également à la création et à la consolidation d'une identité nationale. »

s'appuie sur des plans précédents, fait de l'axe nord-sud l'axe central de la ville et trace ainsi le boulevard Atatürk entre le Parlement national et la résidence présidentielle de Mustafa Kemal Atatürk. Avec ses trottoirs larges et arborés et les bâtiments administratifs et résidentiels d'architecture européenne qui le bordent, ce boulevard constituera l'une des marques urbaines d'Ankara avec la place Kızılay, Ulus et le Güvenpark où commence le quartier ministériel.

Le nouvel État turc a déplacé et relocalisé les centres-villes en les éloignant des mosquées afin de donner un nouveau sens à la communauté nationale laïque. À Ankara, les places centrales comme Ulus et Kızılay sont créées selon ce modèle. L'élément le plus marquant de ce mode de vie était la mixité. Pour la première fois dans l'histoire de la Turquie, les hommes et les femmes se rendaient aux soirées dansantes, au restaurant ou aux parcs publics sans respecter les règles de l'islam (notamment le port du voile islamique pour les femmes).

Pendant des décennies, Ankara a été marqué par les usages et les habitudes instaurés par ces élites idéalistes et laïques et s'est démarquée d'Istanbul comme un produit propre à la République avec un aménagement de l'espace entièrement spécifique aux critères modernistes. Elle en porte encore aujourd'hui les marques mais à partir des années 2000, une nouvelle idéologie montante prétend également à la reconstruction et l'appropriation de l'espace urbain. C'est l'islam politique.

L'émergence de l'islam politique comme vecteur d'aménagement de l'espace à Ankara

En 1994, six municipalités métropolitaines ont été conquises par le Parti de la prospérité (conservateur islamiste) dont celles d'Ankara et d'Istanbul¹. Melih Gökçek, élu maire d'Ankara à cette date, a rejoint les rangs de l'AKP (Parti de la justice et du développement) à partir de 2002 et il est resté en fonction jusqu'en 2017. Cette « période Gökçek » a marqué la ville d'une manière irréversible. Le discours idéologique de Melih Gökçek s'enracine dans une critique spatiale (notamment celle des islamistes), et non



Ankariotes dans le jardin de la Nation à la fin des années 1920.

1. Recep Tayyip Erdoğan a alors été élu à la tête d'Istanbul.

LE DOSSIER

Représentation spatiale d'Ankara à travers son emblème : du nationalisme laïc à la synthèse turco-islamique



rhétorique, des efforts de modernisation radicale du début de la période républicaine et des mouvements sociaux-démocrates des années 1970.

Cette idéologie signifie, dans la production de l'espace urbain, la réduction de la ville aux logements et aux infrastructures, la construction d'un réseau de route devenant le signe majeur de cette réduction. Dans cette configuration, la rue et le boulevard sont réduits à des espaces utilitaires assurant une bonne circulation, et les places ne sont pas considérées comme des lieux de rencontre mais uniquement comme des espaces de circulation des voitures.

Ainsi, durant les années 1990 et 2000, des espaces publics importants d'Ankara comme Ulus et Kızılay perdent progressivement leur sens. Ce changement est particulièrement remarquable dans le réaménagement de la place Kızılay. Avec l'achèvement de la ligne de métro, la station Kızılay est conçue comme un énorme centre commercial occupant l'ensemble du sous-sol de la place. Pour inciter les piétons à traverser cet espace souterrain, les passages piétons sur le boulevard Atatürk ont été supprimés et des barrières ont été installées pour empêcher les traversés. La place est réduite progressivement à un lieu de passage et de circulation où l'on ne s'arrête pas. Ce n'est plus le lieu de promenade et de flânerie qu'il était jusqu'alors, mais un espace de consommation et de déplacement. Parallèlement, Ulus se paupérise progressivement et subit des transformations forcées dévalorisant les œuvres du début de la République.

La mosquée de Melike Hatun à Ulus.

© Gülçin Erdi.



2. Au lieu de cela, ils revalorisent l'identité seldjoukide et ottomane, qui n'était non seulement pas souhaité mais aussi entièrement rejetée et bannie à cette période de la République

Un autre exemple significatif des interventions controversées de Melih Gökçek a été sa décision de modifier l'emblème de la ville avec le soutien de la droite à l'assemblée municipale d'Ankara en 1995. Ce changement peut être considéré comme l'une des premières tentatives du pouvoir en place de changer l'image et l'imaginaire de la ville, suscitant une vive controverse dans la vie politique locale. L'ancien emblème représentant le soleil hittite, qui selon eux ne représentait ni l'Anatolie ni l'islam, a été remplacé par une combinaison des symboles de la mosquée de Kocatepe, d'Atakule et du croissant d'étoile.

Cette lutte pour l'organisation de l'espace selon les valeurs politiques défendues s'est poursuivie tout au long des années 2000. Les interventions spatiales les plus controversées par l'AKP à Ankara se sont opérées autour de 3 œuvres majeures de la République : le parc de la jeunesse, la Banque des villes et la ferme forestière d'Atatürk.

La création du parc dans les années 1940 était motivée par la volonté de proposer un lieu-symbole spectaculaire pour les visiteurs extérieurs. Il s'agissait par ailleurs de proposer à la fois un environnement récréatif moderne et un espace public favorisant les interactions sociales de la population. Le parc dont la fonction était d'insuffler un esprit de citoyenneté était également un lieu où l'alcool devenait une boisson de socialisation, que l'on partageait pour les grandes occasions et surtout en famille.

Dans les années 2000, Melih Gökçek a entrepris la rénovation de ce parc. Outre les portes d'entrée et la salle de spectacle rénovées dans un style d'inspiration seldjoukide, il est intéressant d'observer que la revalorisation du parc se fait à travers la transformation de ses usages, par le renouvellement des activités qui y sont promues et qui sortent du cadre moderne et laïc. À la réouverture du parc en 2009, les ankariotes ont pu constater que tous les restaurants et autres lieux servant de l'alcool avaient disparu. Autrement dit, la municipalité avait déclaré que le parc allait retrouver « l'identité des premières années de la République mais a ensuite créé des espaces qui n'ont pas grand-chose à voir avec cette identité². Quant à la rénovation des lieux au sein du parc, elle a agi de manière sélective et a abandonné l'idée de délocaliser le Luna Park mais a fermé les lieux de consommation d'alcool. Le parc devient un grand espace événementiel pendant l'Aïd al-Fitr, fête à l'occasion de laquelle sont organisés des concerts traditionnels soufis et des grands repas de rupture du jeûne (ABB 2013).



Quant à la Banque des villes dont le bâtiment se trouvait juste en face du parc, elle a été démolie malgré la mobilisation citoyenne massive pour sa protection et la décision du Conseil de protection de patrimoine de le déclarer œuvre de mémoire urbaine en tant que l'un des premiers bâtiments d'architecture moderne du début de la République. Il a été remplacé par une grande mosquée dominant les lieux, une première à Ulus.

Enfin, le déplacement du palais présidentiel de Çankaya vers la ferme forestière d'Atatürk est un autre exemple des tentatives d'effacer les traces de l'urbanisation républicaine des années 1930. Le manoir de Çankaya reste le haut lieu du pouvoir jusqu'en 2014 avant d'être abandonné par le Président Recep Tayyip Erdoğan qui a décidé la construction d'un immense campus présidentiel, très visible et imposant, construit sur le terrain de la ferme forestière créée par Atatürk en 1925. Ce changement de résidence est un acte symbolique fort marquant l'appropriation de l'espace et de la mémoire urbaine, en une démonstration de puissance politique face au père fondateur du régime républicain, en s'installant sur un espace qui était cher à ce dernier.

La construction du nouveau palais résidentiel et l'aménagement d'une double voie devant le palais impliquant la destruction de plus de quatre cents hectares de terrain arboré dans le parc agricole créé par Atatürk a engendré des contestations massives sans résultat pour autant.

Conclusion

Ces divers exemples témoignent des luttes politiques et symboliques qu'engendre très souvent l'appropriation de l'espace, surtout lorsqu'il s'agit de la ville-capitale. Selon Manuel Castells, la transformation de l'espace peut entraîner des conflits portant sur trois dimensions : le sens historique, la fonction urbaine et la forme spatiale (Castells 1983). Les exemples ci-dessus illustrent

Le nouveau palais présidentiel sur la ferme forestière d'Atatürk.

bien les types de conflit identifiés par Castells. Par exemple, il est évident que le nouvel emblème de la ville visait à évoquer l'islam et à donner à Ankara une identité religieuse (Ghulyan 2017). Toutefois, cette analyse néglige la représentation spatio-temporelle de l'ancien emblème. De fait, le soleil hittite était l'élément principal de l'historiographie et de la représentation de l'espace du régime nationaliste, laïque et kémaliste du début de la république, et à cet égard, son rôle n'est pas très différent du nouvel emblème d'Ankara, produit de la synthèse turco-islamique et de sa représentation spatiale et symbolique. En définitive, les deux sont les outils de deux idéologies différentes dans l'objectif d'attribuer une charge symbolique à l'espace urbain de la capitale. La nouvelle charge symbolique de la capitale correspond à certains éléments aujourd'hui valorisés : l'islam, l'héritage seldjoukide et ottoman, le nationalisme turc, la consommation.

> Gülçin Erdi

Chargée de recherche CNRS (HDR)

Chercheuse en affectation à l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) Istanbul

Membre de la MSH-CITERES

Bibliographie sélective

- Ghulyan H. (2017), *Mekânın Üretimi Kuramı Ve Türkiye'de Kentsel Mekânın Üretimi: Ankara Örneği (La théorie de la production de l'espace et de la production de l'espace urbain en Turquie : le cas d'Ankara)*, thèse de doctorat non publiée, Université d'Ankara.
- Çınar A. (2015), « State Building as an Urban Experience. The Making of Ankara » in Minkenberg M. (ed.), *Power and Architecture. The Construction of Capitals and the Politics of Space*, NY, Oxford: Berghahn, p. 227-260.
- Bilici F. (1989), « Révolution française, Révolution turque et fait religieux ». *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°52-53, pp. 173-185.
- Tankut G. (1993), *Bir Başkentin İmarı (Reconstruction d'une capitale)*, İstanbul: Anatar Kitaplar.

Tokyo, paradigme de l'étalement vertical

Reconcentration urbaine et redimensionnement des centralités ferroviaires tokyoïtes

Depuis la loi de renaissance urbaine de 2002 et sa révision en 2011, puis les Jeux olympiques et paralympiques de 2020, les espaces centraux de Tokyo ont connu une intense rénovation de leur bâti. Couplé au retour au centre de la population et à la mise en tourisme de la ville, le phénomène a conduit à augmenter la fréquentation des infrastructures de transport, notamment ferroviaires. Les gares et les quartiers de gare ont alors connu un intense redimensionnement sous la forme d'un « étalement vertical ». L'ampleur sans précédent du phénomène appelle une recherche pluridisciplinaire mobilisant des champs aussi variés que l'aménagement, la démographie, l'économie politique ou encore l'architecture et l'ingénierie. Conduite par l'équipe de l'axe 1 de l'UMIFRE 19, la recherche s'inscrit dans une tradition ancienne des études urbaines de l'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise.

Quinze ans de recherche urbaine française sur le Japon à l'UMIFRE 19

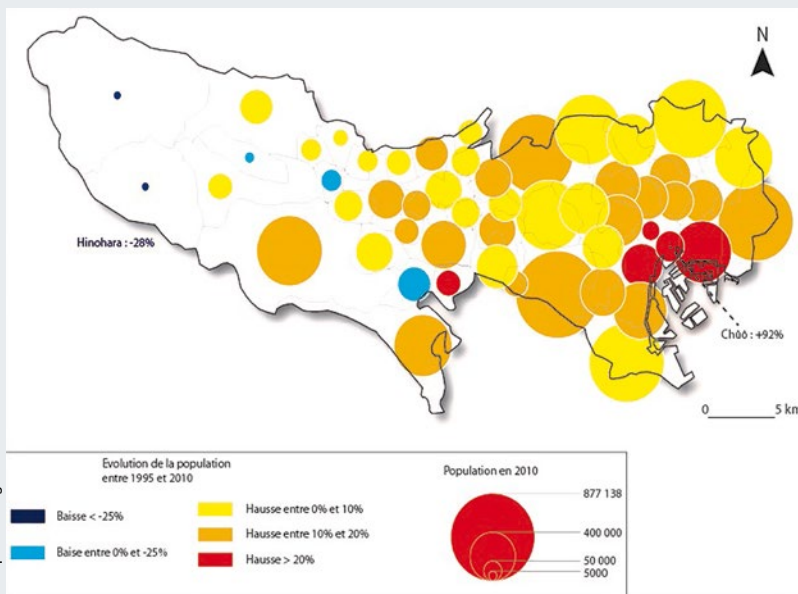
Créé en 1924 à Tokyo sous l'impulsion de Paul Claudel, l'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19) est devenu un centre incontournable de recherches en études urbaines est-asiatiques depuis les années 1980, dans le sillage de l'impulsion donnée par les travaux d'Augustin Berque sur la qualité de la ville. Après un reflux de l'attention portée au fait urbain dans les années 1990, les intenses bouleversements des grandes métropoles nippones au tournant des années 2000 réactivent l'intérêt des équipes françaises pour l'observation des dynamiques d'urbanisation au Japon, avec les travaux d'anciens pensionnaires de l'IFRJ comme ceux de Rémi Scoccimarro sur l'urbanisation du front de mer (2017-2021), mais aussi grâce à l'apport des chercheurs du CNRS, comme celui en économie immobilière et foncière de Natacha Aveline, ancienne directrice du bureau du CNRS à Tokyo à la fin des années 2000.

« L'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19) est devenu un centre incontournable de recherches en études urbaines est-asiatiques depuis 1980. »

Depuis 2021, l'essentiel des recherches urbaines de l'UMIFRE 19 sont conduites dans le cadre de son axe 1 *Mutations urbaines, dynamiques spatiales et aménagement des territoires*, sous la direction de Raphaël Languillon-Aussel. Cet axe est composé de 4 sous-axes, portant respectivement sur les *Jeux olympiques, accélérateurs d'urbanité contestés*, en partenariat avec de nombreuses institutions de recherche dont les universités de Meiji et de Strasbourg ; *les enjeux politiques des matériaux de construction en France et au Japon*, en partenariat avec le Service Science et Technologie de l'Ambassade de France au Japon et en collaboration étroite avec le réseau scientifique thématique Japarchi¹ ; *les enjeux immobiliers de la transition digitale, énergétique et foncière des espaces urbains*, en collaboration avec un consortium de bailleurs mené par l'Union Sociale de l'Habitat et la Caisse des dépôts ainsi que l'IRN trans-UMIFRE SustainAsia² ; et *les enjeux politiques, démographiques et urbanistiques de la métropolisation en France et au Japon* – sous-axe dans lequel s'inscrit l'étude

1. Porté par les universités de Waseda et de Lille, Japarchi est un réseau franco-japonais dédié à l'architecture et l'aménagement urbain en France et au Japon. Voir son site internet : <https://japarchi.fr/> (dernière consultation en septembre 2023).

2. L'IRN (International Research Network) SustainAsia est un programme trans-UMIFRE partagé par l'IFRJ-MFJ, le CEFC de Hong Kong, l'IRASEC de Bangkok, l'IF de Pondichéry et le CHS de New Delhi, auxquels s'ajoute l'UMR Paloc / IRD. SustainAsia est un projet sélectionné par le CNRS en août 2018 pour un financement sur cinq ans (2019-2023). Ce réseau scientifique interdisciplinaire travaille sur les enjeux environnementaux et de développement durable en Asie.



Évolution démographique des municipalités du département de Tokyo entre 1995 et 2010. Raphaël Languillon-Aussel. Source : Bureau des statistiques du Japon, 2014.

des dynamiques de redimensionnement des équipements ferroviaires et de l'étalement vertical du bâti des quartiers de gare, en partenariat avec le cercle de réflexion *Shiki no kai*³ et les universités de Paris-Dauphine, Tsukuba, Chuo et Hitotsubashi.

La politique de renaissance urbaine et le retour au centre des populations et des investissements à Tokyo

Le dégonflement de la Bulle financière en 1991 a conduit à une décennie de restructuration intense de la finance nippone, surnommée dans les médias la « décennie perdue ». Cette période a toutefois conduit à un reflux des prix fonciers et immobiliers du grand Tokyo, rendant les arrondissements centraux et le front de mer de nouveau accessibles pour les classes moyennes.

Encouragé à partir de 2002 par l'édiction de la loi de renaissance urbaine (*toshi saisei tokubetsu sochi hō*) qui détermine un zonage spécial incitatif dans lequel l'aménagement et des règles de construction sont assouplis, le mouvement de retour au centre des investissements immobiliers résidentiels et de la population a accentué trois processus urbains de grande ampleur : une forte croissance démographique et un rajeunissement des centres, suivis d'une remontée substantielle de la natalité ; une intense rénovation du bâti, sous la forme de tours résidentielles de grande hauteur et de tours mixtes qui, par effet ricochet, entraîne

Restructuration du quartier de Shibuya.



une hausse des besoins en infrastructures et services publics (écoles, routes, hôpitaux...) ; une contraction des périphéries, dont le vieillissement et le dépeuplement est causé en grande partie par le départ des populations les plus jeunes vers les centres urbains et une hausse de la mortalité des séniors.

Les années 2000 et 2010 sont ainsi marquées par un immense transfert démographique des périphéries urbaines vers les centres tokyoïtes, et par une (ré)urbanisation du front de mer et des espaces centraux de la capitale. Ces phénomènes s'observent dans les autres grandes métropoles nippones, à des degrés divers. Ce passage d'un urbanisme de pavillons péri-urbains à un urbanisme de tours résidentielles central-urbaines qui empile en hauteur l'équivalent des pavillons de banlieue sous la forme d'appartements en centre-ville relève d'un « étalement vertical » des cœurs métropolitains.

Les centralités ferroviaires en plein réaménagement

En raison de la croissance démographique des centres urbains, mais aussi de l'accroissement de l'offre commerciale des centres tokyoïtes

3. *Shiki no kai* (« les réunions des quatre saisons ») est un cercle de réflexion fondé par le professeur Sukehiro Hosono, et hébergé à l'IFRJ-MFJ. Il est composé de nombreux acteurs privés de l'aménagement urbain japonais, dont Mitsubishi Jisho, Mori Biru, Mitsui Fudosan, Tokyu Fudosan, Tokyo Tatemono et JR East Real Estate.

LE DOSSIER

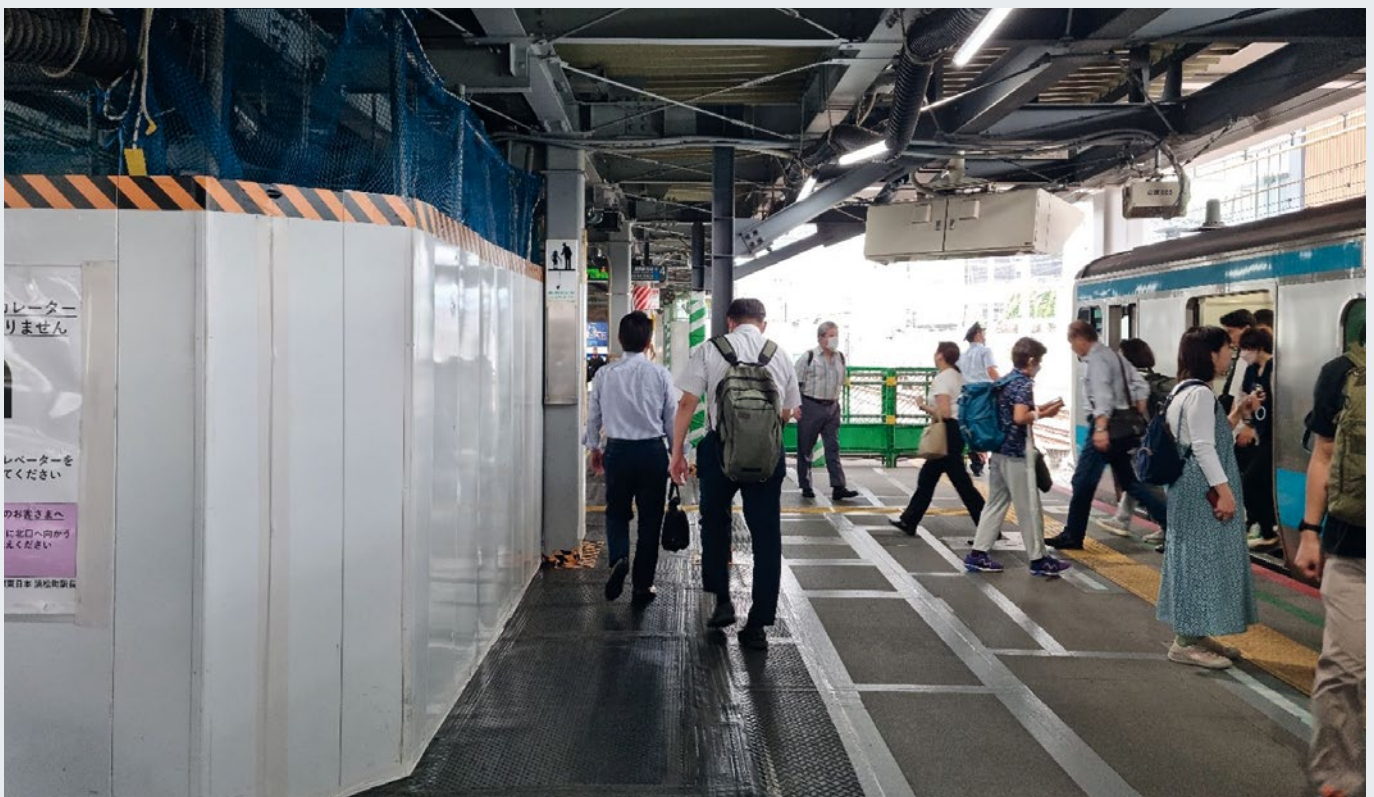
renovés par la politique de renaissance urbaine, ainsi que de la croissance spectaculaire du nombre de touristes dans le centre de Tokyo consécutivement à l'internationalisation du tourisme japonais dans les années 2010, la fréquentation ferroviaire du centre de la capitale japonaise connaît une hausse spectaculaire. L'ampleur du phénomène contraste avec le contexte national décroissant. La conséquence première de la hausse des trafics est le sous-dimensionnement des gares des arrondissements les plus centraux de Tokyo, au premier chef desquels se trouve ceux de Chiyoda, Chuo, Minato, Shinjuku et Shibuya.

La première gare à avoir été rénovée est celle de Tokyo (gare centrale), qui a bénéficié de la restructuration du quartier alentours de Marunouchi pour vendre aux propriétaires fonciers du secteur (en particulier à Mitsubishi Jisho, majoritaire à Marunouchi) la hauteur constructible inutilisée par le bâtiment ferroviaire historique. La manne financière ainsi obtenue a permis d'en réhabiliter la dimension patrimoniale, tout en réhaussant les hauteurs

des tours à proximité (et donc les surfaces de plancher construites).

L'autre grande gare ayant initié une intense opération de redimensionnement adossée à la rénovation et à la verticalisation de son quartier environnant est celle de Shibuya. Deuxième gare la plus fréquentée au monde avec plus d'un million de passagers par jour, la gare connaît une restructuration intense, largement impulsée par l'entreprise ferroviaire privée Tokyu, qui opère un agrandissement des quais, une croissance de l'offre commerciale, ainsi qu'une amélioration des connexions verticales (sous-sol et hauteur) et horizontales (connexion aux tours nouvellement livrées à proximité). Dans son sillage, d'autres grandes gares connaissent au tournant des années 2020 des travaux de redimensionnement : c'est le cas de celle de Shinjuku, hub ferroviaire le plus fréquenté du monde avec plus de trois millions de passagers par jour, dont la partie opérée par la JR East a été restructurée pendant les années covid. Le terminal opéré par la compagnie Odakyu est toujours en cours de reconstruction.

Élargissement des voies (visible entre les deux types de revêtement provisoire) et travaux dans la gare de Hamamatsucho.



© Raphaël Languillon, 22 septembre 2023.



La rénovation résidentielle se poursuit à Hamamatsucho.

© Raphaël Languillon, 22 septembre 2023.

Le phénomène de redimensionnement des infrastructures ferroviaires en accompagnement de la verticalisation et de la restructuration des quartiers de gare se diffuse à des nœuds moins importants au tournant des années 2020. C'est le cas de la gare de Hamamatsucho, terminal de la ligne vers l'aéroport de Haneda et gare de la ligne circulaire de la Yamanote, rendue trop petite par la croissance du nombre de touristes, mais aussi par celle du nombre de cols blancs travaillant dans les nouvelles tours mixtes qu'elle dessert, et par les nouveaux habitants des immenses condominium de luxe aménagés alentours à la fin des années 2010. La célèbre gare de Harajuku, sur la ligne Yamanote, a connu un sort encore plus radical, avec une destruction complète du bâtiment historique pour faire place un peu plus au sud à un bâtiment flambant neuf trois fois plus vastes, inauguré en mars 2020 en prévision des Jeux olympiques.

Enfin, le mouvement de restructuration ferroviaire a donné lieu à la création de nouvelles gares, qui fait le pendant à la fermeture de gares de certaines couronnes périurbaines en déclin. A Tokyo, la nouvelle gare de Takanawa Gateway a été inaugurée le 14 mars 2020. Trentième gare de la ligne Yamanote, il s'agit de la première gare construite par la JR East à Tokyo depuis plus de vingt ans. Originellement pensée pour désengorger la gare de Shinagawa des flux de voyageurs arrivant par l'aéroport de Haneda, l'infrastructure devait jouer un rôle clé lors des Jeux olympiques et paralympiques de 2020. La crise sanitaire du Covid 19 a toutefois éclipsé son inauguration.

Conclusion : quel avenir de « l'étalement vertical » japonais ? Vers la verticalisation de l'abandon résidentiel...

Alors que le mouvement de revitalisation démographique des centres, d'ouverture touristique du pays et de concentration des emplois dans les centres tokyoïtes se poursuit, le reste du Japon est entré en involution urbaine du fait du dépeuplement et du vieillissement accélérés d'une très grande partie du territoire. Spectaculaire, nul doute toutefois que l'étalement vertical des centralités métropolitaines et le redimensionnement des infrastructures ferroviaires n'accroissent le déclin des périphéries mais aussi, à terme, d'autres espaces centraux non-rénovés, conduisant à un aménagement en points chauds et en points froids de Tokyo.

Dans la perspective d'une accentuation du déclin à horizon 2050-2100, comment l'étalement vertical de Tokyo pourra-t-il contenir l'augmentation à venir du déclin démographique que les périphéries connaissent actuellement dans une version horizontale, avec la multiplication du phénomène de maisons vides (*akiya*) ? Un champ futur de la recherche urbaine au Japon portera sans doute sur la verticalisation de la vacance résidentielle dans les centralités rattrapées par l'inexorable chute démographique du pays.

Restructuration de l'offre de bureaux à Hamamatsucho. Le cas de la rénovation du site du World Trade Center, ici après destruction complète.

➔ **Raphaël Languillon-Aussel**
Institut français de recherche sur le Japon
à la Maison franco-japonaise UMIFRE 19



© Raphaël Languillon, 22 septembre 2023.

Les stratégies de développement des villes en Tunisie : de nouvelles modalités de faire la ville ?

En Tunisie, la fabrique des territoires urbains a été, jusqu'au début des années 2000, essentiellement portée par les acteurs publics centraux et déconcentrés, et ce par le biais d'instruments de planification et d'aménagement élaborés par ces derniers.

L'avènement des grands projets urbains financés et mis en œuvre par des investisseurs des pays du Golfe n'a pas permis d'élargir les négociations en matière d'aménagement urbain¹, bien au contraire, dans la mesure où ces projets étaient validés par des commissions *ad hoc* dont étaient également exclus les acteurs locaux et les professionnels de la ville.

L'action publique urbaine était donc caractérisée par une centralisation des processus décisionnels, les acteurs locaux n'ayant aucune marge de manœuvre leur permettant d'agir sur le développement de leurs territoires et ne faisant qu'entériner les décisions prises en amont, que ce soit dans le cadre de projets « publics » ou de projets qui sont le fait d'investisseurs étrangers². Les soulèvements populaires de 2011 en Tunisie ont mis les questions de justice socio-spatiale et d'équité dans l'accès aux services urbains et aux ressources territoriales au cœur des préoccupations des acteurs politiques d'une part, et des professionnels et des acteurs locaux d'autre part. En effet, les revendications des populations ont porté sur le devant de la scène publique les problématiques de développement territorial et de gouvernance locale. De nouvelles modalités de « faire la ville » ont émergé à l'initiative de bailleurs de fonds, présentées

comme des alternatives aux modalités de planification classique, permettant une meilleure compréhension et traduction des enjeux territoriaux et des besoins des citoyens. Basées sur une coopération étroite entre les communes, les acteurs déconcentrés, les associations et les habitants, les stratégies de développement des villes (SDV) ont inauguré de nouvelles approches de fabrique des territoires.

« Les soulèvements populaires de 2011 en Tunisie ont mis les questions de justice socio-spatiale et d'équité dans l'accès aux services urbains et aux ressources territoriales au cœur des préoccupations des acteurs politiques, des professionnels et des acteurs locaux. »

Un processus concerté et porté par l'ensemble des acteurs du développement local

Avec la promulgation de la constitution tunisienne en 2014, qui consacrait son chapitre 7 au pouvoir local et qui a doté les communes de compétences propres et partagées avec l'État, et qui a instauré les principes de la démocratie participative et de la gouvernance ouverte, de nouvelles modalités d'action publique territoriale ont été expérimentées. Des communes tunisiennes ont bénéficié de divers projets à l'initiative d'acteurs de la coopération urbaine en Méditerranée, dans lesquels le rôle des villes est central et la planification stratégique participative appréhendée comme un outil de démocratisation locale et de réforme de la gouvernance urbaine³. Portées par des bailleurs de fonds, ces différentes initiatives correspondent à une circulation des savoirs à l'échelle

1. P.-A. Barthel, « Faire du "grand projet" au Maghreb. L'exemple des fronts d'eau (Casablanca et Tunis) », *Géocarrefour*, vol. 83-1, 2008, 25-34.

2. H. Ben Othman, *Action publique et projet urbain dans le Grand Tunis : Politiques, acteurs et enjeux*, Tunis, Ecole Nationale d'Architecture et d'Urbanisme, thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, 2017, 640 p.

3. S. Ripoll, *Le rêve d'une Méditerranée des villes : Entre développement et démocratie (années 1960 - années 2010)*, Université de Lyon, thèse de doctorat en Science politique, 2022, 524 p.



© Site de Cities Alliance
(<https://medcities.org/fr/project/madinatouna/>)

méditerranéenne, qui vise l'instauration de nouvelles modalités de gouvernance et de bonnes pratiques, allant dans le sens d'une démocratisation de la Méditerranée par ses villes, dans un contexte post-soulèvements populaires où ont été expérimentées de nouvelles modalités de fabrique territoriale.

Réunion des partenaires techniques et financiers.

d'un nouveau contexte qui replace la commune au cœur de l'action publique liée au développement local, et qui adopte les principes de démocratie participative et de gouvernance ouverte dans l'élaboration des projets de développement et d'aménagement.

Les communes comme animateur du développement local

Une des expériences les plus édiifiantes de cette décennie a été celle des Stratégies de développement des Villes (SDV) dont ont bénéficié huit communes tunisiennes (Béja, Jendouba, Gabès, Kairouan, Médenine, Msaken, Sidi Bouzid et Tataouine) à partir de 2017. Elle a été mise en place par *Cities Alliance*⁴ conjointement avec d'autres bailleurs, sa coordination a été assurée par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), avec la collaboration de la GIZ, de MedCities, de CILG VNGi et la Fédération Nationale des villes tunisiennes, dans le cadre du projet *Madinatouna*. Elle visait d'une part à renforcer et à diffuser les initiatives de planification urbaine stratégique en Tunisie et, d'autre part, à institutionnaliser une approche territoriale où les différents acteurs du développement d'un territoire planifient de manière intégrée et complémentaire le développement de leur ville. Ces projets ont ainsi amorcé de nouvelles modalités de planification du développement territorial, à un moment où les questions liées à la gouvernance des territoires locaux représentaient un enjeu pour les professionnels et pour les chercheurs travaillant sur la question. Les SDV ont bénéficié

Le portage a été assuré par la Fédération Nationale des Villes Tunisiennes, association qui représente les communes tunisiennes et le ministère des Affaires locales et de l'Environnement, avec un comité de pilotage et de coordination associant les services déconcentrés des différents ministères et les représentants de leurs agences techniques et financières qui contribuent au développement local, les acteurs économiques dont les représentants de syndicats patronaux et les investisseurs, les associations actives sur le territoire local et d'autres composantes

Présentation de la méthodologie des Huit SDV- Cities Alliance.

© IFPO

4. *Cities Alliance* est un partenariat mondial qui lutte contre la pauvreté urbaine et soutient les villes dans leur développement durable. Pour gérer ses activités, l'Alliance des villes gère un fonds multi-donateurs dont le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) est l'hôte et l'administrateur.

LE DOSSIER

de la société civile (Union générale des Travailleurs tunisiens, des universitaires ou des personnes-ressources, comme des chercheurs, des enseignants, des experts et spécialistes des thématiques abordées).

Ces acteurs ont suivi l'ensemble du processus des études menées, qui se décline en cinq phases principales :

- La conduite d'un diagnostic territorial partagé et validé par les différents acteurs, portant sur les principales données territoriales, démographiques, économiques, financières et administratives, et sur le système de gouvernance dans la commune ;
- Le croisement des données collectées pour identifier les défis et enjeux pertinents du territoire et la mise en place des ateliers thématiques de priorisation de ces défis ;
- L'identification des objectifs et des lignes stratégiques, et la formulation d'une vision partagée qui permette de fédérer tous les partenaires et acteurs ;
- La traduction des lignes stratégiques de la SDV en programmes et en projets destinés à être mis en œuvre et échelonnés par rapport à l'horizon temporel ;
- La rédaction de fiches projets qui définissent les responsabilités, les ressources financières et la durée de réalisation de chaque programme et/ou projet identifié, en tant que projets structurants ou à court terme.



Atelier de priorisation-SDV de Béja.

Journée de sensibilisation des jeunes aux objectifs du développement durable-SDV Madinatouna.

Au-delà de l'aspect technique de ces stratégies et du renforcement des capacités techniques dont les communes ont pu bénéficier, c'est le changement des modalités de fabrique du territoire qui est intéressant à mettre en exergue et qui augure de nouvelles approches fondées sur la concertation, la transversalité des analyses et une vision prospective du territoire qui dépasse les clivages sectoriels.

Une approche territorialisée et transversale

D'une planification verticale et technocratique du territoire, fondée sur un diagnostic certes thématique mais n'impliquant pas les différents acteurs, l'expérience des SDV a inauguré de nouvelles modalités en élargissant le cercle de prise de décision aux acteurs déconcentrés et à la société civile, et en adoptant des thématiques transversales qui s'appuient sur les piliers du développement durable. Les thématiques liées à l'urbain, aux caractéristiques sociales et économiques et à la gouvernance ne sont pas traitées uniquement à partir d'études et d'un travail de terrain, mais également de réflexions nourries et ensuite validées par les différents acteurs concernés, lors d'ateliers de réflexion et de réunions thématiques. Cela permet l'appropriation des résultats par les acteurs et une connaissance plus fine du territoire appréhendé. Le processus est porté localement par la commune, ce qui a permis de la remettre au cœur de l'action publique territoriale, avec un rôle de planificateur et d'« animateur » du



Source : Mme Raoudha Ammari, Experte SDV, Cités Alliance.

© IFPO

développement local, alors que ses compétences se limitaient jusque-là à la gestion des services urbains et à une participation aux études urbaines, sans marge de manœuvre réelle pour leur lancement ni leur approbation.

Une vision stratégique du territoire dépassant les clivages sectoriels

La construction d'une vision stratégique du territoire qui soit partagée par les différents acteurs a d'abord permis de doter la commune d'une feuille de route à court, moyen et long terme. Elle s'apparente à un document de « marketing » territorial identifiant les potentialités et les projets de développement, dans un contexte de rareté des financements publics. Ce document a également donné la possibilité de mieux comprendre les enjeux territoriaux, de fédérer les actions des différents intervenants sur ce territoire, et d'offrir une panoplie de projets opérationnels détaillés, à mettre en œuvre en partenariat avec l'État, les acteurs privés, les bailleurs ou la société civile. Les différentes planifications liées au territoire, qu'elles soient spatiales (plans d'aménagement urbain), économiques (projets quinquennaux programmés à une échelle régionale) ou financières (budgets annuels des communes) peuvent être déclinées à partir des orientations stratégiques développées, avec un portage assuré par les acteurs impliqués dans le processus des SDV.

Conclusion

Ces expériences de planification stratégique ont constitué les prémices d'une vision prospective du développement territorial, selon des méthodologies prônant des approches participatives et transversales du développement. Mais cet instrument n'est pas institutionnalisé : en effet, il ne fait pas partie des outils de planification prévus par les codes et les lois en vigueur. Il manque donc de légitimité, et sa mise en œuvre demeure pleinement dépendante de l'engagement des acteurs locaux et des acteurs déconcentrés à le porter et à en programmer les volets opérationnels, et du financement octroyé par les bailleurs de fonds internationaux.

Aujourd'hui, avec la remise en question du rôle et des compétences des communes à l'échelle locale, et dans un contexte de pénurie des financements, tout l'enjeu est de reproduire au sein d'autres communes les méthodologies prônées lors de cette expérience, et de les pérenniser dans les textes juridiques à l'occasion de la révision en cours du code d'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

➤ **Hend Ben Othman,**
architecte urbaniste, Chercheuse à l'IRMC Tunis

Poster de présentation de la SDV de Medenine.

STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE MEDENINE A L'HORIZON 2030

VISION DE LA VILLE DE MEDENINE A L'HORIZON 2030

1. MEDENINE est une ville **inclusive** et responsable (sur le plan social et environnemental). Elle est caractérisée par une **harmonie urbaine** qui valorise son patrimoine et met en avant une **mobilité durable**. Appuyée sur une société civile active et impliquée, des acteurs institutionnels engagés et un **capital humain** qualifié, Medenine réussit à concilier un **secteur commercial** organisé et une valorisation de ses **ressources naturelles** au service de son développement et rayonnement régional.

QU'EST-CE QUE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE (SDV) ?

1. La SDV est un document de planification locale stratégique à l'horizon 2030. Elle définit une vision, identifie des axes stratégiques de développement, et propose un plan d'action global autour des programmes et projets à court, moyen et long terme en vue du développement durable du territoire, l'amélioration du niveau de vie de l'ensemble des citoyens, le renforcement de la cohésion sociale et l'inclusivité.

2. Un document élaboré de manière participative par des représentants des acteurs ruraux et citoyens, est engagé et dans le développement durable de la ville de Medenine.

Localisation des ODD

La SDV de Medenine a permis d'intégrer les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 en faisant un effort d'adaptation au contexte local de la ville de Medenine. Les ODD appartiennent à un agenda global de développement durable pour la planète auquel la Tunisie a adhéré et s'est engagée à mettre en place.

PROCESsus DE ELABORATION DE LA SDV

43 projets identifiés sur 3 plans d'actions :

- Plan d'actions : 25 projets sur le court terme (moins de 3 ans)
- Plan d'actions : 12 projets sur le moyen terme (3 à 5 ans)
- Plan d'actions : 6 projets sur le long terme (plus d'une décennie supérieure à 5 ans)

ETAPES

ETAPES 1 MISE EN ŒUVRE, SUIVI ET EVALUATION

Des financements et ressources ont été affectés dans le cadre de la SDV et ses projets.

ETAPES 2 PLAN D'ACTION

Définir les lignes et objectifs stratégiques en programmes et projets en fonction des citoyens.

ETAPES 3 CADRE STRATEGIQUE DE LA VILLE

Définir la vision de la ville, ses lignes et ses objectifs stratégiques priorisés pour le développement durable de la ville à l'horizon 2030 en concertation avec les citoyens et acteurs.

5 axes stratégiques et 19 finalités identifiés.

100 objectifs stratégiques priorisés.

ETAPES 4 LANCEMENT DU PROCESSUS DE LA SDV

Mettre en place les structures chargées de la planification et du suivi de la SDV.

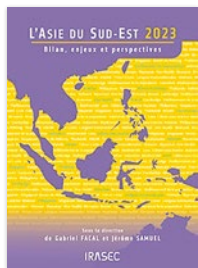
En partenariat avec : [Logos des partenaires]

Avec le soutien financier de : [Logos des financeurs]

Source : Mme Raoudha Ammari, Experte SDV Medenine, Cities Alliance.

Publications de 2023

Les productions des différentes UMIFRE sont consultables sur le portail dédié umifre.fr. Retrouvez également les publications des UMIFRE sur OpenEdition (OpenEditionBooks, Hypotheses.org) et HAL.SHS.



IRASEC- Bangkok

L'Asie du Sud-Est 2023
Bilan, enjeux et perspectives
Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.)
IRASEC, Bangkok, 2023



CEDEJ - Le Caire

Atlas de l'Égypte contemporaine
Hala Bayoumi et Karine Bennafla (ed.)
Hors collection
CNRS Éditions, 2023



CEFC- Hong Kong

Dossier : Interroger l'exemplarité culturelle : deux décennies de pratiques du patrimoine immatériel
Perspectives chinoises, 2023 | CEFC



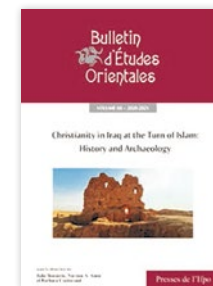
IRMC- Tunis

Le soufisme en Europe
Islam, Esotérisme et New Age
Francesco Pirano
IRMC-Karthala, 2023



IFEA- Lima

Palabras clave de la sociedad y la cultura incas
César Itier
Tomo 371, 2023
Instituto Francés de Estudios Andinos (IFEA), 2023



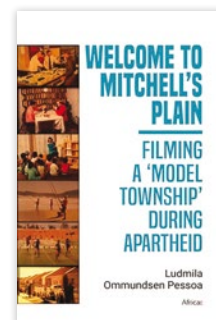
IFPO- Beyrouth

Christianity in Iraq at the Turn of Islam: History and Archaeology
Bulletin d'études orientales (BEO) volume 68, 2020-2021
Presses de l'Ifpo, 2023



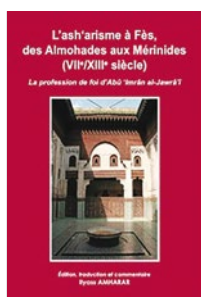
Ifp Pondichéry

Vidhiviveka of Maṅḍanaśra with its commentary Nyāyakaṇikā of Vācaspatimīśra and its commentaries Juṣadhvaṅkaraṇī and Svaditāṅkaraṇī of Pārameśvara
Critically edited from available manuscripts, testimonia and paraphrases by Elliot M. Stern
Institut Français de Pondichéry / École française d'Extrême-Orient, 2023



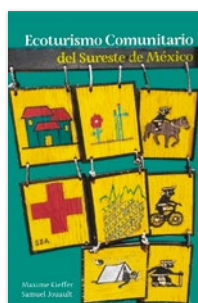
IFAS Recherche Johannesburg

Welcome to Mitchell's Plain: Filming a 'Model' Township during Apartheid
Ludmila Ommundsen Pessoa
AfricaE, « Monographs », 2023



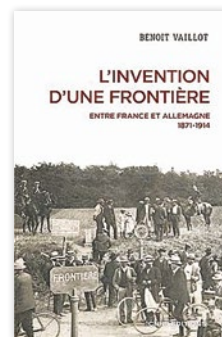
CJB Rabat

L'ash'arisme à Fès, des Almohades aux Mérinides (VII^e/XIII^e siècle)
La profession de foi d'Abû 'Imrân al-Jawrâ'î
Ilyass Amharar
Description du Maghreb
Centre Jacques-Berque, 2022



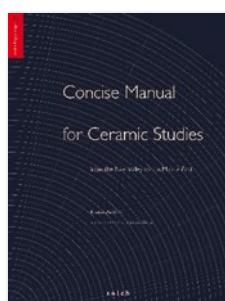
CEMCA

Ecoturismo comunitario del sureste de México
Maxime KIEFFER y Samuel JOUAULT
CEMCA | ENES Morelia-UNAM, 2022



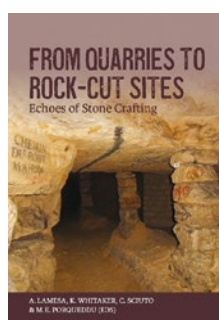
CMB Berlin

L'invention d'une frontière Entre France et Allemagne, 1871-1914
Benoit Vaillot
CNRS Editions, 2023



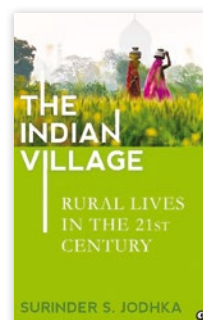
SFDAS

Concise Manual for Ceramic Studies
Romain David (dir)
Collection « Études d'égyptologie », n° 24
Soleb, 2023



IFEA Istanbul

From Quarries to Rock-cut Sites. Echoes of Stone Crafting
Anaïs Lamesa
Sidestone Press, 2023



CSH New Dehli

The Indian Village Rural Lives in the 21st Century
Surinder S. Jodhka
Aleph Book Company, 2023

LA REVUE INTER-UMIFRE D'AFRIQUE

Sources. Matériaux & terrain en études africaines
Varia no°6 | 2023

Qu'est-ce que les photographes et leurs images donnent à voir des Afriques ? Ce numéro spécial invite à analyser les représentations du monde social que produisent et diffusent des photographes, professionnels ou amateurs, chercheurs, chercheuses ou non, africains, africaines ou non. Les articles présentent de nombreuses photographies, témoignant de l'ancienneté de cette pratique comme de sa vitalité contemporaine. Ils interrogent ce qui est montré, ce qui est montrable, mais aussi les images qui ne sont pas ou plus là. Interroger l'absence d'images invite à saisir l'ensemble du processus photographique depuis la prise de vue jusqu'à la diffusion. Ce numéro interroge d'une manière réflexive des démarches de recherche qui utilisent la photographie comme « médium d'expression du sensible », en entendant dans le « sensible » aussi bien ce qui est difficile, délicat (comme dans les « terrains sensibles »), que ce qui est chargé d'affects. À l'intersection d'un travail « avec », « sur » ou « en » image, il s'agit de défendre la photographie comme une méthode à part entière de la recherche.



Bienvenue à...



Thomas GARCIN

UMIFRE : IFRJ

Votre laboratoire de recherche d'origine :

Centre de recherche sur les civilisations de l'Asie orientale (CRCAO, UMR 8155)

Un de vos ouvrages marquants :

Mishima, *Écrits sur le théâtre* (2023, Éditions Akatombo) – traduit du japonais par Anne Bayard-Sakai, Patrick De Vos, Thomas Garcin, Alice Hureau, Corinne Quentin et Cécile Sakai.

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

Consolider l'identité de l'UMIFRE en tant que laboratoire de recherche (meilleure insertion des chercheurs associés, organisation de journées du laboratoire, mise en place d'axes de recherche transdisciplinaires) ; renforcer les coopérations avec les universités japonaises et les partenaires régionaux (EFEO, UMIFRE d'Asie, réseau culturel de l'Ambassade, etc.) ; renouer avec un rythme d'activité comparable à celui de la période pré-covid (une quinzaine d'événements par trimestre) ; moderniser les outils numériques.



Benjamin TAUNAY

UMIFRE : CEFC

Votre laboratoire de recherche d'origine :

Centre d'histoire des sociétés des sciences et des conflits (CHSSC -EA 4289)

Un de vos ouvrages marquants :

Les Chinois à la plage en Chine, L'Harmattan, Collection Recherches Asiatiques, 2021.

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

Développer l'expression scientifique collective, approfondir la formation des jeunes chercheurs, relancer les recherches de terrain suite à la réouverture de la Chine, créer et animer un réseau sur l'influence de la Chine dans le Monde (Chine-Monde).



Jay ROWELL

UMIFRE : CMB

Votre laboratoire de recherche d'origine :

Société, acteurs et gouvernement en Europe (UMR SAGE 7363)

Un de vos ouvrages marquants :

Jay Rowell, Michel Mangenot (eds.), *"A political sociology of the the European Union: Reassessing constructivism"*, Manchester, Manchester University Press, 2016.

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

Renforcer le nouveau pôle thématique "Énergie, climat, environnement". Approfondir nos coopérations scientifiques en Europe centrale et orientale ainsi qu'avec le Moyen Orient et l'Afrique. Inscrire les recherches franco-allemands dans une perspective transnationale et européenne. Accroître la visibilité du CMB auprès du public et des décideurs (podcast, manifestations, événements...).



Irène FAVIER

UMIFRE : IFEA - Andes

Votre laboratoire de recherche d'origine :

Laboratoire de recherches historiques Rhône Alpes (UMR 5190)

Un de vos ouvrages marquants :

Irène FAVIER, *Le Pérou et ses confins amazoniens. Le cas du Haut Marañón (1946-2009)*.

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

Conclure la mise en fonctionnement du nouveau lieu : dynamiser la diffusion des ouvrages de l'IFEA. Une ligne scientifique commune se dessine sur les questions socio-environnementales, les liens entre arts et sciences sociales, les thématiques de recherches partagées et empêchées, l'apprentissage des langues autochtones en vue de la réalisation des terrains. Appliquer la politique de tolérance zéro promue par les tutelles en matière de violence de genre.



François-Xavier FAUVELLE

UMIFRE : CRFJ

Votre laboratoire de recherche d'origine :

Collège de France, Paris ; TRACES Université de Toulouse Jean-Jaurès

Un de vos ouvrages marquants :

Penser l'histoire de l'Afrique (CNRS Editions, 2022)

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

Après seulement un mois de séjour à Jérusalem, les attentats terroristes qui ont frappé les Israéliennes et Israéliens le 7 octobre sur leur propre territoire et l'état d'instabilité accrue dans lequel est entrée la région ont transformé radicalement sa mission de directeur. Celle-ci consistera désormais à reconstruire, autant qu'à amplifier et diversifier, les actions de recherche de la France en Israël dans les domaines de l'archéologie, de l'histoire et des sciences sociales du contemporain.

Bonne continuation à...



Sophie DULUCQ (IFAS-recherche)
et **Jakob VOGEL** (CMB)

Vous avez passé quatre années en tant que Directrice de l'Institut français d'Afrique du Sud - Recherche (IFAS-Recherche) à Johannesburg et Directeur du Centre Marc Bloch (CMB) à Berlin. Quels programmes de recherche y avez-vous menés ?

Sophie DULUCQ : Les quatre années passées à la direction de l'UMIFRE ont été, évidemment, perturbées par la pandémie mondiale. Pour autant, plusieurs programmes ont été lancés et/ou poursuivis au cours du mandat. Parmi la diversité des disciplines, et en parallèle à bien d'autres projets, deux actions méritent d'être signalées.

La première est une enquête collective conduite en 2020 en coordination avec une équipe de politistes et de sociologues de l'Université de Johannesburg dirigée par Chaymaa Hassabo : il s'agissait de mesurer à chaud l'impact de la crise sanitaire — et notamment des divers confinements — sur les travailleurs informels. Cette enquête a donné lieu à une journée d'étude en novembre 2020. Parallèlement à ce travail de terrain, l'UMIFRE a conçu et produit un film documentaire de 22 minutes : "What am I going to eat tomorrow?" Informal workers during the Covid-19 pandemic in Johannesburg. Ce film

donne la parole à ces travailleurs et permet de comprendre de façon concrète comment la pandémie de Covid-19 a eu un impact sur leur quotidien. Il est en ligne sur la chaîne YouTube de l'IFAS-Recherche.

La seconde est un programme de recherche portant sur le riche patrimoine textile de l'Afrique australe, et explorant la manière dont les travaux d'aiguille constituaient un lieu improbable d'expression des voix « subalternes » (minorités économiques, de genre, etc.). Un ouvrage collectif est en préparation à Wits University Press.

Jakob VOGEL : Si on dirige un centre de recherche comme le Centre Marc Bloch à Berlin qui réunit aujourd'hui plus de 240 chercheurs tous statuts confondus, il n'est guère possible de mener des projets de recherches personnels : on est plus impliqué dans la gestion du personnel et des chercheurs ainsi qu'occupé par les contacts institutionnels avec les tutelles et partenaires sur place et à l'étranger, mais on peut initier des projets collaboratifs aussi bien au Centre qu'avec les partenaires. Parmi ces projets collaboratifs, je citerai surtout la mise en place d'un pôle de recherche interdisciplinaire sur les sociétés européennes face au défi écologique, au changement climatique et à la crise énergétique. Ce thème est devenu un des axes de recherche majeur du CMB et a donné lieu à un grand nombre de manifestations et de partenariats ces dernières années. En tant qu'historien, j'ai continué les collaborations avec d'autres collègues autour de questions sur la mémoire coloniale de l'Europe ainsi que des questions de provenance et de restitution éventuelle d'objets qui se trouvent dans les musées européens depuis l'époque coloniale.

Quels sont vos projets et vos perspectives de recherche pour les prochaines années ? Quel rôle l'IFAS-Recherche et le CMB ont-ils joué dans votre carrière et ses perspectives ?

Jakob VOGEL : Les cinq années passées à la tête du CMB m'ont permis de continuer ma carrière entre nos deux pays, la France et l'Allemagne, tout en ouvrant les perspectives de collaborations

ARRIVÉES ET DÉPARTS

au-delà du périmètre binational, avec des institutions de recherche et universités en Grande-Bretagne, en Italie ou au Sénégal. Certaines de ces collaborations vont sans doute persister au-delà de mon mandat.

Sur le plan thématique, en tant qu'historien de l'Europe du XIX^e et XX^e siècle, je vais poursuivre les réflexions sur les chemins de la mémoire coloniale européenne, qui me passionnent depuis mes études. C'est un thème particulièrement important dans le débat public actuel de nos deux pays mais aussi sur le plan mondial. La coopération scientifique franco-allemande peut jouer dans cette constellation un rôle important pour décloisonner les débats nationaux et donner de nouvelles impulsions sur le plan européen et international. Une autre question va sans doute continuer à m'occuper les prochaines années : le thème des sociétés face au défi écologique et le changement climatique : les discussions des dernières années avec mes collègues au CMB m'ont beaucoup inspiré et vont orienter mes recherches vers l'histoire environnementale.

Sophie DULUCQ : Je souhaite me consacrer à une étude micro-historique portant sur le lieu de sépulture d'un personnage bien connu, Cecil Rhodes. Ce mausolée à la gloire de l'empire, situé dans les Matobo Hills (alors en Rhodésie du Sud) – tout à la fois grandiose et grandiloquent – constitue à la fois un « lieu de mémoire » et un « nœud de l'histoire » pour le Zimbabwe post-colonial. La possibilité d'un séjour durable en Afrique australe, à la tête de l'IFAS-Recherche, a été déterminante puisque j'ai été amenée à m'intéresser à une région dont je n'étais pas a priori spécialiste à mon arrivée à Johannesburg.

À l'IFAS-Recherche et au CMB vous avez dirigé un centre qui, tout en menant une recherche indépendante, est aussi un instrument de la diplomatie scientifique de la France. Comment ces deux dimensions se sont-elles articulées ?

Sophie DULUCQ : L'articulation, parfois délicate, a opéré à plusieurs reprises, par exemple avec l'accompagnement par l'UMIFRE de diverses équipes de paléosciences portées par la Commission des Fouilles du MEAE ou le soutien d'un programme de fouilles archéologiques en Angola, fer de lance de la coopération culturelle

conduite par le SCAC de Luanda. Un autre exemple concerne le « Forum régional » d'octobre 2022 (« Paths of Democracy »), durant lequel l'IFAS-Recherche a été mis à contribution et a organisé un panel sur les liens entre l'accessibilité des archives et la démocratie.

Jakob VOGEL : Si le CMB s'intègre depuis sa création dans les réseaux de la diplomatie scientifique française, sa structure binationale lui donne un statut à part au sein du réseau des UMIFRE. Ce caractère binational est à la fois un grand atout pour le Centre qui fédère d'excellents chercheurs des deux pays dans une dynamique de recherche unique sur le plan international mais aussi un défi quotidien. En effet, le rôle à la tête du Centre Marc Bloch consiste aussi à expliquer continuellement aux partenaires les particularités, atouts et contraintes de la politique scientifique de chaque pays. Dans la pratique, tout en laissant aux chercheurs l'initiative de leurs recherches, les tutelles françaises et allemandes s'accordent sur les grands axes de la recherche du Centre. Cela dans le cadre d'un dialogue étroit avec son conseil scientifique et la direction, une pratique qui a donné d'excellents résultats à ce jour.

Comment, à l'avenir, envisagez-vous de collaborer avec l'IFAS-Recherche et le CMB, sur le plan de vos recherches personnelles, mais aussi d'un point de vue institutionnel ?

Jakob VOGEL : Comme beaucoup de mes collègues qui sont passés par le CMB, je poursuis maintenant ma collaboration en tant que chercheur associé du Centre, notamment sur le thème de la mémoire coloniale mais aussi sur d'autres projets développés les dernières années. Je garde donc, comme on le dit en allemand, encore « une valise à Berlin ».

Sophie DULUCQ : À titre personnel, j'envisage de revenir régulièrement en Afrique australe, peut-être par le biais d'un SMI (Soutien à la mobilité internationale) du CNRS. Sur un plan institutionnel, j'envisage l'invitation dans mon université (Université de Toulouse – Jean Jaurès) de collègues sud-africains.

Nos unités sont de véritables outils de diplomatie scientifique

Le réseau des instituts français recherches en sciences humaines et sociales à l'étranger s'est réuni le 30 mai 2023 au campus Condorcet à Paris.

Sous la cotutelle du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et du CNRS, le réseau des Unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE) est présent dans plus de 30 pays sur tous les continents avec 25¹ centres de recherche en sciences humaines et sociales. Portant autant sur les civilisations passées que sur leurs transformations actuelles, les recherches de ces unités contribuent à l'avancée des connaissances sur des thématiques englobant toutes les disciplines des SHS et beaucoup d'autres enjeux globaux tels que le climat, le développement durable ou encore la transition démographique. Leurs missions : produire de la recherche, la valoriser, faire de la formation et participer à la décision publique.

C'est pour mettre en avant ce réseau exceptionnel que le MEAE, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) et le CNRS, a organisé une journée inter-UMIFRE au Campus Condorcet, à Aubervilliers le 30 mai. « Il s'agissait d'affirmer la place des UMIFRE dans le paysage de l'ESR français – notamment dans le renouvellement des viviers de chercheurs – et de renforcer partout où cela est possible le réflexe 'équipe France' lorsque l'on est à l'international », décrit Matthieu Peyraud, directeur de la diplomatie d'influence au MEAE.

Une centaine de personnes ont répondu à l'invitation – directrices et directeurs d'UMIFRE, chercheuses et chercheurs en SHS ou encore agents du MEAE – pour une journée

rythmée de tables rondes sous la thématique des « atouts des UMIFRE ».

Recherche en terrains sensibles

« Cette journée est venue confirmer la vocation centrale de nos UMIFRE : faciliter l'accès des chercheurs en SHS à leurs objets d'études à l'étranger, de plus en plus remis en cause par des terrains devenus inaccessibles », décrit Matthieu Peyraud. Une idée partagée par Myriam Catusse, directrice de l'Institut français du Proche-Orient (IFPO) dont les recherches couvrent cinq pays : le Liban, la Jordanie, les Territoires palestiniens, l'Irak et la Syrie. « Avec la guerre en Syrie depuis

Le Centre français des études éthiopiennes basé à Addis-Abeba en Éthiopie est héritier de près d'un siècle de coopération scientifique franco-éthiopienne.



1. Il existe 27 Institut français de recherche à l'étranger (IFRE) mais seul 25 ont la cotutelle MEAE/CNRS : ce sont les unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE).

ÉVÉNEMENTS

2011 et la rupture des relations franco-syriennes, il a fallu réorganiser le travail de l'ensemble de nos chercheurs, privés d'accès au 'terrain'. Nous nous sommes appuyés sur nos partenariats et travaux précédents pour publier ce qui était possible de l'être et poursuivre la recherche par d'autres moyens », explique Myriam Catusse décrivant comment l'IFPO a déployé de nouvelles méthodes de recherche sur la Syrie en guerre sans accès au terrain grâce aux enquêtes aux frontières ou encore aux données numériques, mais également comment l'institut et ses partenaires ont structuré des réseaux de soutien à la recherche syrienne en exil. « On voit les mêmes réflexes au sujet de l'Ukraine, de la Russie, du Yémen ou du Soudan », souligne-t-elle. « Le réseau permet l'émergence d'alternatives dont les UMIFRE ont su se saisir : la recherche en pays limitrophes permettant de garder le contact avec le terrain du fait de la proximité ; la recherche déléguée à des chercheurs locaux avec toutes les limites que cela implique ; ou encore la recherche à distance permise par les outils numériques et la circulation des données, mais qui souffre de l'absence de contact sur place », rappelle Matthieu Peyraud.

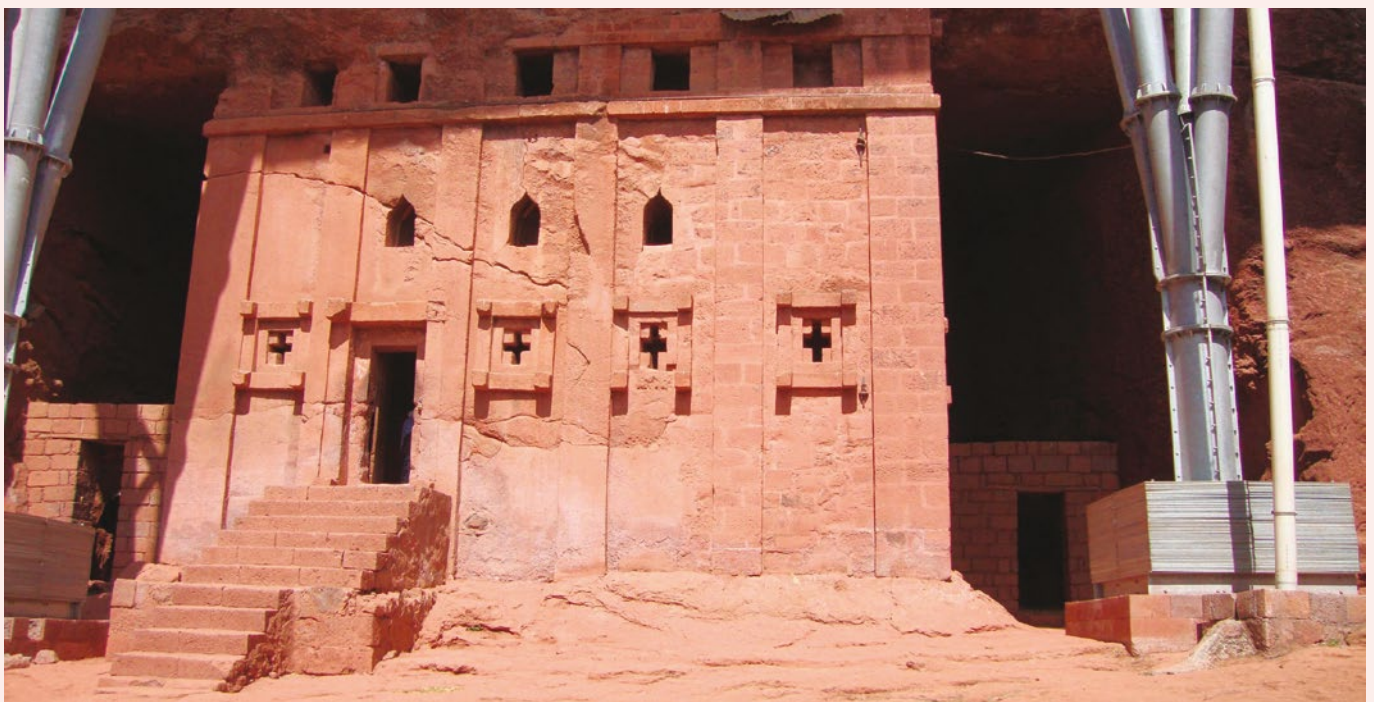
Pour Jean-Nicolas Bach, directeur du Centre français des études éthiopiennes (CFEE) basé à

Parmi les programmes emblématiques du CFEE, le programme Sustainable Lalibela sur le patrimoine éthiopien.

Addis-Abeba en Éthiopie, il est important de parler depuis la perspective du terrain, lui qui a la double expérience d'avoir été directeur de deux UMIFRE : le Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales au Soudan (durant la révolution) et aujourd'hui le CFEE en Éthiopie (pays sortant d'une guerre de deux ans). « Il y a la question de la sécurité physique face à une situation de conflit ou encore celle de la peur lorsque l'on mène des enquêtes dans un régime autoritaire », décrit-il. Il ajoute : « Plus généralement, face à un conflit ouvert ou un conflit latent, se pose la problématique de la durabilité du terrain et la réalisation que tout un investissement de long terme dans un pays qui n'est pas le sien peut être perdu du jour au lendemain. C'est au milieu de toutes ces difficultés que les UMIFRE nous donnent un espace sécurisé sur le temps long : les autorités locales comprennent que nous sommes des chercheurs et non des militants ou des espions, et l'affiliation MEAE nous permet d'être identifiés et protégés. »

Les UMIFRE, des centres gravitationnels

Autour des UMIFRE gravitent plusieurs cercles : chercheuses et chercheurs, réseaux locaux, mais aussi d'autres opérateurs français de





recherche, ainsi que les écoles françaises à l'étranger - car la formation de la jeune recherche française est l'une des missions des UMIFRE. « L'idée a été de mettre en avant l'intérêt d'un tel réseau pour le développement d'une recherche internationalisée en SHS, explique Myriam Catusse dont l'institut est implanté depuis plus de 100 ans au Proche-Orient. Il est possible de produire des données empiriques sur des terrains éloignés lors de missions, mais une unité installée permet, elle, de construire des réseaux de recherche et de formation pérennes et solides. » Une idée partagée par le directeur du CFEE, héritier de près d'un siècle de coopération scientifique franco-éthiopienne. « La particularité d'un régime autoritaire est d'avoir des lignes rouges à ne pas franchir qui ne sont pas claires. Les UMIFRE, avec leurs liens de long terme établis localement avec de multiples partenaires, nous permettent de mieux identifier ces lignes rouges », indique-t-il.

Recherche & diplomatie scientifique

« Les UMIFRE sont un modèle atypique qui permet de faire dialoguer chercheurs et diplomates, le tout en conservant une indépendance qui est essentielle », commente Matthieu Peyraud. Car les UMIFRE sont bien de véritables outils de diplomatie scientifique et servent de lieux de rencontre pour confronter différents points de vue. Pour Myriam Catusse, il s'agit parfois de « recherche plus appliquée, voire d'expertise » avec l'utilisation de données pour accompagner

Antoine Petit, président-directeur général du CNRS lors de la clôture de la journée Inter-UMIFRE du 30 mai.

Le MEAE, en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et le CNRS, a organisé une journée inter-UMIFRE au Campus Condorcet, à Aubervilliers le 30 mai.

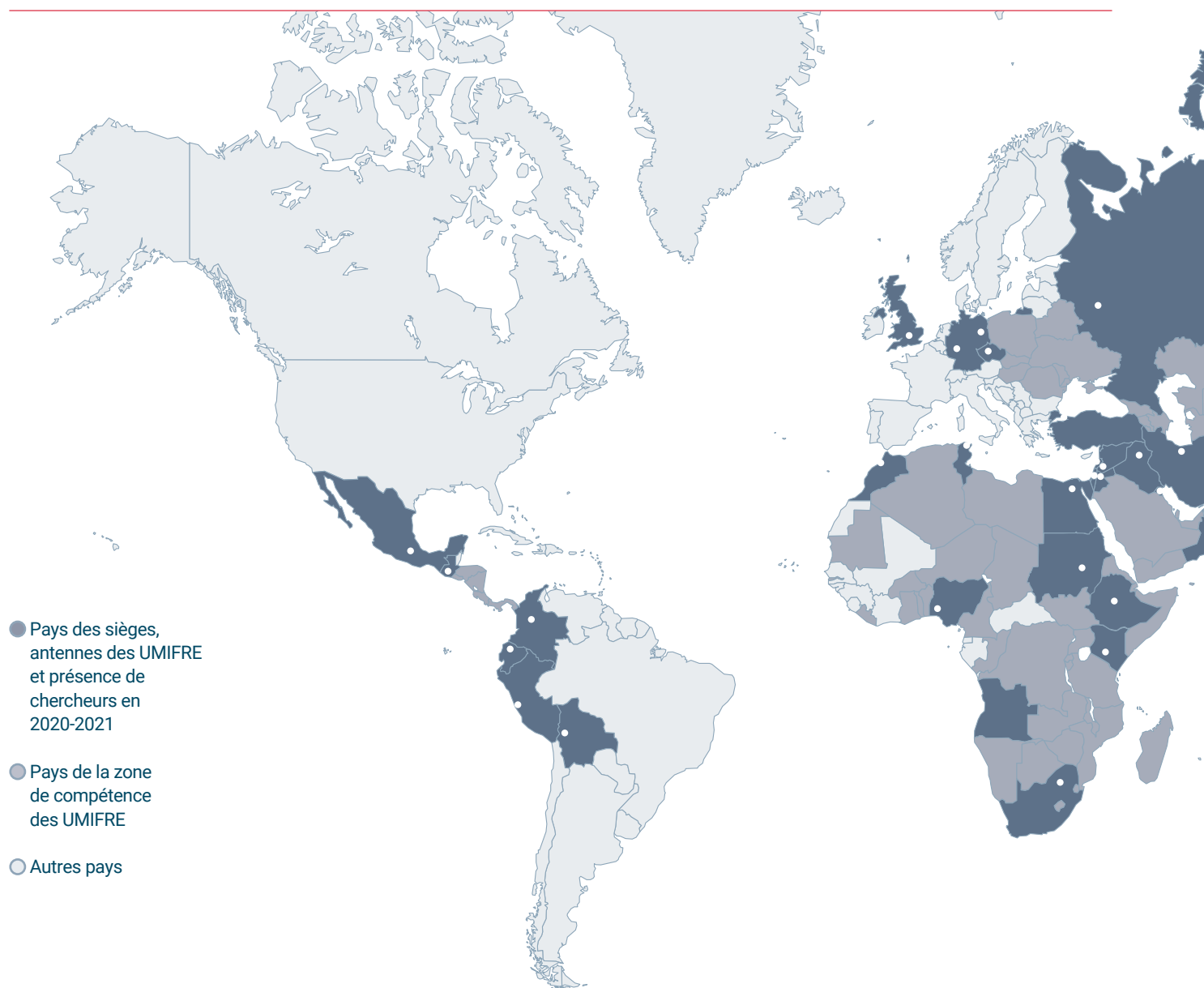
l'action publique. « Nous avons eu de très grands programmes de recherche sur les migrations à l'échelle du Proche-Orient. Cela nous rend compétents pour travailler, par exemple aujourd'hui avec l'Agence française de développement² afin de mieux comprendre les logiques d'urbanisation dans la région - avec notamment la question des camps de réfugiés », explique-t-elle. « Nous avons besoin des chercheurs pour étayer nos positions. Et à l'inverse nous portons dans les enceintes internationales des positions qui sont partagées par les chercheurs », conclut le directeur de la diplomatie d'influence du MEAE.



2. Le groupe Agence française de développement (AFD) contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale sur des thématiques telles que le climat, la biodiversité, la paix, l'éducation, l'urbanisme, la santé, ou encore la gouvernance.

Un réseau rayonnant aux quatre coins du monde

Pilotées par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et le CNRS, les UMIFRE sont un réseau de 25 UMIFRE et 2 IFRE spécialisés en sciences humaines et sociales. Ils constituent un outil unique au monde au service de la diplomatie scientifique de la France. La recherche de terrain, la formation, la diffusion scientifique et le débat d'idées sont au cœur de leur action.



LÉGENDE DES ÉTUDES

- : contemporaines
- : archéologiques et passé
- : urbaines et environnementales
- : humanités numériques

Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA) ●

AFGHANISTAN, Kaboul

Institut français d'Afrique du Sud – Recherche (IFAS) ●●●

AFRIQUE DU SUD, Johannesburg

Centre Marc Bloch (CMB) ●●●

ALLEMAGNE, Berlin

Institut franco-allemand de sciences historiques et sociales (IFRA-SHS) ●●●

ALLEMAGNE, Francfort-sur-le-Main

Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) ●●●

CHINE, Hong Kong – TAIWAN, Taipei

Centre d'études et de documentations économiques, juridiques et sociales (CEDEJ) ●●●

EGYPTE, Le Caire – SOUDAN, Khartoum

Centre français des études éthiopiennes (CFEE) ●●●

ETHIOPIE, Addis-Abeba

Centre de sciences humaines (CSH) ●●●

INDE, New Delhi

Institut français de Pondichéry (IFP) ●●●●

INDE, Pondichéry

Institut français de recherche en Iran (IFRI) ●●●

IRAN, Téhéran

Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ) ●●●

ISRAËL, Jérusalem-Ouest

Institut français de recherche de recherche sur le Japon Maison franco-japonaise (IFRJ- MFJ) ●●●●

JAPON, Tokyo

Institut français de recherche en Afrique (IFRA) ●●●●

NIGERIA, Ibadan – KENYA, Nairobi

Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC) ●●●●

KIRGHIZISTAN, Bichkek –

TADJIKISTAN, Douchanbé

Centre Français de Recherche de la Péninsule Arabique (CEFREPA) ●●●●

KOWEIT, Kuwait City

Institut français du Proche-Orient (IFPO) ●●●●●

LIBAN, Beyrouth – JORDANIE,

Amman – IRAK, Erbil – TERRITOIRES

PALESTINIENS, Jérusalem-Est

Centre Jacques Berque (CJB) ●●●●

MAROC, Rabat

Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA) ●●●●●

MEXIQUE, Mexico – GUATEMALA,

Ciudad de Guatemala

Institut français d'études andines (IFEA) ●●●●●

PEROU, Lima – BOLIVIE,

La Paz – COLOMBIE, Bogota –

EQUATEUR, Quito

Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES) ●●●●●

REPUBLIQUE TCHEQUE, Prague

Maison Française d'Oxford (MFO) ●●●●●

ROYAUME-UNI, Oxford

Centre d'études franco-russe (CEFR) ●●●●●

RUSSIE, Moscou

Section française de la direction des antiquités du Soudan (SFDAS) ●●●●●

SOUDAN, Khartoum

Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC) ●●●●●

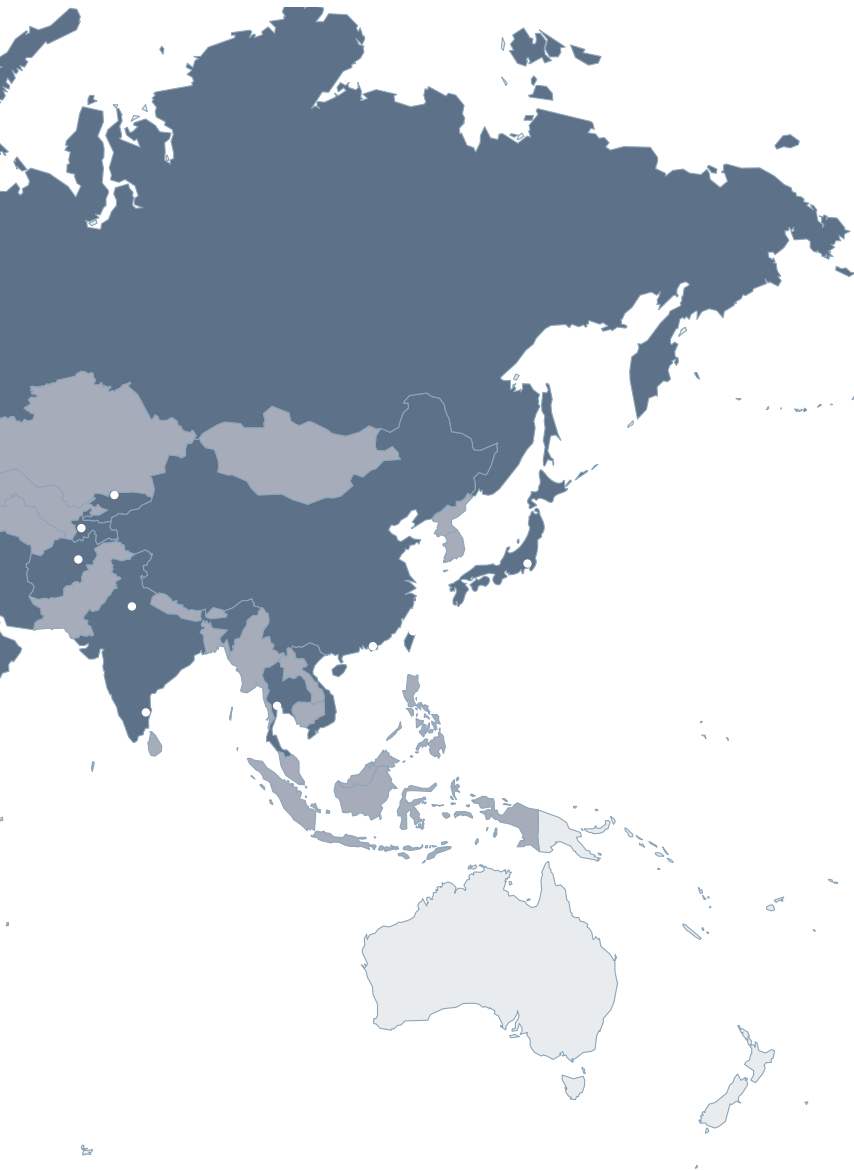
THAÏLANDE, Bangkok

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) ●●●●●

TUNISIE, Tunis

Institut français d'études anatoliennes (IFEA) ●●●●●

TURQUIE, Istanbul



UN RÉSEAU INCONTOURNABLE POUR MENER DES TRAVAUX DE TERRAIN À L'INTERNATIONAL

Les UMIFRE développent des programmes de recherche liés à l'histoire des civilisations et aux enjeux du monde contemporain. Interdisciplinaires, ils allient, entre autres, histoire, archéologie, économie, géographie, linguistique et sciences politiques pour répondre à des questions essentielles du passé et à des problématiques actuelles telles que le climat, les migrations, l'urbanisme et les transitions démocratiques. Pour faire face à la complexité du monde, ils s'opposent à la recherche en silo et promeuvent des axes d'études transversaux et les études aréales, ainsi que des méthodes d'investigation innovantes.

**Chercheurs et chercheuses, étudiants et étudiantes en master ou doctorat :
consultez les axes de recherche de chaque UMIFRE et rejoignez le réseau !**

www.umifre.fr

